

Registre des délibérations - décisions

TOME I

SEANCE PUBLIQUE DU :

Lundi 04 février 2013

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 04 mars 2013

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

SOMMAIRE

TOME I / II

Convocation, émargement et Compte rendu et ordre du jour du Conseil Municipal du 04 février 2013.....	22
Délibérations et annexes	23 à 243

TOME II / II

Délibération et annexes	244 à 345
Décisions et annexes	346 à 493

Montpellier, le 15 janvier 2013

Ville de
Montpellier



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) Collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil Municipal, le **lundi 04 février 2013 à 18h00**, dans la salle du Conseil municipal du nouvel Hôtel de Ville.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veuillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Madame Le Maire,

Hélène MANDROUX

PJ :

- PV du Conseil municipal du 17 décembre 2012.
- Ordre du jour de la séance du 04 février 2013.
- Synthèses des affaires du 04 février 2013.

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du lundi 4 février 2013
18H00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

-
- | | |
|---|---|
| M^{me} le Maire | Adoption de l'ordre du jour |
| M^{me} le Maire | Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent |
| M^{me} le Maire | Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal |
| Max LEVITA | 1 Exercice 2013 - Budget Primitif de la Ville de Montpellier - Budget Principal et Budget
Annexe du Parking |
| Max LEVITA | 2 Programmation stratégique des investissements - Vote en Autorisations de Programme
(AP) et Crédits de Paiement (CP) - Adoption des AP 2013 |
| Cédric
SUDRES | 3 Constitution et fonctionnement du Conseil Consultatif des Résidents Etrangers (CCRE) |
| Jean-Louis
GELY | 4 Modification de la carte scolaire en 2013 Ouverture de l'Ecole Primaire Cheng Du
Quartier Port Marianne |
| Emploi, insertion par l'économie | |
| Marc
DUFOUR | 5 Demande de subvention de la Ville auprès de la Communauté d'Agglomération de
Montpellier, au titre des Projets d'Intérêt Commun 2013 pour la Cité des Métiers |
| Marc
DUFOUR | 6 MONTPELLIER GRAND COEUR Campagne d'aide à la requalification des
devantures des locaux d'activités Attribution de subvention |
| Marc
DUFOUR | 7 Halles et marchés - Mesures d'exonération - Décision |
| Marc
DUFOUR | 8 Marché de plein air Mosson - Jours d'ouverture - Décision - Autorisation |
| Environnement, Prévention, Santé | |
| Jacques
TOUCHON | 9 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Epidaure, Pôle Prévention du
CRLC Val d'Aurelle |
| Actions solidaires | |
| Christiane | 10 Attribution de subvention complémentaire à diverses associations œuvrant dans le |

Qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain

- Philippe THINES** 11 Travaux de réfection de tranchées Convention constitutive de groupement de commandes Autorisation de signer les documents
- Philippe THINES** 12 Ancrages en façade Mise en œuvre de l'article L.173.1 du code de la voirie routière sur le territoire de la Ville de Montpellier
- Philippe THINES** 13 Avenant sur le lot 1 du marché 2 M 796 2391 Avenue d'Heidelberg : Accès au Grand-Mail

Tranquillité publique

- Régine SOUCHE** 14 Extension du Réseau de Vidéoprotection Urbaine Génie Civil - V.R.D - Raccordements électriques - Liaisons Optiques et Télémétrie par liaison fibre optique Autorisation à signer le Marché
- Régine SOUCHE** 15 Intervention d'Agents de la Police Municipale dans le cadre du Gala de Médecine Autorisation à signer la convention d'indemnisation

Culture et patrimoine

- Philippe SAUREL** 16 Festival International du Cinéma Méditerranéen Désignation des représentants de la Ville et des personnalités qualifiées au Conseil d'administration de l'association
- Philippe SAUREL** 17 Demande de subvention à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des Projets d'Intérêt Commun (PIC) 2013 pour l'acquisition de l'ancien bâtiment des Archives Départementales
- Philippe SAUREL** 18 Centre d'art contemporain la Panacée Demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
- Philippe SAUREL** 19 Convention d'exploitation du domaine public - Centre d'art La Panacée - Bar restaurant - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation
- Philippe SAUREL** 20 Attributions de subventions à des structures et projets culturels Attribution de subventions et conventions de partenariat Exercice 2013
- Philippe SAUREL** 21 Fonds d'Aide à la Création Musicale Attribution de subventions et conventions de partenariats Exercice 2013
- Philippe SAUREL** 22 Boutographies 2012 Acquisition de tirages réalisés par Pierre Liebaert, lauréat du Prix du Jury
- Philippe SAUREL** 23 Association Maison de la Poésie Attribution de subventions et convention de partenariat Exercice 2013
- Philippe SAUREL** 24 Association Cœur de Livres Attribution d'une subvention et convention de partenariat Exercice 2013
- Philippe SAUREL** 25 Association Grain d'Image Attribution d'une subvention et convention de partenariat Exercice 2013

Philippe SAUREL	26	Association Compagnie Adesso e Sempré Attribution de subventions et convention de partenariat Exercice 2013
Philippe SAUREL	27	Association La Vista - Théâtre de la méditerranée Attribution de subventions et convention de partenariat Exercice 2013
Philippe SAUREL	28	Tournage du court-métrage Le Fils Convention de partenariat avec Fulldawa Productions
Rénovation urbaine - Logement social		
Christian BOUILLE	29	MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions
Christian BOUILLE	30	MONTPELLIER GRAND COEUR Opérations d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées Approbation d'avenants aux conventions des opérations dans les secteurs Gambetta-Figuerolles-Nord Ecusson (de 2010 à 2015) et St Guilhem-Laissac-Sud Comédie (de 2012 à 2017)
Christian BOUILLE	31	QUARTIER DES CEVENNES Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution d'une subvention en partie commune pour le bâtiment L
Christian BOUILLE	32	QUARTIER DES CEVENNES Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution d'une subvention en parties privatives
Christian BOUILLE	33	QUARTIER DES CEVENNES Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution d'une subvention en partie commune pour le bâtiment J
Petite enfance		
Françoise PRUNIER	34	Action de soutien à la parentalité Convention entre la Ville et le Conseil Général de l'Hérault
Economie des ressources et du patrimoine		
Frédéric TSITSONIS	35	Prestations intellectuelles pour l'accompagnement de la démarche Cit'ergie - Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
Frédéric TSITSONIS	36	Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les conventions
Urbanisme, aménagement durable et NTIC		
Michaël DELAFOSSE	37	Modification du plan local d'urbanisme PRESCRIPTION
Michaël DELAFOSSE	38	QUARTIER HOPITAUX FACULTES Secteur Croix Lavit Instauration d'un périmètre d'étude (art L.111-10 du code de l'urbanisme)
Michaël DELAFOSSE	39	ZAC Nouveau Saint-Roch Lot 1 Agrément de candidature CIRMAD Grand Sud .
Michaël	40	ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 4 - lot 4C ACM

DELAFOSSE

- Michaël DELAFOSSE** 41 ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 5 - lot 18 A1 ACM
- Michaël DELAFOSSE** 42 ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 5 - lot 18 A2 ACM
- Michaël DELAFOSSE** 43 Foncier Elargissement de la rue de Montasinos Propriété Raout
- Michaël DELAFOSSE** 44 Foncier Rue Tibidabo Vente d'un délaissé à la société IBERO
- Michaël DELAFOSSE** 45 Foncier Chemin piéton - Parc Malbosc Acquisition emprise propriété Nexity
- Michaël DELAFOSSE** 46 Convention de servitude de passage au profit de E.R.D.F. Secteur Pas-du-Loup / Rieucoulon parcelles cadastrées PE 506 PE 14 PC 28
- Michaël DELAFOSSE** 47 ZAC Port Marianne-Parc Marianne extension Groupe scolaire Chengdu Acquisition d'un terrain à la S.E.R.M. parcelle cadastrée SB 210
- Michaël DELAFOSSE** 48 PARC DE LA GUIRLANDE Déclaration de travaux Réalisation d'un mur de clôture
- Jean-Louis GELY** 49 **Réussite éducative**
Ecole élémentaire Jean JAURES - Protocole d'accord Ville - Société SMAC suite à des dégâts des eaux
- Hélène QVISTGAAR D** 50 **Logement**
Règlement d'attribution des subventions relatives à la prise en charge de la prime d'assurance de la Garantie des Risques Locatifs (GRL) en faveur de propriétaires louant leur bien à de jeunes actifs: « Clé Montpellier Logement GRL »
- Patrick VIGNAL** 51 **Sport solidaire**
Convention de partenariat Ville de Montpellier - Fédération Française de Volley Ball - CREPS de Montpellier - Ligue Régionale Volley Ball - Montpellier Beach Volley Préparation Jeux Olympiques de Rio en 2016 de Beach Volley
- Patrick VIGNAL** 52 QUARTIER MONTPELLIER CENTRE Construction de la Salle de boxe Jean FARRE Autorisation de signer les marchés
- Serge FLEURENCE** 53 **Ressources humaines**
Modification du tableau des effectifs
- Max LEVITA** 54 **Affaires juridiques, finances**
Attributions de subventions Exercice 2013
- Max LEVITA** 55 Report d'affectation de subventions votées en 2012

Max LEVITA 56 Réforme et cession du matériel et des véhicules

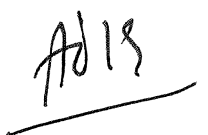
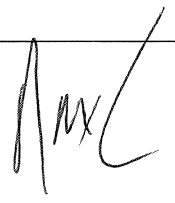
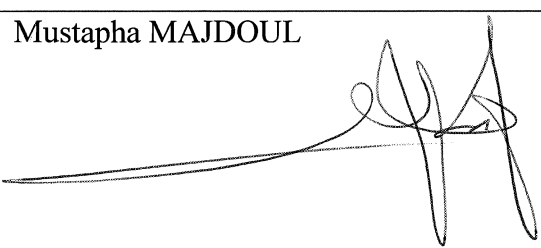
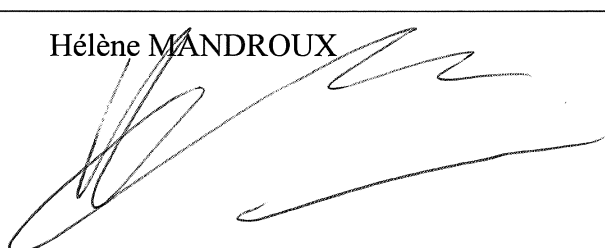


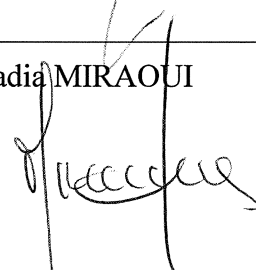
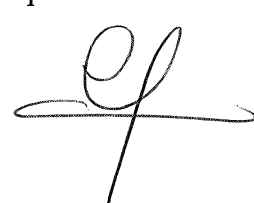


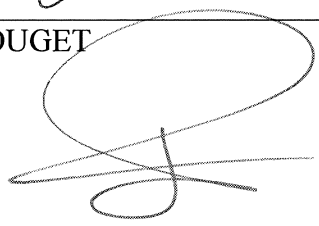

**Madame le
Maire** 57 Garantie d'emprunt accordée à la SERM dans le cadre de la délégation de service public
du Réseau Montpelliérain de Chaud et Froid (RMCF)

LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

SEANCE PUBLIQUE du 04 février 2013

Brahim ABBOU 	Frédéric ARAGON 
Michel ASLANIAN 	Marie-Josée AUGÉ-CAUMON 
Eva BECCARIA 	Annie BENEZECH 
Amina BENOARGHA-JAFFIOL 	Nicole BIGAS 
Stéphanie BLANPIED 	Sophie BONIFACE-PASCAL 
Christian BOUILLE 	Agnès BOYER 
Nancy CANAUD 	Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM 
Marlène CASTRE 	Josette CLAVERIE 

<p>Magalie COUVERT</p> 	<p>Perla DANAN</p> 
<p>Michaël DELAFOSSE</p> 	<p>Gabrielle DELONCLE</p>
<p>Fanny DOMBRE-COSTE</p>	<p>Jacques DOMERGUE</p> 
<p>Marc DUFOUR</p> 	<p>Christian DUMONT</p> 
<p>Sarah EL ATMANI</p> 	<p>Laure FARGIER</p>
<p>Serge FLEURENCE</p> 	<p>Christiane FOURTEAU</p> 
<p>Anne-Rose LE VAN</p> 	<p>Jean-Louis GELY</p> 
<p>Arnaud JULIEN</p>	<p>Catherine LABROUSSE</p> 

<p>Audrey De LA GRANGE</p> 	<p>Gérard LANNELONGUE</p>
<p>Max LEVITA</p> 	<p>Richard MAILHE</p>
<p>Mustapha MAJDOUL</p> 	<p>Hélène MANDROUX</p> 
<p>Hervé MARTIN</p> 	<p>Jacques MARTIN</p> 
<p>Stéphane MELLA</p>	<p>Nadia MIRAOU</p> 
<p>Christophe MORALES</p> 	<p>Christian DUPRAZ</p> 
<p>Michel PASSET</p> 	<p>Martine PETITOUT</p>
<p>Louis POUGET</p> 	<p>Françoise PRUNIER</p> 

<p>Hélène QVISTGAARD</p> 	<p>Jean-Louis ROUMEGAS</p> 
<p>Philippe SAUREL</p> 	<p>Régine SOUCHE</p> 
<p>Robert SUBRA</p> 	<p>Cédric SUDRES</p> 
<p>Philippe THINES</p> 	<p>Jacques TOUCHON</p> 
<p>Claudine TROADEC-ROBERT</p> 	<p>Frédéric TSITSONIS</p> 
<p>Patrick VIGNAL</p> 	<p>Francis VIGUIE</p> 
<p>Alain ZYLBERMAN</p> 	



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance publique du lundi 04 février 2013
Salle du Conseil municipal

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

M^{me} le Maire

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 49

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

M^{me} le Maire

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Pour : 49

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

M^{me} le Maire

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

*Mesdames CAPUOZZI-BOUALAM, DANAN, BENOUEGHIA-JAFFIOL et Messieurs
POUGET et DOMERGUE (avec la procuration de Madame CANAUD) entrent en
séance*

Max LEVITA 1 Exercice 2013 - Budget Primitif de la Ville de Montpellier - Budget Principal et Budget Annexe du Parking

Pour : 45
Contre : 7
Abstentions: 3
Adopté à la majorité.

Mesdames BOYER, PRUNIER, BENOUARGHA-JAFFIOL, MIRAOU, CLAVERIE (qui quitte définitivement la séance et donne procuration à Monsieur MORALES) et Messieurs ARAGON et SUBRA (qui part définitivement et donne procuration à Madame BIGAS) sortent de la séance.

Max LEVITA 2 Programmation stratégique des investissements - Vote en Autorisations de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP) - Adoption des AP 2013

Pour : 39
Contre : 7
Abstentions: 3
Adopté à la majorité.

*Monsieur Jacques MARTIN entre en séance.
Mesdames BOYER, PRUNIER, BENOUARGHA-JAFFIOL, MIRAOU et Monsieur ARAGON reviennent en séance.
Messieurs PASSET et Hervé MARTIN sortent de la séance.*

Cédric SUDRES 3 Constitution et fonctionnement du Conseil Consultatif des Résidents Etrangers (CCRE)

Pour : 48
Contre : 5
Abstentions:/
Adopté à la majorité.

Jean-Louis GELY 4 Modification de la carte scolaire en 2013 Ouverture de l'Ecole Primaire Cheng Du Quartier Port Marianne

Pour : 53
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Marc DUFOUR

5 **Emploi, insertion par l'économique**
Demande de subvention de la Ville auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au titre des Projets d'Intérêt Commun 2013 pour la Cité des Métiers

Pour : 53
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Marc
DUFOUR**

- 6 MONTPELLIER GRAND COEUR Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subvention

Pour : 53
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Madame PRUNIER et Monsieur TSITSONIS sortent de la séance.

**Marc
DUFOUR**

- 7 Halles et marchés - Mesures d'exonération - Décision

Pour : 51
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Madame PRUNIER et Messieurs PASSET, Hervé MARTIN et TSITSONIS reviennent en séance.

**Marc
DUFOUR**

- 8 Marché de plein air Mosson - Jours d'ouverture - Décision - Autorisation

Pour : 49
Contre : 5
Abstentions: 1
Adopté à la majorité.

Madame EL ATMANI sort de la séance.

**Jacques
TOUCHON**

- Environnement, Prévention, Santé**
9 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Epidaure, Pôle Prévention du CRLC Val d'Aurelle
Ne prend pas part au vote Jacques DOMERGUE

Pour : 53
Contre : /
Ne prend pas part au vote : 1
Adopté à l'unanimité.

Madame EL ATMANI revient en séance.

**Christiane
FOURTEAU**

- Actions solidaires**
10 Attribution de subvention complémentaire à diverses associations œuvrant dans le champ de l'aide alimentaire Exercice 2013

Pour : 55
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

*Mesdames BENEZECH, COUVERT et Messieurs DUFOUR, MORALES (avec
procuration) et DOMERGUE (qui quitte définitivement la séance avec la procuration
de Madame CANAUD, sortent de la séance.*

**Philippe
THINES**

- Qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain**
- 11 Travaux de réfection de tranchées Convention constitutive de groupement de
commandes Autorisation de signer les documents

Pour : 48
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
THINES**

- 12 Ancrages en façade Mise en œuvre de l'article L.173.1 du code de la voirie routière sur
le territoire de la Ville de Montpellier

Pour : 48
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

*Madame BONIFACE-PASCAL et Messieurs ABBOU, GELY, ARAGON quittent la
séance.*

**Philippe
THINES**

- 13 Avenant sur le lot 1 du marché 2 M 796 2391 Avenue d'Heidelberg : Accès au Grand-
Mail

Pour : 44
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

*Mesdames BENEZECH, BONIFACE-PASCAL et Messieurs DUFOUR, GELY,
ARAGON, ABBOU et MORALES (avec une procuration), reviennent en séance.
Madame MIRAOU et Monsieur MAJDOUL quittent définitivement la séance.*

**Régine
SOUCHE**

- Tranquillité publique**
- 14 Extension du Réseau de Vidéoprotection Urbaine Génie Civil - V.R.D - Raccordements
électriques - Liaisons Optiques et Télémétrie par liaison fibre optique Autorisation à
signer le Marché

Pour : 41
Contre : 9

Abstentions:/
Adopté à la majorité.

**Régine
SOUCHE**

- 15 Intervention d'Agents de la Police Municipale dans le cadre du Gala de Médecine
Autorisation à signer la convention d'indemnisation

Pour : 50
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Culture et patrimoine

**Philippe
SAUREL**

- 16 Festival International du Cinéma Méditerranéen
Désignation des représentants de la Ville et des personnalités qualifiées au Conseil
d'administration de l'association

Ont été élus :
- P.SAUREL
-A.BOYER
-M.PASSET

Personnalités qualifiées :
-S.MENENTEAU
-P.BEDOS
-N.COMBE

Pour : 50
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Madame COUVERT revient en séance.

Messieurs Hervé MARTIN, TSITSONIS, ARAGON et THINES sortent de la séance.

**Philippe
SAUREL**

- 17 Demande de subvention à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des
Projets d'Intérêt Commun (PIC) 2013 pour l'acquisition de l'ancien bâtiment des
Archives Départementales

Pour : 47
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 18 Centre d'art contemporain la Panacée Demande de subvention auprès de la
Communauté d'Agglomération de Montpellier

Pour : 47
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 19 Convention d'exploitation du domaine public - Centre d'art La Panacée - Bar restaurant
- Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation

Pour : 47
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 20 Attributions de subventions à des structures et projets culturels Attribution de subventions et conventions de partenariat Exercice 2013

Pour : 47
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 21 Fonds d'Aide à la Création Musicale Attribution de subventions et conventions de partenariats Exercice 2013

Pour : 47
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

*Madame Le Maire sort de la séance.
Monsieur ABBOU quitte définitivement la séance.*

**Philippe
SAUREL**

- 22 Boutographies 2012 Acquisition de tirages réalisés par Pierre Liebaert, lauréat du Prix du Jury

Pour : 45
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 23 Association Maison de la Poésie Attribution de subventions et convention de partenariat Exercice 2013

Pour : 45
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Monsieur THINES revient en séance.

**Philippe
SAUREL**

- 24 Association Cœur de Livres Attribution d'une subvention et convention de partenariat Exercice 2013

Pour : 46
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 25 Association Grain d'Image Attribution d'une subvention et convention de partenariat Exercice 2013

Pour : 46
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Monsieur TSITSONIS revient en séance.

**Philippe
SAUREL**

- 26 Association Compagnie Adesso e Sempré Attribution de subventions et convention de partenariat Exercice 2013

Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 27 Association La Vista - Théâtre de la méditerranée Attribution de subventions et convention de partenariat Exercice 2013

Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 28 Tournage du court-métrage Le Fils Convention de partenariat avec Fulldawa Productions

Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Rénovation urbaine - Logement social

**Christian
BOUILLE**

- 29 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions

Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Christian
BOUILLE**

- 30 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opérations d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées Approbation d'avenants aux conventions des opérations dans les secteurs Gambetta-Figuerolles-Nord Ecusson (de 2010 à 2015) et St Guilhem-Laissac-Sud Comédie (de 2012 à 2017)

Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Madame AUGÉ-CAUMON sort de la séance.

**Christian
BOUILLE**

- 31 QUARTIER DES CEVENNES Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution d'une subvention en partie commune pour le bâtiment L

Pour : 46
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Christian
BOUILLE**

- 32 QUARTIER DES CEVENNES Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution d'une subvention en parties privatives

Pour : 46
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Christian
BOUILLE**

- 33 QUARTIER DES CEVENNES Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution d'une subvention en partie commune pour le bâtiment J

Pour : 46
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Madame Le Maire et Monsieur Hervé MARTIN reviennent en séance.

**Françoise
PRUNIER**

- Petite enfance**
34 Action de soutien à la parentalité Convention entre la Ville et le Conseil Général de l'Hérault

Pour : 48
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Madame AUGÉ-CAUMON revient en séance.

**Frédéric
TSITSONIS**

- Economie des ressources et du patrimoine**
35 Prestations intellectuelles pour l'accompagnement de la démarche Cit'ergie - Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour : 49
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Frédéric
TSITSONIS**

- 36 Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les conventions

Pour : 49
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

*Monsieur ARAGON revient en séance.
Mesdames PRUNIER et SOUCHE quittent la séance.
Messieurs Jacques MARTIN et DUMONT (avec la procuration de Monsieur
LANNELONGUE) quittent définitivement la séance.*

**Michaël
DELAFOSSE**

Urbanisme, aménagement durable et NTIC

- 37 Modification du plan local d'urbanisme PRESCRIPTION

Pour : 45
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Madame PRUNIER revient en séance.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 38 QUARTIER HOPITAUX FACULTES Secteur Croix Lavit Instauration d'un périmètre d'étude (art L.111-10 du code de l'urbanisme)

Pour : 46
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 39 ZAC Nouveau Saint-Roch Lot 1 Agrément de candidature CIRMAD Grand Sud .

Pour : 46
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 40 ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 4 - lot 4C ACM

Pour : 46
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 41 ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 5 - lot 18 A1 ACM

Pour : 46
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSÉ**

42 ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 5 - lot 18 A2 ACM

Pour : 46
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSÉ**

43 Foncier Elargissement de la rue de Montasinos Propriété Raout

Pour : 46
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSÉ**

44 Foncier Rue Tibidabo Vente d'un délaissé à la société IBERO

Pour : 46
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSÉ**

45 Foncier Chemin piéton - Parc Malbosc Acquisition emprise propriété Nexity

Pour : 46
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSÉ**

46 Convention de servitude de passage au profit de E.R.D.F. Secteur Pas-du-Loup /
Rieucoulon parcelles cadastrées PE 506 PE 14 PC 28

Pour : 46
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSÉ**

47 ZAC Port Marianne-Parc Marianne extension Groupe scolaire Chengdu Acquisition
d'un terrain à la S.E.R.M. parcelle cadastrée SB 210

Serge FLEURENCE, Max LEVITA, Michel PASSET, Marc DUFOUR, Perla
DANAN, Jacques MARTIN (plus en séance) et Jean-Louis GELY, administrateurs de
la SERM, ne prennent pas part au vote.

Pour : 40
Contre : /
Abstentions:/
Ne prennent pas part au vote : 6
Adopté à l'unanimité.

Michaël

48 PARC DE LA GUIRLANDE Déclaration de travaux Réalisation d'un mur de clôture

DELAFOSSÉ

Pour : 46
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Jean-Louis
GELY**

- 49 **Réussite éducative**
Ecole élémentaire Jean JAURES - Protocole d'accord Ville - Société SMAC suite à des dégâts des eaux

Pour : 46
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Madame SOUCHE revient en séance.

**Hélène
QVISTGAARD**

- 50 **Logement**
Règlement d'attribution des subventions relatives à la prise en charge de la prime d'assurance de la Garantie des Risques Locatifs (GRL) en faveur de propriétaires louant leur bien à de jeunes actifs: « Clé Montpellier Logement GRL »

Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Patrick
VIGNAL**

- 51 **Sport solidaire**
Convention de partenariat Ville de Montpellier - Fédération Française de Volley Ball - CREPS de Montpellier - Ligue Régionale Volley Ball - Montpellier Beach Volley Préparation Jeux Olympiques de Rio en 2016 de Beach Volley

Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Patrick
VIGNAL**

- 52 QUARTIER MONTPELLIER CENTRE Construction de la Salle de boxe Jean FARRE
Autorisation de signer les marchés

Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**Serge
FLEURENCE**

- 53 **Ressources humaines**
Modification du tableau des effectifs

Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Monsieur BOUILLE (avec la procuration de Monsieur VIGNAL) quitte définitivement la séance.

Affaires juridiques, finances

- Max LEVITA** 54 Attributions de subventions Exercice 2013
Vote de la subvention à l'Association pour la promotion des Flux Touristiques et économiques :
Pour : 35
Contre : 9
Abstentions: 1
Adopté à l'unanimité.

Vote pour l'ensemble de la délibération moins la subvention sus-nommée :
Pour : 45
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.
- Max LEVITA** 55 Report d'affectation de subventions votées en 2012

Pour : 45
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.
- Max LEVITA** 56 Réforme et cession du matériel et des véhicules

Pour : 45
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.
- Madame le Maire** 57 Garantie d'emprunt accordée à la SERM dans le cadre de la délégation de service public du Réseau Montpelliérain de Chaud et Froid (RMCF)

Serge FLEURENCE, Max LEVITA, Michel PASSET, Marc DUFOUR, Perla DANAN, Jacques MARTIN (plus en séance) et Jean-Louis GELY, administrateurs de la SERM, ne prennent pas part au vote.

Pour : 39
Contre : /
Abstention : /
Ne prennent pas part au vote : 6
Adopté à l'unanimité.
- M^{me} le Maire** Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal.

Madame Le Maire,

Hélène MANDROUX

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil Municipal est affiché en mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Exercice 2013 - Budget Primitif de la Ville de Montpellier - Budget Principal et Budget Annexe du Parking

Max LEVITA rapporte :

Lors de la séance du Conseil Municipal du 17 décembre dernier, s'est tenu le Débat d'Orientation Budgétaire. Conformément aux orientations définies, il est proposé au Conseil d'adopter le Budget Primitif de la Ville de Montpellier pour l'exercice 2013.

Le Budget Primitif 2013 de la Ville de Montpellier comprend le Budget Principal et le Budget Annexe pour l'exploitation du parking de l'Hôtel de Ville.

I. Le Budget Principal

Le Budget Principal de la Ville de Montpellier se présente de la façon suivante :

Il s'élève à 445 217 843,00 €, total qui se décompose de la façon suivante :

- Section d'investissement : 130 655 633,00 €.
- Section de fonctionnement : 314 562 210,00 €.

Section d'investissement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 135 125 161,00 €.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

CHAPITRE	Dépenses BP 2013	Recettes BP 2013
900 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS	10 053 871,00	420 000,00
901 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	753 870,00	139 616,00

902 - ENSEIGNEMENT FORMATION	18 255 000,00	229 894,00
903 - CULTURE	5 273 381,00	655 643,00
904 - SPORT ET JEUNESSE	4 754 196,00	40 000,00
905 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANT	450 000,00	80 000,00
906 - FAMILLE	1 085 000,00	79 852,00
908 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAIN	45 386 687,00	4 434 774,00
909 - ACTION ECONOMIQUE	672 000,00	
911 - DETTES ET AUTRES OPERATIONS FI	43 893 628,00	62 292 500,00
912 - DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PART		19 000 000,00
913 - TAXES NON AFFECTEES		1 400 000,00
914 - TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		14 505 488,12
917 - OPERATIONS SOUS MANDATS	78 000,00	76 000,00
919 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONC		17 545 630,88
95 - PRODUIT DES CESSIONS D'IMMO.		9 756 235,00
Total section d'investissement	130 655 633,00	130 655 633,00

Section de fonctionnement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 314 562 210,00 €.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

CHAPITRE	Dépenses BP 2013	Recettes BP 2013
920 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS	60 305 300,00	6 174 182,00
921 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	10 098 869,00	218 000,00
922 - ENSEIGNEMENT-FORMATION	55 374 439,00	4 573 870,00
923 - CULTURE	11 320 893,00	317 700,00
924 - SPORT ET JEUNESSE	20 969 082,00	2 468 237,00
925 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	15 255 787,00	270 000,00
926 - FAMILLE	26 137 657,00	3 265 000,00
928 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAIN	60 693 489,00	12 245 308,00
929 - ACTION ECONOMIQUE	6 465 642,00	3 720 820,00
931 - OPERATIONS FINANCIERES	9 540 000,00	17 000,00
932 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NO		84 874 017,00
933 - IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	6 243 475,00	196 418 076,00
934 - TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	14 505 488,12	-
936 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D ELUS	106 458,00	-
939 - VIREMENT A LA SECTION D INVESTISSEMENT	17 545 630,88	
Total section de fonctionnement	314 562 210,00	314 210,00

II. Le Budget Annexe

Le Budget Annexe du parking de l'Hôtel de Ville se présente de la façon suivante :

Il s'élève à 700 000,00 €, total qui se décompose de la façon suivante :

- Section d'investissement : 0,00 €.
- Section d'exploitation : 700 000,00€.

Section d'exploitation

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 700 000,00 €.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

CHAPITRE	Dépenses	Recettes
011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL	660 000,00	-
012 - CHARGES DE PERSONNEL	40 000,00	-
70 - VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES	-	700 000,00
Total	700 000,00	700 000,00

Il est à noter, concernant le budget Annexe du Parking de l'Hôtel de Ville, que les produits relatifs au stationnement payant du parking permettent de financer la rémunération du prestataire avec qui la Ville a conclu un marché public d'exploitation, ainsi que la mise à disposition du personnel, sans recourir au versement d'une subvention d'équilibre.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter le Budget Primitif 2013 du Budget Principal et du Budget Annexe qui vous sont proposés au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 05 février 2013

Hélène MANDROUX



Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Programmation stratégique des investissements - Vote en Autorisations de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP) - Adoption des AP 2013

Max LEVITA rapporte :

Afin d'améliorer la lisibilité de ses opérations d'investissement à caractère pluriannuel, la Ville de Montpellier lance une démarche de programmation stratégique de ses investissements afin d'en planifier la gestion financière.

La Ville de Montpellier a ainsi mis en place la gestion par Autorisation de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP) pour le suivi de certaines dépenses d'équipement, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (articles L.2311-3 et R.2311-9), selon la délibération n°2012/632 fixant le règlement de gestion financière des dépenses d'équipement.

Les AP constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

Elles définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles. Il est donc proposé d'ouvrir les Autorisations de Programme suivantes au titre de l'exercice 2013

N°	Programme	AP au BP 2013	CP 2013
2013I16	ACCESSIBILITE ESPACES PUBLICS	2 103 000	490 400
2013I07	ACCOMPAGNEMENT TRAVAUX EDF	500 000	160 000
2013P04	ACQUISITION ET TRAVAUX ARCHIVES	7 000 000	2 400 000
2013I27	ACTION FONCIERE	10 000 000	1 600 000
2013I24	ALLEE DU TIERS ETAT	757 211	452 000
2013I18	AVENUE DU PONT TRINQUAT	2 685 000	148 000
2013P12	AVENUE RAYMOND DUGRAND	9 305 429	4 983 200
2013I20	BD JEU DE PAUME	5 600 000	1 600 000
2013P11	BD NINA SIMONE ZAC PARC MARIANNE	16 100 000	1 397 600
2013P05	CITE DE LA JEUNESSE	6 000 000	240 000
2013P06	CITE DES METIERS	500 000	280 000
2013P07	CITE DU CORPS HUMAIN	37 032 946	500 000
2013P16	CONCESSION AMENAGEMENT EAI	16 640 600	227 200
2013P22	CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR	7 685 000	548 000
2013I03	CRECHE DES ARCEAUX	1 830 000	30 000
2013P01	ECOLE BEETHOVEN -LES GRISETTES	7 083 756	5 004 000
2013P02	ECOLE CHENGDU -REPUBLIQUE	7 010 000	5 608 000
2013I19	ERP DARWIN	7 285 000	1 904 000
2013P17	GARE ST ROCH	6 237 199	668 000
2013P03	GESTION ELECTRONIQUE DES ARCHIVES	500 000	40 000
2013I06	HALLS DES 4 SAISONS	883 100	448 000
2013I05	MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	625 000	100 000
2013I13	MODERATION VITESSE ABORDS ECOLES	2 505 000	404 000
2013I29	OPAH ANIMATION	1 039 000	138 240
2013I21	OPAH COPRO LES CEVENNES	1 799 555	240 000
2013I26	OPERATION CAMPERIOLS	600 000	200 000
2013P15	PAE AQUEDUC RUE DENZOT	1 250 743	90 400
2013P14	PAE MARQUEROSE	3 001 326	600 000
2013P19	PAE ST LAZARE	3 067 000	56 000
2013I17	PISTES CYCLABLES	2 060 000	448 000
2013I23	PLACE TRITONS	1 265 000	612 000
2013I01	PLAN ECOLE REUSSITE	2 260 000	1 008 000
2013I09	PLAN LOCAL DE DEPLACEMENT	6 700 000	688 000
2013P21	PONT DE LA REPUBLIQUE ZAC RIVE GAUCHE	7 992 000	0
2013I31	PONT VIALLETON	1 500 000	480 000
2013P08	PROJET URBAIN	530 000	344 000
2013I30	PRU CENTRE	747 000	265 028
2013I22	PRU CEVENNES SUBVENTIONS	6 491 055	2 276 290
2013P09	PV ELECTRONIQUES	598 600	334 880
2013I28	RAVALEMENT SUBVENTIONS	600 000	200 000
2013I02	RENOVATION ECOLES DAVILER / KERGOMARD	1 000 000	0
2013I04	RENOVATION SALLE LOUIS FEUILLADE	650 000	80 000
2013I08	RENOVATION TUNNEL COMEDIE	3 224 680	936 000
2013I12	REQUALIFICATION CITE GELY	5 077 612	252 000
2013I15	RUE PAUL RIMBAUD ANRU CEVENNES	1 435 000	320 000
2013I11	RUE PAUL RIMBAUD PLUVIAL	1 193 263	240 000
2013I10	SCHEMA VERDANSON	1 100 000	480 000
2013P18	ST CHARLES TRAVAUX	1 435 000	0
2013I25	SUBVENTION CG BLAYAC	2 100 000	800 000
2013P10	VIDEO PROTECTION	533 000	289 600
2013I14	VOIES DESSERTE ILOTS PRIORITAIRES	2 000 000	0
2013P13	ZAC NOUVEAU ST ROCH	10 360 731	2 664 000
2013P20	ZAC NOUVEAU ST ROCH PARKING (Opération équilibrée en dépenses et en recettes)	22 724 000	0

Le détail de la programmation pluriannuelle de chaque programme est joint en annexe de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

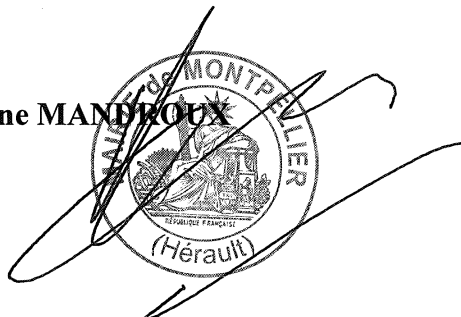
- approuver la création des Autorisations de Programme proposées,
- retenir comme échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement l'annexe susmentionnée,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 05 février 2013

Hélène MANDROUX



CRB	N°
23000	2013I16
24000	2013I07
15500	2013P04
26400	2013I27
83300	2013I24
23000	2013I18
83300	2013P12
40000	2013I20
83300	2013P11
14000	2013P05
43110	2013P06
40000	2013P07
83300	2013P16
28500	2013P22
10200	2013I03
11000	2013P01
11000	2013P02
27100	2013I19
83300	2013P17
15500	2013P03
12700	2013I06
26600	2013I05
23000	2013I13
28500	2013I29
83300	2013I21
83300	2013I26
83300	2013P15
83300	2013P14
83300	2013P19
23000	2013I17
83300	2013I23
11000	2013I01
25000	2013I09
83300	2013P21
28500	2013I31
40000	2013P08
28500	2013I30
83300	2013I22
11400	2013P09
28500	2013I28
11000	2013I02
16000	2013I04
25000	2013I08
23000	2013I12
23000	2013I15
05500	2013I11
05500	2013I10
83300	2013P18
83300	2013I25

11400	2013P10
23000	2013I14
83300	2013P13
83300	2013P20

Programme
ACCESSIBILITE ESPACES PUBLICS
ACCOMPAGNEMENT TRAVAUX EDF
ACQUISITION ET TRAVAUX ARCHIVES
ACTION FONCIERE
ALLEE DU TIERS ETAT
AVENUE DU PONT TRINQUAT
AVENUE RAYMOND DUGRAND
BD JEU DE PAUME
BD NINA SIMONE ZAC PARC MARIANNE
CITE DE LA JEUNESSE
CITE DES METIERS
CITE DU CORPS HUMAIN
CONCESSION AMENAGEMENT EAI
CONCESSION AMENGAGEMENT GRAND CŒUR
CRECHE DES ARCEAUX
ECOLE BEETHOVEN -LES GRISETTES
ECOLE CHENGDU -REPUBLIQUE
ERP DARWIN
GARE ST ROCH
GESTION ELECTRONIQUE DES ARCHIVES
HALLES DES 4 SAISONS
MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE
MODERATION VITESSE ABORDS ECOLES
OPAH ANIMATION
OPAH COPRO LES CEVENNES
OPERATION CAMPERIOLS
PAE AQUEDUC RUE DENIZOT
PAE MARQUEROSE
PAE ST LAZARE
PISTES CYCLABLES
PLACE TRITONS
PLAN ECOLE REUSSITE
PLAN LOCAL DE DEPLACEMENT
PONT DE LA REPUBLIQUE ZAC RIVE GAUCHE
PONT VIALLETON
PROJET URBAIN
PRU CENTRE
PRU CEVENNES SUBVENTIONS
PV ELECTRONIQUES
RAVALEMENT SUBVENTIONS
RENOVATION ECOLES DAVILER / KERGOMARD
RENOVATION SALLE LOUIS FEUILLADE
RENOVATION TUNNEL COMEDIE
REQUALIFICATION CITE GELY
RUE PAUL RIMBAUD ANRU CEVENNES
RUE PAUL RIMBAUD PLUVIAL
SCHEMA VERDANSON
ST CHARLES TRAVAUX
SUBVENTION CG BLAYAC

VIDEO PROTECTION
VOIES DESSERTE ILOTS PRIORITAIRES
ZAC NOUVEAU ST ROCH
ZAC NOUVEAU ST ROCH PARKING (<i>Opération équilibrée en dépenses et en recettes</i>)

AP au BP 2013	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP 2016
2 103 000	490 400	712 600	300 000	300 000
500 000	160 000	190 000	150 000	0
7 000 000	2 400 000	2 600 000	2 000 000	0
10 000 000	1 600 000	2 400 000	2 000 000	2 000 000
757 211	452 000	305 211	0	0
2 685 000	148 000	1 237 000	1 300 000	0
9 305 429	4 983 200	3 702 800	619 429	0
5 600 000	1 600 000	2 400 000	1 600 000	0
16 100 000	1 397 600	2 513 400	1 689 000	10 500 000
6 000 000	240 000	3 060 000	2 700 000	0
500 000	280 000	220 000	0	0
37 032 946	500 000	500 000	10 605 463	10 128 981
16 640 600	227 200	4 192 800	2 365 000	3 230 000
7 685 000	548 000	1 137 000	1 000 000	1 000 000
1 830 000	30 000	800 000	1 000 000	0
7 083 756	5 004 000	1 731 000	348 756	0
7 010 000	5 608 000	1 402 000	0	0
7 285 000	1 904 000	3 476 000	1 905 000	0
6 237 199	668 000	3 567 000	2 002 199	0
500 000	40 000	210 000	90 000	90 000
883 100	448 000	435 100	0	0
625 000	100 000	150 000	125 000	125 000
2 505 000	404 000	601 000	500 000	500 000
1 039 000	138 240	282 760	315 800	127 500
1 799 555	240 000	360 000	600 000	599 555
600 000	200 000	400 000	0	0
1 250 743	90 400	1 160 343	0	0
3 001 326	600 000	900 000	650 000	470 000
3 067 000	56 000	1 014 000	1 000 000	997 000
2 060 000	448 000	612 000	500 000	500 000
1 265 000	612 000	653 000	0	0
2 260 000	1 008 000	1 252 000	0	0
6 700 000	688 000	1 372 000	1 500 000	1 500 000
7 992 000	0	0	0	0
1 500 000	480 000	480 000	540 000	0
530 000	344 000	186 000	0	0
747 000	265 028	383 037	98 935	0
6 491 055	2 276 290	2 350 073	1 112 692	752 000
598 600	334 880	131 048	60 000	72 672
600 000	200 000	150 000	150 000	100 000
1 000 000	0	300 000	300 000	400 000
650 000	80 000	370 000	200 000	0
3 224 680	936 000	934 000	400 000	954 680
5 077 612	252 000	1 063 000	950 000	1 550 000
1 435 000	320 000	695 000	420 000	0
1 193 263	240 000	953 263	0	0
1 100 000	480 000	620 000	0	0
1 435 000	0	0	0	700 000
2 100 000	800 000	1 300 000	0	0

533 000	289 600	243 400	0	0
2 000 000	0	500 000	1 000 000	500 000
10 360 731	2 664 000	5 666 000	2 030 731	0
22 724 000	0	22 724 000	0	0

CP 2017	CP 2018	CP suivants
300 000	0	0
0	0	0
0	0	0
2 000 000	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
15 298 502	0	0
1 230 000	5 395 600	0
1 000 000	1 000 000	2 000 000
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
70 000	0	0
0	0	0
125 000	0	0
500 000	0	0
174 700	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
381 326	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
1 640 000	0	0
7 992 000	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
1 262 612	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
735 000	0	0
0	0	0

0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Constitution et fonctionnement du Conseil Consultatif des Résidents Etrangers (CCRE)

Cédric SUDRES rapporte :

Ville internationale depuis son origine, Montpellier possède une part importante d'habitants étrangers, qui participent activement à la vie de la cité. Elle entend cultiver cette richesse et permettre à ses résidents étrangers de faire entendre leur voix au sein d'une instance représentative, le Conseil Consultatif des Résidents Etrangers (CCRE).

Cette démarche a été impulsée par l'adoption au Conseil municipal du 26 mars 2012 d'une délibération instaurant le principe de création du Conseil consultatif des résidents étrangers (CCRE), dont l'assemblée constituante se réunira d'ici la fin du mois de février 2013.

Cet acte politique résulte d'une volonté déjà existante depuis longtemps de Mme le Maire ainsi que des membres du Conseil municipal montpelliérain, d'impliquer et de faire participer les résidents étrangers à la vie politique et démocratique de leur ville, préparant ainsi le chemin de leur accès prochain aux élections locales.

La transversalité des différentes instances étant le gage du bon fonctionnement de la démocratie locale, ce nouveau Conseil se montera et s'articulera de manière complémentaire avec les différents organes consultatifs municipaux existants au sein de la Ville : le Conseil Municipal des Jeunes, le Conseil des Sages et surtout en lien avec les 7 Conseils Consultatifs de Quartiers, piliers de la démocratie de proximité mise en œuvre par Mme le Maire.

M. Cédric SUDRES, conseiller municipal délégué au CCRE, assurera la co-présidence de ce Conseil, avec un des membres du CCRE qui sera élu par ses pairs.

Le CCRE de la Ville de Montpellier sera composé d'étrangers ressortissants de l'Union Européenne et extra-communautaires, résidant à Montpellier depuis au moins 5 ans, majeurs, qui seront, pour une part majoritaire, tirés au sort sur la base d'un appel à candidature libre lancé depuis le début de l'année 2013. Cette organisation devra aboutir à une représentation équilibrée des étrangers issus de la société civile, représentants associatifs à caractère international ou institutionnels, sous la forme de 2 collèges:

- 20 membres désignés de droit par Mme le Maire, après consultation des corps représentatifs (associations, conseils consultatifs de quartier, cercle des consuls), dans le respect de la parité, d'une répartition d' 1/3 résidents étrangers communautaires et de 2/3 résidents étrangers extracommunautaires, et en fonction des proportions de chacune des représentations étrangères sur Montpellier.
- 40 membres tirés au sort à l'issue de l'appel à candidature, dans le respect de la parité et d'une répartition à 1/3 résidents étrangers communautaires et 2/3 résidents étrangers extracommunautaires.

Le mandat des 60 membres du présent Conseil est de 3 ans, renouvelables.

La durée de leur mandat ne pourra, en aucun cas, excéder celle du mandat municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la constitution et le fonctionnement du Conseil Consultatif des Résidents Etrangers ;
- d'approuver la tenue de l'assemblée de lancement du Conseil Consultatif des Résidents Etrangers d'ici la fin du mois de février 2013.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 05 février 2013

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Modification de la carte scolaire en 2013 Ouverture de l'Ecole Primaire Cheng Du Quartier Port Marianne

Jean-Louis GELY rapporte :

L'article 80 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales transfère la responsabilité des périmètres scolaires de l'autorité du maire à celle du conseil municipal. Dans les communes qui ont plusieurs écoles publiques, le ressort de ces écoles est donc déterminé par délibération du conseil municipal.

Lors de l'inscription scolaire d'un enfant dans une école publique, désormais sous la responsabilité de la commune, les familles doivent se conformer à cette délibération et un certificat d'inscription leur est alors délivré par le maire.

La carte scolaire doit être modifiée pour prendre en considération l'ouverture de l'école primaire CHENGDU située dans le quartier Port Marianne. Cette école ouvrira 8 classes dès la rentrée scolaire 2013 dont 6 classes transférées de Michel de l'Hospital et accueillera tous les niveaux scolaires de la petite section au CM2.

Le périmètre scolaire de l'école CHENGDU intègre une partie des logements livrés dans la ZAC Port Marianne en modifiant le périmètre de l'école primaire Michel de l'Hospital, école déjà existante sur le quartier.

L'ensemble des élèves déjà admis à l'école M de l'Hospital seront inscrits pour l'année scolaire 2013- 2014 selon leur adresse sur l'une ou l'autre école. Cette répartition des élèves permettra de libérer les classes modulaires installées provisoirement à l'école Michel de l'Hospital.

Il a été demandé à Monsieur l'Inspecteur d'Académie deux postes d'enseignants supplémentaires pour l'école CHENGDU.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- de valider la carte scolaire ainsi présentée qui entrera en vigueur à la rentrée scolaire 2013.
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint au Maire délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Helène MANDROUX

Publiée le : 05 février 2013

L'école Primaire Michel de l'Hospital accueille depuis 2007 les élèves résidant dans le périmètre ainsi délimité :

- Place Christophe Colomb
- Avenue Albert Einstein (coté pair du 2 au 370)
- Rue du Président Pierre Mendes France
- Rond Point du Zenith (non compris)
- Rue de la fontaine de la Banquière
- Riviere le Lez
- Avenue Marie de Montpellier

A la carte scolaire 2007, Il sera substitué la carte scolaire 2013 :

➤ **Périmètre de l'école primaire CHENGDU , 74 rue Ray Charles.**

- Avenue Marie de Montpellier (non comprise)
- Avenue du Mondial 98 (non comprise)
- Place Odysseum
- Boulevard Pénélope (non comprise)
- Route de Vauguieres (non comprise)
- Rue P.G. de Gennes
- Rue du Mas de Brousse (non comprise)
- Rue de la fontaine de la Banquière
- Rivière le lez

➤ **Nouveau périmètre de l'école primaire Michel de l'HOSTPITAL , 380 route de Vauguieres.**

- Avenue Marie de Montpellier
- Place Ernest Granier
- Avenue Raymond Dugrand
- Place Christophe COLOMB
- Avenue Albert Einstein
- Avenue du Président Pierre Mendes France
- Rue de la fontaine de la Banquière
- Rue du Mas de Brousse
- Route de Vauguières
- Boulevard Pénélope
- Place Odysseum
- Avenue du Mondial 98



Ecole primaire Michel de l'Hospital

Ecole primaire Chengdu

Centre Commercial ODYSSEUM

30

28

27

20

**Direction Jeunesse Sports
emploi et Logement**
Service Ressources Logement
Emploi

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier**
n° 2013 / 5

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOUÏ, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Demande de subvention de la Ville auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au titre des Projets d'Intérêt Commun 2013 pour la Cité des Métiers

Marc DUFOUR rapporte :

La Ville de Montpellier a impulsé le projet de création d'une cité des métiers pour 2013 qui constitue un des piliers du projet global de Cohésion sociale et du « Vivre Ensemble ».

Grâce à l'implication des partenaires locaux de l'emploi et du développement économique, la Ville de Montpellier a obtenu en octobre 2012 le « label projet Cité des métiers » attribué par Universcience - la Cité des sciences et de l'industrie de Paris.

Ce label constitue une nouvelle étape vers la mise en œuvre de la future cité des métiers, dans les locaux de l'ancien Hôtel de Ville.

Celle-ci sera animée et pilotée dans le cadre d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP) réunissant l'ensemble des partenaires du projet.

Le lancement des travaux d'aménagement des locaux de la Cité des Métiers est prévu pour 2013, pour une ouverture dans le courant de l'année.

Le coût total de l'aménagement des locaux est estimé à 500 000 € TTC.

Compte tenu de l'intérêt commun d'une Cité des Métiers sur le bassin d'emploi de Montpellier, il apparaît justifié de solliciter auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au titre du PIC 2013, une subvention de 104 515 € représentant 25% du coût des travaux d'aménagement HT.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au titre des Projets d'Intérêt Commun 2013, pour le financement des travaux d'aménagement de la Cité des métiers, d'un montant de 104 515 € ;
- de dire que le financement de cet équipement est inscrit au budget de la Ville, Programme 2013P06 Opération 12D06323 ligne 22829 nature 2313 fonction 905209;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 05 février 2013

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

MONTPELLIER GRAND COEUR

Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subvention

Marc DUFOUR rapporte :

Dans le cadre de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités mise en place dans le centre historique, des subventions peuvent être attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur vitrines et enseignes, dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, dans des objectifs de qualité urbaine et de renforcement de l'attractivité marchande du cœur de ville.

Instaurée par la délibération du 29 mai 2012 n°2012/284, cette campagne est conduite en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif.

La subvention de la Ville et du FISAC s'élève à 35% du montant hors taxe (HT) des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre, dont 15 % sont apportés par le FISAC et 20% par la Ville de Montpellier (avec un plafond maximal subventionnable de 14 000 € HT). Le dispositif définit que la Ville verse au commerçant une subvention qui correspond à sa participation propre et à la part du FISAC, la Ville recevant une enveloppe financière spécifiquement dédiée, conformément à la notification de la décision d'attribution de subvention FISAC par le Ministère du travail, de l'emploi et de la Santé en date du 10 novembre 2011.

Après validation du programme de travaux réalisée par l'équipe chargée du dispositif au sein de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerces et d'industrie de Montpellier, associée à l'animation de cette campagne, la subvention suivante est engageable :

M. Pala PALA, 9 rue St Guilhem	4 661 €
<i>Dont Part Ville :</i>	<i>2 792€</i>
<i>Part Etat (FISAC)</i>	<i>1 869€</i>

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de cette campagne d'aide à la requalification des devantures, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement d'une subvention d'un montant total de 4 661 € correspondant à la requalification du local commercial listé ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 05 février 2013

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Halles et marchés - Mesures d'exonération - Décision

Marc DUFOUR rapporte :

Il est proposé à la Ville d'accorder certaines mesures de réduction pour les commerçants des Halles Quatre Saisons et les abonnés du marché plein air Mosson qui débattent sur le parvis.

En effet, dans le cadre des travaux effectués entre septembre et décembre 2012 sur le parvis des halles Quatre Saisons, la Ville a dû fermer l'accès principal des halles et déplacer un certain nombre de commerçants du marché Mosson.

• Halles des 4 Saisons :

Depuis septembre 2012, la porte principale des halles Quatre Saisons donnant sur l'avenue Heidelberg est fermée puisque des travaux sont réalisés sur le parvis.

Compte tenu de cette forte diminution d'accessibilité aux Halles et donc de fréquentation des commerces, il est proposé que la Ville puisse accompagner les commerçants des Halles par une mesure de réduction à hauteur de 50% des loyers d'un trimestre.

La perte financière pour la Ville consécutive à cette mesure s'élève à 18.881,25 Euros.

• Commerçants abonnés du parvis :

Depuis septembre 2012, le parvis du marché de la Mosson est totalement fermé pour cause de chantier. Les commerçants non sédentaires abonnés situés sur le parvis ont été déplacés sur le parking de la Maison pour Tous.

Ce site, bien que peu éloigné, n'est pas en continuité avec le reste du marché et n'est pas visible depuis celui-ci pouvant ainsi conduire à une désaffection de la clientèle habituée à trouver chaque semaine les mêmes commerçants sur les mêmes emplacements.

Afin de tenir compte de la gêne octroyée aux 67 commerçants concernés par le déplacement (2 le lundi, 35 le mardi, 28 le vendredi et 37 le samedi), il est proposé que la Ville accorde une réduction de 50% de l'abonnement du parvis pour un trimestre.

La recette trimestrielle des abonnements parvis Mosson représente 9.829,4€. La réduction de l'abonnement à 50% entraîne un manque à gagner pour la Ville de 4.914,7€uros.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accorder une réduction de 50% du loyer pour le 1^{er} trimestre 2013 des 34 commerçants des Halles Quatre Saisons cités dans l'annexe 1.
- d'accorder une réduction de 50% pour le 1^{er} trimestre 2013 de l'abonnement du parvis de la Mosson des 67 commerçants déplacés cités dans l'annexe 2.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 05 février 2013

Annexe 2
Liste des commerçants abonnés au marché plein air de la Mosson
« déplacés » du parvis

	NOM	PRENOM
1	ABABOU	Abdelkrim
2	AGBO	Kofitse
3	AIT BA	Idir
4	ALLAL	Jhirire
5	ANDRE	Antony
6	ANNOUCHI	Ali
7	AOUDIA	Chaib
8	ARANCIOTTA	François
9	AROUC	Houissa
10	BAUER (STEIS)	Thérèse
11	BAUER (PATSOUILLE)	Joseph
12	BAUER	Louis Marc
13	BAUER (CHARLES)	Georges Jean
14	BAUER	Georgina
15	BECHIRI	Abdellatif
16	BEN OUABI	Mohamed
17	BENALI	Morad
18	BENCHEICKH	Tahar
19	BENDJAMA	Djamel
20	BENNASAR	Jean Luc
21	BENSEMHOUN	Muriel ou Jacques
22	BENSLAMA RECHAD	Samir
23	BENSLAMA RECHAD	Abdelhakim
24	BENSLIMAN	Moustapha
25	BOUGHLALA	Abdel Hafid
26	BOUHOUT	Karim
27	CHERIF (POMARIA)	Réda
28	CLAVERE	Paul
29	DJEMAI	Mohamed
30	DUMONT TOUSSAINT	Isabelle
31	ECH CHERGUI	Nordine
32	EL FAZAZI	Ali
33	EL MEZGALDI	Ahmed
34	FARKALI	Moha
35	FATHI	Mohamed
36	FERKOUS	Kamel
37	FIorentino	Carmela
38	FRENET	Denis
39	FRENET	David
40	GHIZELHAOUI	Mohamed
41	GLAM	Guillaume
42	HAMADA	Aziz
43	HOFFMAN (YOYO)	Eugène
44	LAAREJ	Said
45	LAAREJ	Zacharia

Annexe 2

Liste des commerçants abonnés au marché plein air de la Mosson « déplacés » du parvis

46	LAHALLE SARL BS IMPORT	Nathalie
47	LEBOUC	Claudine
48	LOUALI	Louisa / Amar
49	MAHDANI	Said
50	MANZANARES	Marie Christine
51	MATHIEU MARCOU	Marie-Jeanne
52	MATEU	Patrick
53	MAZA	Brigitte
54	MEDOUKALI	Lofti
55	MINANO	Jean Marc
56	MODADRISS	El Kour
57	MOUSSOUNI	Malik
58	OUARET	Saida
59	OUARTSI	Mohamed
60	OULAIDI	Hamid
61	RUBIO/ANTOINE	Odulia
62	MALOUM SARL EMMA	Hassen
63	STORCH	Olivier
64	TOUZANI SARL	Mourad
65	WAHAB	Abdoul Azim
66	BARBACH	Ali
67	SARL FRIPTEX	Chorfa Driss

Annexe 1

Liste des commerçants des halles Quatre Saisons concernés par la réduction

NOM	PRENOM
ALBACETTE	Jean-Marc
KHEIRDINE	Mohamed El Amin
SARL NONOGRIL	MINGSISOUPHAN Nonkaine
DELAIR	Francis
SCOTTO	Léon
SARL L' ORGE	El bachiri samira
HERMOUCHE	Malika
SARL TAYSSIR	Berdai Rédouane
KHEIRDINE	Khaled
BOSCH	Gérard
SARL ALTAKWA	ERRAHMANI Hasni
ANFAR	Khadija
D KIKA	M Hamed
D KIKA	Ali
CHANSON	Hélène
MAUGER	Denis
FERRANTE	Louis
MARSALA	Joseph
MOTTES	Christian
SAVEURS DE LA MEDITERRANEE	DOGHRI Mourad
HERMOUCHE	Ahmed
PIPARO	Laurent
GAYRAUD	Stéphane
DUPIN	Jacky
BOUALALI	Mohamed
BOUALALI	Mustapha
BEN MOUMEN SARL MOP	Yassin
EL BOUHALI	Mustapha
ABDELLAH	Mounir
EL BOUHALI	Bouchra
EN NOUIFI	Mohamed
GOUNTCEV	Jérôme
OUMARIR	Mustapha

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Marché de plein air Mosson - Jours d'ouverture - Décision - Autorisation

Marc DUFOUR rapporte :

Par arrêté n° 387/2011 du 8 juillet 2011, la commune de Montpellier a fermé le marché de plein air de la Mosson les mercredis et jeudis à compter du 1^{er} août 2011, ce marché se tenant désormais chaque semaine les mardis, vendredis et samedis.

Cette décision était motivée par des considérations d'ordre économique : faible nombre d'abonnés ces jours là (28 commerçants abonnés le mercredi, 31 commerçants abonnés le jeudi, 162 commerçants abonnés le mardi, 118 commerçants abonnés le vendredi, 195 commerçants abonnés le samedi) et la faible affluence de clientèle en découlant. L'équilibre économique du marché s'est trouvé renforcé sur les trois jours maintenus.

Cette fermeture a fait l'objet d'une concertation avec les représentants des commerçants lors des commissions halles et marchés des 20 septembre et 13 décembre 2010. Elle a fait l'objet d'une nouvelle concertation à la Commission halles et marchés du 21 janvier 2013.

L'arrêté sus visé a fait l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montpellier porté par des commerçants fréquentant le marché les jours supprimés.

Par jugement du 28 décembre 2012, le tribunal administratif de Montpellier a annulé l'arrêté du 8 juillet 2011 au motif d'un vice de forme, une délibération du conseil municipal s'avérant nécessaire pour ce type de décision. Le juge administratif n'a pas remis en cause le fond et les motivations de la décision de la Ville.

La présente délibération vise donc à acter la fermeture du marché Mosson les mercredis et jeudis.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider la fermeture du marché Mosson les mercredis et jeudis,
- De décider que le marché Mosson est ouvert les mardis, vendredis et samedis,

- De décider que le marché n'est pas ouvert aux commerçants journaliers le samedi (commerçants abonnés uniquement),
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 05 février 2013



Hélène MANDROUX

Direction des Relations aux
Publics
Service Communal Hygiène
et Santé

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 9

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Epidaure, Pôle Prévention du CRLC Val d'Aurelle

Jacques TOUCHON rapporte :

Epidaure, Pôle Prévention du Centre Régional de Lutte contre le Cancer (CRLC) Val d'Aurelle est un partenaire historique de la Ville de Montpellier.

Dès 2006, Epidaure Pôle Prévention du CRLC Val d'Aurelle a mis en place des permanences mensuelles d'information sur la santé à l'Espace Montpellier Jeunesse et a participé activement aux journées de prévention santé organisées par la Ville de Montpellier au centre Rabelais.

Par ailleurs, Epidaure Pôle Prévention du CRLC Val d'Aurelle a grandement participé à l'élaboration du projet « Maison de la Prévention Santé » qui a vu le jour en décembre 2007, en participant aux différents comités de pilotage et en élaborant la première planification annuelle. Depuis, le partenariat s'est enrichi entre les deux structures et englobe des échanges d'outils, d'informations et d'animateurs sur de nombreuses thématiques de santé publique (prévention des dangers du soleil, du tabac, de l'alcool et des toxicomanies ainsi que la nutrition et la recherche).

De plus, Epidaure Pôle Prévention du CRLC Val d'Aurelle est cosignataire d'une convention tripartite avec le Conseil Général de l'Hérault et la Ville de Montpellier sur la thématique de la prévention de l'obésité infantile ; celle-ci vient valoriser les nombreuses animations effectuées par Epidaure Pôle Prévention du CRLC Val d'Aurelle dans les écoles de la ville.

L'ensemble des relations justifient la proposition de mise en place d'une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Epidaure, Pôle prévention du CRLC Val d'Aurelle.

Celle-ci prévoit en relation avec la Maison de la Prévention Santé, la promotion de la prévention des cancers et l'éducation pour la santé auprès de tous les publics et en particulier des jeunes.

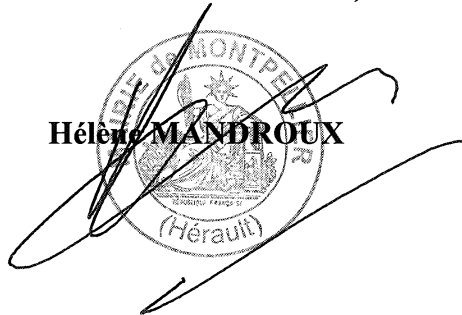
En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De mettre à disposition les moyens tels qu'évoqués dans la convention et les outils disponibles à la Maison de la Prévention Santé.
- D'autoriser la signature de cette nouvelle convention entre la Ville de Montpellier et Epidaure, Pôle Prévention du Centre Régional de Lutte contre le Cancer Val d'Aurelle.
- D'autoriser Mme le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 05 février 2013



Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Epidaure, Pôle prévention du CRLC Val d'Aurelle

Entre les soussignés :

D'une part,

**La Ville de Montpellier représentée par son adjoint au Maire, Jacques TOUCHON
dûment habilité par décision du.....**

D'autre part,

**Le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Val d'Aurelle, 208 rue des Apothicaires -
Parc Euromédecine – 34 298 Montpellier Cedex 5, Siren N° 788214963, pour son Pôle
Prévention Epidaure, représenté par son directeur général, le professeur Jacques
DOMERGUE,**

Vu les missions de la Maison de la Prévention Santé du Service Communal d'Hygiène et de
Santé et sa charte,

Vu les missions du CRLC Val d'Aurelle

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Epidaure, Pôle Prévention du CRLC Val d'Aurelle et le Service Communal d'Hygiène et de
Santé, à travers la Maison de la Prévention Santé de la Ville de Montpellier, ont tout au long
de l'année une collaboration sur des actions de prévention et d'éducation pour la santé, en
particulier par la mise en place d'ateliers de sensibilisation des enfants centrés sur les
thématiques suivantes : l'alimentation, la respiration, le soleil et les conduites addictives.

Article 1 – Objectifs

Les objectifs du partenariat résident dans la promotion de la prévention des cancers et
l'éducation pour la santé auprès de tous les publics et en particulier des jeunes, sur le
territoire communal.

Article 2 – Missions

Les missions qui reviennent à chacune des structures sont l'échange de services et de
moyens détaillés ci-dessous, dans le cadre de leurs champs de compétences respectifs.

Article 3 – Moyens

Du matériel pédagogique, des échanges d'outils et d'expositions, la mise en place
d'animations de santé publique et d'actions de communication conjointes seront donc
développées tout au long de l'année.



.../...

Article 4 - Lieu des actions

Les actions se dérouleront, en priorité, dans les locaux de la Maison de la Prévention Santé (6 rue Maguelone) ou ceux d'Epidaure (208 rue des Apothicaires - Parc Euromédecine – 34 298 Montpellier Cedex 5).

L'ensemble des services de la Ville de Montpellier pouvant également bénéficier des actions partenariales dans d'autres locaux.

Article 5 - Date et durée des actions

Le calendrier des actions partenariales sera défini en début d'année civile après la mise en place d'un groupe de travail.

Article 6 - Bilan et Evaluation

Un bilan annuel intégrant une évaluation des actions réalisées selon une procédure définie sera co-rédigé par les partenaires.

Article 7 - Valorisation des actions

Les partenaires s'engagent à mettre à disposition leurs moyens de communication (communiqués de presse, supports de communication, sites web,...) et réseaux de diffusion afin de faire connaître et valoriser les actions réalisées. Chacune de ces actions de communication sera validée par chacun des signataires de la présente convention.

Article 8 – Confidentialité

Les partenaires s'engagent mutuellement au respect de la confidentialité sur tout élément dont il aurait eu connaissance au cours des discussions et réunions de travail, y compris sur des éléments ne se référant pas à cette convention.

Article 9 - Propriété Industrielle

Les outils réalisés dans le cadre de cette convention resteront la propriété intellectuelle et matérielle du porteur de l'idée ; dans le cas d'une diffusion, les droits respectifs des partenaires feront l'objet d'un accord fixé au préalable.

Article 10 - Reconduction de la convention et clause de résiliation

La présente convention de partenariat, est conclue pour une durée d'un (1) an, elle pourra être reconduite par accord tacite entre les partenaires pour une durée de deux (2) ans.

La présente convention sera résiliée de plein droit par l'une des parties en cas d'inexécution par l'autre, d'une ou plusieurs de ses obligations mentionnées précédemment.

La convention pourra être dénoncée à tout moment, par l'une des parties, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie. Dans ce cas, il est convenu que la dénonciation prendra ses effets au terme d'un délai de trois (3) mois suivant l'envoi de ladite lettre recommandée.

L'exercice de cette faculté ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de cette résiliation.



.../...

Article 11 – Litiges

La Ville de Montpellier et le CRLC Val d'Aurelle s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant les juridictions compétentes.

Convention établie en deux (2) exemplaires originaux signés,

Fait à Montpellier, le

L'Adjoint Délégué,
J. TOUCHON

Le Président du CRLC - Val d'Aurelle
J. DOMERGUE

.../...

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Attribution de subvention complémentaire à diverses associations œuvrant dans le champ de l'aide alimentaire Exercice 2013

Christiane FOURTEAU rapporte :

Depuis 4 ans maintenant, lors des vœux à la population, la Ville de Montpellier a remplacé le traditionnel buffet par une simple collation de vins et chocolats chauds. L'économie réalisée est redistribuée aux associations intervenant dans le domaine de l'aide alimentaire.

Dans le cadre de sa politique de solidarité et de lutte contre l'exclusion, la Ville propose donc d'attribuer, sur la base des économies réalisées, 57 000 € de subventions de la façon suivante :

Association	Propositions
Banque alimentaire (1942)	10 000 €
Initiative Solidarité Situations Urgence (3090)	4 000 €
Restaurants du Cœur (1493)	8 000 €
Secours catholique (666)	9 000 €
Secours Populaire Français (1068)	9 000 €
Société St Vincent de Paul (4326)	7 000 €
Avitarelle (1664)	3 000 €
A cœur ouvert (2110)	2 000 €
Le Refuge (3318)	2 000 €
Solidarité DOM TOM (2835)	3 000 €
Total	57 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider l'attribution et l'affectation des subventions proposées ci-dessus,

- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur l'imputation : 6574/925/ 17564, pour un montant de 57 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le :

Hélène MANDROUX



Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Travaux de réfection de tranchées Convention constitutive de groupement de commandes Autorisation de signer les documents

Philippe THINES rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire et gestionnaire de la voirie communale sur son territoire. A ce titre elle est garante de l'exercice de pouvoir de police de conservation de cette voirie. A ces fins la Ville s'est dotée d'un Règlement de Voirie approuvé par la délibération du Conseil Municipal en date du 31 juillet 1998.

En particulier l'article 14 du règlement de ce règlement fixe les obligations faites aux intervenants en matière de remblaiement des tranchées; l'article 16 fixe quant à lui les obligations faites aux intervenants en matière de réfection de revêtements.

Dans le cadre de la coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique, tel que le prévoit l'arrêté du Maire en date du 31 juillet 1998, il est nécessaire de regrouper le cas échéant les interventions de réfection de voirie entre intervenants, de conjuguer une campagne de réfection de voirie avec une remise en état du patrimoine de voirie, de procéder à la réfection définitive des tranchées pour lesquelles la réfection provisoire réalisée par les intervenants concernés n'est pas satisfaisante en matière de tenue au foisonnement.

Afin d'optimiser l'exécution de ces prestations tant économiquement que techniquement, la Ville et les intervenants décident de créer un groupement de commande ayant pour objet la passation d'un marché public de travaux de réfection de voirie.

A ces fins il est envisagé de constituer un groupement de commande entre les membres suivants :

- La Ville de Montpellier,
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Veolia – Compagnie Générale des Eaux,
- Electricité réseau Distribution France,
- Gaz réseau Distribution France,

- France Télécom,
- FREE.

Il convient donc de conclure une convention de groupement de commande réunissant tous les membres précités;
Cette convention :

- vaut constitution du groupement,
- définit les modalités de fonctionnement du groupement,
- désigne la Ville de Montpellier comme coordonnateur du groupement ayant le pouvoir adjudicateur.

Dans son rôle de coordonnateur du groupement, la Ville de Montpellier sera chargée de conduire la procédure d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter le marché de travaux relatif aux réfections de tranchées.

La convention fixe les modalités de passation du marché de travaux à conclure pour satisfaire aux besoins du groupement.

La Commission d'Appel d'Offres de la Ville sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ce marché. Le président de la Commission d'Appels d'Offres de la Ville pourra désigner les représentants de chacune des membres du groupement de commande pour assister aux séances d'ouverture des plis et d'attribution des marchés.

Le marché à conclure étant un marché à bons de commande comprendra un montant minimum de 300.000 € H.T. et un montant maximum annuel de 1.200.000 € H.T.. Il aura une durée de 1 an reconductible 3 fois; ce qui portera sa durée maximale à 4 ans.

Dans son annexe, la convention fixe également les principes de répartition des montants minimum et maximum annuels de travaux mis à la charge de chacun des membres du groupement.

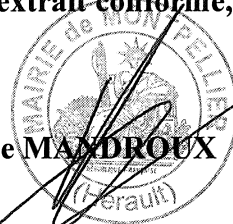
En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet de convention constitutive de groupement de commandes en vue de la réalisation des travaux de réfection des tranchées sur la voirie communale ;
- d'autoriser Madame le Maire, où à défaut l'Adjoint Délégué, à signer cette convention avec l'ensemble des membres du groupement et plus, généralement, tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 05 février 2013

REFECTION DE TRANCHEES
CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDE
ANNEXE 1

Dénomination	Propositions annuelles	
	Minimum	Maximum
ERDF	100 000	250 000
Free Infrastructure	2 500	10 000
GrDF	45 000	180 000
Montpellier Agglomération	2 500	10 000
France Télécom	3 000	12 000
VEOLIA Eau - Compagnie Générale des Eaux	75 000	300 000
Ville de Montpellier	150 000	450 000

Ville de Montpellier
Communauté d'Agglomération de Montpellier
VEOLIA Eau – Compagnie Générale des Eaux
Electricité Réseau Distribution France
Gaz Réseau Distribution France
France Télécom
FREE

Convention constitutive de groupement de commande

Travaux de réfection de tranchées

Entre

La Ville de Montpellier, sise 1 place Georges Frêche – 34 267 Montpellier, représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal n° / en date du,

Et

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, sise 50 place Zeus – 34045 Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre MOURE, agissant en vertu de la délibération du Conseil Communautaire n° / en date du

Et

VEOLIA Eau – Compagnie Générale des Eaux, société en commandite par actions au capital de 2.207.287.340 euros, dont le siège social se situe 52 rue d'Anjou – 75008 Paris, immatriculée au Registre de Commerce de Paris sous le numéro 572 025 526 RCS Paris, représentée par Monsieur Jean-Pierre BUCHOUD, Directeur de la Région Sud, en vertu des pouvoirs qu'il détient par délégation suivant acte sous signé privé en date du 1^{er} juillet 2005;

Et

Electricité Réseau Distribution France, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 270.037.000 euros, dont le siège social se situe Tour Winterthur – Paris La Défense Cedex 92 085, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442, représentée par Monsieur Karim RAFAI, Directeur Régional de la Direction Languedoc-Roussillon dûment habilité par une délégation de pouvoirs de Monsieur Frédéric BUSIN, Directeur des Opérations Méditerranée en date du 15 mai 2012, et faisant election de domicile au 382, rue Raimon de Trencavel – 37 926 Montpellier;

Et

GrDF, société anonyme au capital de 1.800.000.000 euros, dont le siège social se situe 6 rue Condorcet – 75009 Paris, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 444 786 511, représentée par Monsieur Jean-Baptiste PICCHINI en qualité de Directeur de l'Unité réseau Gaz de la région Languedoc Roussillon, faisant election de domicile à GrDF au 172, avenue Raimon de Trencavel – CS 77115 – 34 967 MONTPELLIER Cedex 2;

Et

France Télécom, société anonyme au capital de euros, dont le siège social se situe, immatriculée au Registre de Commerce de sous le numéro, représentée par M....., en vertu de.....;

Et

FREE, société anonyme au capital de euros, dont le siège social se situe – 75008 Paris, immatriculée au Registre de Commerce de Paris sous le numéro B 421 938 861 75371, représentée par M....., en vertu de.....;

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

La Ville de Montpellier est propriétaire et gestionnaire de la voirie communale sur son territoire. A ce titre, elle est garante de l'exercice de pouvoir de police de conservation de cette voirie. A ces fins, la ville s'est dotée d'un Règlement de Voirie, approuvé par la délibération du Conseil Municipal en date du 31 juillet 1998.

En particulier, l'article 14 du règlement de voirie susmentionné fixe les obligations faites aux intervenants en matière de remblaiement des tranchées; l'article 16 fixe quant à lui les obligations faites aux intervenants en matière de réfection de revêtements.

Or, dans le cadre de la coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique, tel que le prévoit l'arrêté en date du 31 juillet 1998, il est nécessaire de regrouper le cas échéant les interventions de réfection de voirie entre intervenants, de conjuguer une campagne de réfection de voirie avec une remise en état du patrimoine de voirie, de procéder à la réfection définitive des tranchées pour lesquelles la réfection provisoire réalisée par les intervenants concernés n'est pas satisfaisante en matière de tenue au foisonnement.

Afin d'optimiser l'exécution de ces prestations tant économiquement que techniquement, la ville et les intervenants décident de créer un groupement de commande ayant pour objet la passation d'un marché public de travaux de réfection de voirie.

La présente convention, signée par les différents membres du groupement de commandes:

- vaut constitution du groupement;
- définit les modalités de fonctionnement du groupement;
- désigne un coordonateur parmi les membres du groupement ayant le pouvoir adjudicateur.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

CHAPITRE 1^{er} – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.1. Constitution du groupement de commande.

Conformément aux dispositions de l'article 8 – 4° du Code des Marchés Publics, il est constitué un groupement de commandes dont les membres sont :

- La Ville de Montpellier;
- l'Agglomération de Montpellier;
- VEOLIA Eau – Compagnie Générale des Eaux;
- Electricité Réseaux Distribution de France;
- Gaz réseaux Distribution de France;
- France Télécom;
- FREE.

Chacun des membres du groupement s'engage à appliquer, pour les achats appliqués dans le cadre du groupement, les règles prévues au Code des Marchés Publics.

Chacun des membres du groupement définit dans la présente convention les besoins à satisfaire. L'annexe n°1 à la présente convention fixe les montants minimum et maximum de commande qui résultent de cette définition des besoins pour chacun des membres du groupement.

Article 1.2. Objet du groupement

Le groupement de commandes est constitué pour la passation et l'exécution d'un marché unique de travaux, sous forme de marchés à bons de commandes d'une durée d'un an renouvelable 3 (trois) fois, ayant pour objet l'ensemble des travaux de réfection de voirie réalisés par les intervenants et coordonnés avec les travaux de maintenance de la voirie réalisés par la ville, sur le domaine public routier de la Ville de Montpellier.

Article 1.3. Adhésion au groupement

Chaque membre prend la décision d'adhérer au groupement selon ses propres règles de fonctionnement et de compétence préalablement notifiées au coordonnateur.

Article 1.4. Coordonnateur du groupement

Les intervenants conviennent de désigner la Ville de Montpellier en tant que coordonnateur du groupement. La Ville de Montpellier sera ci-après désignée sous le terme de "coordonnateur du groupement".

A ce titre, le coordonnateur du groupement ayant la qualité de pouvoir adjudicateur, est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues au Code des Marchés Publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du (ou des) cocontractant(s).

Par délégation de l'ensemble des membres du groupement, le coordonnateur du groupement est chargé de signer le marché de travaux à intervenir, de le notifier et de l'exécuter au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Enfin, le coordonnateur du groupement est responsable envers les membres du groupement de commandes de la bonne exécution des missions qui lui sont confiées dans le cadre de la présente convention.

CHAPITRE 2 – PROCEDURE DE CONSULTATION ET NOTIFICATION DU MARCHE DE TRAVAUX

Article 2.1. Procédure de passation du marché de travaux

Le marché de travaux à conclure sera passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles 26-II-5° et 28-I du Code des Marchés Publics.

Conformément aux dispositions de l'article 40-III-1° du Code des Marchés Publics, un avis d'appel public à la concurrence sera publié dans le bulletin officiel des annonces des marchés publics, dans un journal habilité à recevoir des annonces légales, ainsi que sur le profil d'acheteur propre au coordonnateur du groupement. Cette publicité sera complétée autant que de besoin par un avis de publicité dans une publication écrite appropriée à l'objet et aux caractéristiques du marché.

Conformément aux dispositions de l'article 77 du Code des Marchés Publics, le marché de travaux à conclure sera un marché à bons de commande et prévoit un montant minimum annuel de 300.000 € H.T. et un montant maximum annuel de 1.200.000 € H.T..

A ce titre, la durée de ce marché de travaux ne dépassera pas 4 (quatre) ans. Conclu pour une durée initiale de 1 (un) an, ce marché est reconduit de manière tacite conformément aux dispositions de l'article 16 du Code des Marchés Publics.

Le cas échéant, chacun des membres du groupement devra faire part au coordonnateur du groupement, au plus tard 3 (trois) mois avant la fin de chacune des années d'exécution du marché, de son refus, motivé, quant à cette reconduction. La décision de ne pas reconduire ce marché sera prise collégalement, par l'ensemble des membres du groupement, et notifié de façon motivée par le coordonnateur du groupement.

Article 2.2. Association des membres du groupement à la passation du marché

Le coordonnateur du groupement recueille l'avis de chacun des membres du groupement à chacune des étapes des procédures de marchés publics, à savoir :

- Etablissement collectif des pièces techniques du Dossier de Consultation des Entreprises;
- Transmission du Dossier de Consultation des Entreprises pour validation par chaque membre du groupement avant lancement de la procédure de passation;
- Analyse des candidatures et des offres, négociations éventuelles et proposition de choix de l'offre économiquement la plus avantageuse dans le cadre du Code des Marchés Publics;
- Mise au point du marché dans les conditions du Code des Marchés Publics et dans le strict respect de la présente convention et des besoins qui y sont exprimés par chaque membre du groupement.

A ces fins, les membres du groupement constituent un groupe de travail technique dont l'intendance et le secrétariat est assuré par le coordonnateur du groupement.

Article 2.3. Instauration de la commission d'appel d'offres du groupement

La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur du groupement.

Article 2.4. Fonctionnement de la commission d'appel d'offres du groupement

Le président de la commission d'appel d'offres peut désigner des personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Celles-ci sont convoquées et peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres.

La commission d'appel d'offres du groupement peut également être assistée par des agents des membres du groupement, compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.

A ces fins, chaque membre du groupement désignera un représentant suivant les règles qui lui sont applicables.

Le comptable du coordonnateur du groupement, comptable public, et un représentant du service en charge de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres du groupement, lorsqu'ils y sont invités. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Le titulaire est choisi par la commission d'appel d'offres du groupement en application des règles prévues par le Code des Marchés Publics.

Article 2.5. Signature et notification du marché de travaux

Le coordonnateur du groupement signe l'intégralité des pièces du marché de travaux à conclure conformément à l'article 1.4. de la présente convention de groupement de commandes.

Le coordonnateur du groupement est chargé d'assurer le contrôle de légalité et la notification de ce marché.

CHAPITRE 3 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE DE TRAVAUX

Article 3.1. Direction d'exécution des travaux

La direction d'exécution des travaux est assurée par le coordonnateur du groupement, assurant ainsi le rôle de maître d'œuvre.

A ce titre, le coordonnateur du groupement a pour mission :

- De s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les travaux exécutés respectent les dispositions du marché de travaux ;
- De s'assurer que les documents qui doivent être produits par le titulaire du marché, en application du dit-marché ainsi que l'exécution des travaux sont conformes audit contrat;
- De notifier tous les bons de commande et délivrer tous ordres de service, établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du contrat de travaux, procéder aux constats contradictoires et organiser et diriger les réunions de chantier ;
- De vérifier les projets de décomptes, d'établir les états d'acomptes, de vérifier le projet de décompte final établi par le titulaire du marché, d'établir le décompte général ;
- D'assister chacun des membres du groupement en cas de différend sur le règlement
- De gérer les différends avec le contractant lors de l'exécution des travaux;
- D'assurer le contrôle quantitatif et qualitatif des travaux exécutés, ainsi que le respect des coûts;
- D'assurer les obligations réglementaires incombant aux maîtres d'ouvrage en matière de sécurité du travail et de protection de la santé;
- D'assurer les obligations réglementaires incombant aux maîtres d'ouvrage et aux maître d'œuvre en matière d'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution;
- D'assurer les obligations réglementaires incombant aux maîtres d'ouvrage en matière de suivi des déchets de chantier;
- D'assurer les opérations de réception des travaux;
- De tenir informés les membres du groupement de tout événement significatif affectant l'exécution du marché de travaux.

Les membres du groupement peuvent être associés aux états des lieux avant travaux, aux réunions de préparation de chantier, aux réunions de chantier, aux états des lieux après travaux et opération préalables à la réception des travaux.

Article 3.2. Etablissement, engagement et notification des bons de commande

A l'issue de la phase de préparation de chacune des campagnes de réfection de la voirie, chacun des bons de commande du marché de travaux objet du groupement de commande est établi par le coordonnateur du groupement et adressé à chacun des membres du groupement concernés par les travaux de réfection pour acceptation.

Les bons de commande sont établis par le coordonnateur du groupement conformément à l'annexe n°2 à la présente convention. Chaque membre du groupement, chacun pour ce qui le concerne, est chargé d'assurer l'engagement comptable préalable de la dépense correspondant au bon de commande à notifier.

Chaque membre du groupement, chacun pour ce qui le concerne, est chargé de signer le bon de commande à notifier. Cette signature est assurée par la personne détenant le pouvoir d'engagement du membre du groupement concerné en tant que maître d'ouvrage et dont la liste figure en annexe n°3 à la présente convention.

Chaque membre du groupement, chacun pour ce qui le concerne, adresse le bon de commande signé au coordonnateur du groupement qui en assure la notification au titulaire du marché de travaux dans le cadre de sa mission de direction d'exécution des travaux.

CHAPITRE 4 – AUTRES DISPOSITIONS

Article 4.1. Frais de gestion des procédures, de la direction d'exécution des travaux et de certification

Les frais relatifs à la procédure de dévolution du marché de travaux à conclure, à l'établissement des bons de commande, à la direction d'exécution de travaux, à la réception des travaux et la certification des comptes sont pris en charge par le coordonnateur du.

Article 4.2. Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la passation du marché de travaux à conclure adjointe à la durée d'exécution de ce marché, soit 1 (un) an, renouvelable 3 (trois) fois.

La convention prend fin à la date d'expiration de la dernière année d'exécution du marché de travaux de réfection de voirie.

Article 4.3. Modalité de sortie du groupement – Résiliation de la convention

Chacun des membres du groupement de commande conserve la faculté de se retirer du groupement sous réserve d'un préavis de 3 (trois) mois par rapport au terme de chacune de période de reconduction notifié à l'ensemble des membres du groupement.

Le membre du groupement de commandes reste néanmoins engagé pour la part des travaux qui le concerne et qui ne sont pas encore achevés. A ce titre, il reste engagé à l'égard du contractant à hauteur de la somme des engagements souscrits antérieurement à la date de retrait effective du groupement de commandes.

Le retrait du coordonnateur du groupement entraîne la résiliation de la convention.

Toutefois, sauf décision unanime et contraire des membres du groupement restant, le retrait d'un des membres du groupement ou la résiliation de la convention ne peut intervenir qu'à l'issue de la passation du marché de travaux ou qu'au terme de chacune des années d'exécution du marché de travaux conclu et notifié.

Article 4.4. Règlement de différends et des litiges

Tout différend ou litige entre tout au partie des membres du groupement de commande portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention qui n'aurait pas pu être réglé par voie amiable entre membres fera l'objet d'un règlement devant le tribunal compétent à savoir le Tribunal Administratif de Montpellier.

FAIT à MONTPELLIER, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire et par délégation,

Le Maire Adjoint

Philippe THINES

Pour l'Agglomération de Montpellier

Pour Monsieur le Président et par délégation,

Le(la) Vice-Président(e)

(nom)

Pour VEOLIA – Compagnie Générale des Eaux

Le Directeur Régional

Jean-Pierre BUCHOUD

Pour Electricité réseau Distribution de France

Pour Monsieur le Directeur des Opérations Méditerranée,

Le Directeur Régional

Frédéric BUSIN

Pour GrDF

Le Directeur Régional

Jean-Baptiste PICCHINI

Pour France Télécom

Le Directeur Régional

(nom)

Pour FREE

Le Directeur Régional

(nom)

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Ancrages en façade Mise en oeuvre de l'article L.173.1 du code de la voirie routière sur le territoire de la Ville de Montpellier

Philippe THINES rapporte :

Dans ses articles L.171-1 à L 171-11, le Code de la voirie routière permet, uniquement sur le territoire de la Ville de Paris, l'établissement de supports, ancrages, canalisations et appareillages d'éclairage public, de signalisation routière sur les façades des propriétés riveraines tant qu'ils n'entraînent pas pour les riverains de dépossession définitive.

La loi 2007-1787 du 20 décembre 2007, a, dans son article 23, modifié le Code de la voirie routière en créant un article L 173-1 qui prévoit que les articles L 171-2 à L 171-11, initialement réservées à la Ville de Paris, peuvent être applicables, sur délibération de leur assemblée, aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de voirie et d'éclairage public.

De manière à pourvoir aux besoins d'installations de l'éclairage public, de signalisation de police ou d'information locale et à limiter les obstacles sur les circulations piétonnes au bénéfice de la mobilité des piétons et de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, il est pertinent de demander l'application des articles L 171-2 à L 171-11 du Code de la voirie routière sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montpellier.

Le Règlement d'Occupation et d'Utilisation de l'Espace Urbain (ROUEU) titre 3 en date du 31 juillet 1998 permet d'ores et déjà à la ville d'ancrer sur les façades les plaques de rue de la ville.

Il convient désormais d'étendre ces dispositifs aux supports, ancrages, canalisations et appareillages d'éclairage public et de signalisation routière. Une fois cette délibération adoptée, la ville pourra procéder à l'établissement et à l'entretien des appareils d'éclairage public et de signalisation de police selon les modalités prévues aux articles susvisés. Ces opérations affectent les propriétés riveraines sans entraîner de dépossession définitive. A noter que ces prérogatives ne peuvent faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever, ni de se clore ou bâtir son bien.

En conséquence nous demandons au Conseil Municipal :

- de décider de la mise en application, sur le territoire de la ville de Montpellier, des articles L. 171-2 à L. 171-11 du Code de la Voirie Routière en application de l'article L. 171-3 du code de la Voirie Routière.
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 05 février 2013


Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Avenant sur le lot 1 du marché 2 M 796 2391 Avenue d'Heidelberg : Accès au Grand-Mail Liaison avec les Halles des 4 Saisons

Philippe THINES rapporte :

Dans le cadre du Programme de Renouvellement Urbain Mosson, la ville de Montpellier s'est engagée à améliorer le débouché Nord du Grand Mail en supprimant l'effet de coupure marqué par l'avenue d'Heidelberg, et à améliorer son ouverture vers les équipements publics majeurs du centre Mosson et vers le site commercial des Halles 4 Saisons qui participent à l'animation de ce cœur de quartier.

Pour affirmer cette ouverture et la rendre lisible aux usagers, la Ville de Montpellier procède à :

- La réduction de la largeur de chaussée de l'avenue d'Heidelberg, en agrandissant les trottoirs, de part et d'autre de l'avenue,
- La création d'un plateau surélevé,
- Le réaménagement du parvis Sud des Halles,
- La création de zones de stationnement le long de l'avenue.

Les travaux, dévolus par voie appel d'offres ouvert avec 2 lots ont été attribués par la commission d'appel d'offres du 03 juillet 2012 aux entreprises suivantes :

• Lot 1 Voirie	EUROVIA	475 150.00 € H.T.
• Lot 2 Eclairage public	ETDE SA	38 436.15 € H.T.

En phase d'exécution du chantier, un certain nombre de travaux et de sujétions techniques ne pouvait être prévu à l'origine du projet. Ces prestations nécessitent un avenant sur le lot 1 pour les raisons suivantes.

Compte tenu de l'état actuel des arbres sur le parvis, la Ville a jugé préférable de les couper et de les remplacer par des sujets d'essence différente. L'abattage des 5 arbres avec le dessouchage représente un montant en plus-value de 2 887.50 € H.T.

En cours de réalisation des travaux, il a fallu doubler les bandes de guidage pour malvoyants afin de répondre aux attentes des associations de mal voyants ; ce qui représente un montant en plus-value de **9 493,00 € H.T.**

De plus, l'épaisseur de la chaussée actuelle de l'avenue d'Heidelberg était moins importante que prévue lors des études. La reconstitution de la structure de chaussée aux abords du plateau surélevé a été faite afin de reprendre les sollicitations des poids-lourds dans cette zone, pour un montant en plus-value de **3 460,00 € H.T.**

Par ailleurs, le changement altimétrique du parvis le long du mur de clôture prévu au marché a nécessité la mise en œuvre d'un enduit traditionnel, afin de préserver l'aspect esthétique du parvis, pour un montant en plus-value de **4 370,00 € H.T.**

En outre, le changement altimétrique du parvis au-dessus du réseau Pégase de la Ville a obligé l'enfouissement pour un montant en plus-value de **2 950,00 € H.T.**

Enfin, les jardinières prévues au marché ont nécessité la mise en œuvre d'un enduit monocouche, afin de préserver l'aspect esthétique du parvis, pour un montant en plus-value de **2 520,00 € H.T.**

La totalité de ces modifications représente un montant en plus-value de **25 682,50 € H.T.**

Par ailleurs, s'agissant d'un marché conclu à prix unitaires, la rémunération des travaux se fait en fonction des quantités réellement exécutées conformément à l'article 12 du C.C.A.G. Travaux. Les quantités initialement prévues au marché étant donné à titre estimatif, il résulte un montant en moins-value de **3 548,00 € H.T.**

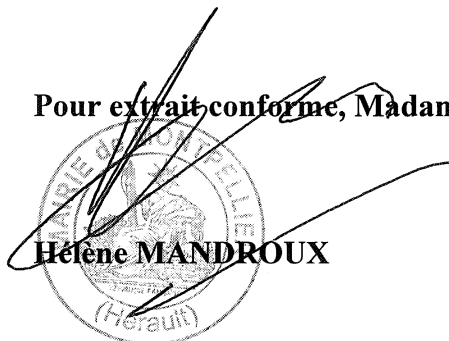
Le montant total de l'avenant relatif au lot n°1 – Voirie est donc de 22 134,50 € H.T.; ce qui porte le nouveau montant de ce lot à 497 284,50 € HT., soit une augmentation de 4,66 % par rapport au montant initial du marché.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la passation de l'avenant n°1 au marché 2M796 239 1 à conclure avec l'entreprise Eurovia pour un montant de 22 134,50 € H.T. ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 05 février 2013

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché :

EUROVIA MEDITERRANEE

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
AVENUE DE HEILDELBERG
Voirie

N° du marché :
2M79623A

Notifié le :
04 septembre 2012

Montant initial du marché :
Montant HT : 475 150,00 Euros

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour les motifs suivants: compte tenu de l'état actuel des arbres sur le parvis, la Ville a jugé préférable d'en abattre 5 et de les remplacer par des sujets d'essence différente.

En cours de réalisation des travaux, il a fallu doubler les bandes de guidage pour malvoyants afin de répondre aux attentes de l'Association des Paralysés de France.

De plus, l'épaisseur de la chaussée actuelle de l'avenue d'Heidelberg était moins importante que prévue lors des études. La reconstitution de la structure de chaussée aux abords du plateau surélevé a été faite afin de reprendre les sollicitations des poids-lourds dans cette zone.

Par ailleurs, le changement altimétrique du parvis le long du mur de clôture prévu au marché a nécessité la mise en œuvre d'un enduit traditionnel afin de préserver l'aspect esthétique du parvis. Ce changement altimétrique du parvis au-dessus du réseau Pégase de la Ville a nécessité des travaux d'enfouissement.

De plus, les jardinières prévues au marché ont nécessité la mise en œuvre d'un enduit monocouche afin de préserver l'aspect esthétique du parvis.

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 31/01/2013. Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à **22 134,50 € H.T.**, soit en toutes lettres : vingt-deux mille cent trente-quatre euros et cinquante centimes hors taxes.

Le montant du contrat est donc porté à **497 284,50 € H.T.** soit une augmentation de 4.66% par rapport au montant initial du marché.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Durée inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A le

A, le

L'entrepreneur,

Monsieur
le Directeur

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué,

Philippe THINES

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Extension du Réseau de Vidéoprotection Urbaine Génie Civil - V.R.D - Raccordements électriques - Liaisons Optiques et Télémétrie par liaison fibre optique Autorisation à signer le Marché

Régine SOUCHE rapporte :

Le Conseil Municipal du 25 juin 2012 a validé le programme d'extension de vidéoprotection urbaine de la Ville de Montpellier, à savoir l'implantation de 15 nouvelles caméras et l'acquisition d'un dispositif de 5 caméras déplaçables.

Ces nouvelles installations viennent conforter le schéma existant, entériné lors du comité de pilotage de la vidéoprotection du 8 mars 2012, sachant que celles-ci ont fait l'objet d'une large concertation entre les différents services concernés avec le diagnostic de sécurité partagé.

Pour réaliser les travaux de Génie Civil –VRD – Raccordements Electriques – Liaisons Optiques et Télémétrie par liaison fibre optique, il a été publié le 16 octobre 2012, un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33 - 3° alinéa et 57 à 59 du code des Marchés Publics.

La prestation fera l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum, ni maximum, passé à prix unitaires, en application de l'article 77 du code des Marchés Publics.

Ce marché conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification, pourra être reconduit par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

La commission d'Appel d'offres, en date du 08 janvier 2013, a décidé d'attribuer le lot suivant à l'entreprise désignée ci-dessous présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

Lot	Entreprise	Moyenne des besoins sur 1 an	Montants retenus sur bordereau de prix
-----	------------	---------------------------------	---

		en Euros H.T.	estimatifs en Euros H.T.
Génie Civil - VRD - Raccordements Electriques, liaisons optiques, télémétrie par fibre optique	SOGETREL 34470 PEROLS	300 000,00	760 683,10

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'avis de la commission d'Appel d'offres en date du 08 janvier 2013.
- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville.
D.R.T.P – Service des Ressources Communes – Nature : 2318 - Fonction : 901120
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 05 février 2013

Hélène MANDROUX



[Handwritten signature of Hélène Mandroux]

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Intervention d'Agents de la Police Municipale dans le cadre du Gala de Médecine Autorisation à signer la convention d'indemnisation

Régine SOUCHE rapporte :

Le vendredi 22 février 2013 en nocturne, est prévu le XXIVème Gala de Médecine au Zénith de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de cette manifestation, une forte affluence de public est attendue avec conséquences importantes en matière de circulation, de sécurité, de salubrité et de tranquillité publique générant une intervention exceptionnelle de la Police Municipale.

Les moyens déployés permettront d'assurer la régulation de la circulation aux accès du site, de veiller à l'usage normal des voies publiques et au bon déroulement de la manifestation conformément aux prérogatives des pouvoirs de police de Madame le Maire.

L'intervention de la police municipale se déroulera durant la période du vendredi 22 février 2013 à compter de 23h00 jusqu'au samedi 23 février 2013 à 04h30 inclus.

La période susvisée pourra être prolongée par avenant.

Le bénéficiaire représenté par l'Association Carabine de Montpellier sise 4 boulevard Henri IV 34000 Montpellier s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de cette intervention et énumérées ci-après avec application des tarifs votés pour 2013 (cf. délibération n° 2012/640 en date du 17/12/2012) :

- 4 agents et 2 véhicules sur l'amplitude horaire précédemment décrite.
- Estimation de l'indemnisation : 572,00 Euros T.T.C.

Il est convenu que le montant estimatif fourni est susceptible d'être minoré ou majoré suivant le nombre des personnels et matériels effectivement déployés et la durée réelle de l'intervention.

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de cette indemnisation des sujétions particulières supportées dans l'exercice de la Police Municipale ;
- D'autoriser Madame le Maire à signer la convention relative à cette mise à disposition ;
- D'inscrire le titre de recettes correspondant au budget 2013 de la Ville de Montpellier.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 05 février 2013

Hélène MANDROUX



**CONVENTION D'INDEMNISATION DES SUJETIONS PARTICULIERES
SOUTENUES DANS L'EXERCICE
DE LA POLICE MUNICIPALE**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- La Ville de Montpellier, représentée par Madame le Maire Hélène Mandroux, d'une part
- ET
- L'Association Carabine Montpelliéraine, représentée par la présidente Lisa Maerten, d'autre part

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la délibération N°2012/640 du 17 décembre 2012 portant sur les tarifs 2013 pour la Ville de Montpellier

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Article 1^{er}. Contexte de la manifestation

Le vendredi 22 février 2013 en nocturne, est prévu le XXIVème Gala de Médecine au Zénith de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de cette manifestation, une forte affluence de public est attendue avec conséquences importantes en matière de circulation, de sécurité, de salubrité et de tranquillité publique générant une intervention exceptionnelle de la Police Municipale.

Article 2. Objet de l'intervention et moyens déployés

Les moyens déployés permettent d'assurer la régulation de la circulation aux accès du site, de veiller à l'usage normal des voies publiques et au bon déroulement de la manifestation conformément aux prérogatives des pouvoirs de police de Madame le Maire.

Article 3. Durée de l'intervention

L'intervention se déroulera durant la période du vendredi 22 février 2013 à 23h00 au samedi 23 février 2013 à 04h30 inclus.

La période susvisée pourra être prolongée par avenant.

Article 4. Indemnisations mises à la charge du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de cette intervention et énumérées ci-après :

- 4 agents et 2 véhicules sur une amplitude de 5h30
- Détaillés selon les tarifs votés suivants (cf. délibération 2012/640)

Tarif de 07h00 à 21h00 / Unité (Heure / Agent) : 18,00 Euros.

Tarif de 21h00 à 07h00 / Unité (Heure / Agent) : + 25 % du tarif horaire

Tarif de 07h00 à 21h00 dimanches et jours fériés / Unité (Heure / Agent) : + 25 % du tarif horaire

Tarif de 21h00 à 07h00 dimanches et jours fériés / Unité (Heure / Agent) : + 50 % du tarif horaire

Tarif par heure et par véhicule : 7,00 Euros

Estimation de l'indemnisation : 572,00 Euros (Cinq cent soixante-douze euros)

Il est convenu que le montant estimatif fourni au présent article est susceptible d'être minoré ou majoré suivant le nombre des personnels et matériels effectivement déployés et la durée réelle de l'intervention.

Article 5. Recouvrement des dépenses

Le bénéficiaire s'engage, après service fait, à régler le titre de recette du comptable public lié à la collectivité du montant estimé à l'article 4.

Article 6. Cessation de l'intervention

En cas de nécessité ou de danger, la police municipale se réserve la faculté de retirer avant la fin de l'intervention tout ou partie du personnel ou du matériel sans préavis et sans que ce retrait anticipé puisse ouvrir droit au bénéficiaire à une indemnité quelconque. Dans ce cas, la convention cesse de porter ses effets dès le retrait.

Le bénéficiaire peut renoncer à tout ou partie des personnels et matériels déployés avec préavis de soixante-douze heures (trois jours).

Article 7. Réparation des dommages

Le bénéficiaire s'engage à souscrire toute police d'assurance permettant de couvrir les dommages susceptibles d'être causés aux participants, à des tiers, aux services de la police municipale du fait de la manifestation dont l'organisation est à sa charge.

Article 8. Couverture des risques

En vue de couvrir les risques et dommages visés à l'article qui précède, le bénéficiaire déclare être assuré auprès de (Nom et adresse de la compagnie d'assurance, n° de contrat) :

.....
.....

dont il garantit la conformité des stipulations aux exigences de la présente convention.

Il s'engage à remettre à la Ville de Montpellier, lors de la signature de la présente convention, un exemplaire de ce contrat.

Article 10. Avis à donner en cas d'évènements graves

Les signataires de la convention s'engagent à aviser l'autre partie dans les meilleurs délais en cas d'événement grave, d'incident ou d'avarie.

Article 11. Juridiction compétente en cas de litige

Tout litige pouvant résulter de l'application de la présente convention relève de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait en deux exemplaires, à MONTPELLIER, le

(prénom, nom du signataire, fonction,
dénomination de l'association représentée)

Pour le Maire de la Ville de Montpellier
Madame Régine SOUCHE
Adjointe au Maire, déléguée à l'Egalité des Droits
et des Devoirs et à la Tranquillité Publique

signature précédée de la mention
manuscrite « lu et approuvé »

ANNEXE 1

ETAT PREVISIONNEL DE L'INDEMNITE

Ville de Montpellier Direction De la Réglementation et de la Tranquillité Publique	BASES DE L'INDEMNISATION
---	---------------------------------

1°) – Nombre d'Agents	Effectifs (1)	Taux horaire (2)	Nombre d'heures (3)	Montant dû (1x2x3)
Tarif de 07h00 à 21h00		18,00		
Tarif de 21h00 à 07h00	4	22,50	5.50	495,00
Tarif de 07h00 à 21h00 dimanches et jours fériés		22,50		
Tarif de 21h00 à 07h00 dimanches et jours fériés		27,00		
SOUS TOTAL 1				

2°) - Nombre de Véhicules déployés	Prix unitaire (1)	Nombre de véhicules déployés (2)	Durée en heures (3)	Montant dû (1)x(2)x(3)
	7,00	2	5.50	77,00
SOUS TOTAL 2				77,00

TOTAL GENERAL : 1 + 2	572,00
------------------------------	---------------

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Festival International du Cinéma Méditerranéen Designation des représentants de la Ville et des personnalités qualifiées au Conseil d'administration de l'association

Philippe SAUREL rapporte :

L'association « Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier » dont le nom usuel est Cinemed a pour objectif de développer la connaissance du cinéma méditerranéen et de promouvoir sa diffusion, notamment en organisant un festival dédié à la Méditerranée.

Cette manifestation, lancée à la fin des années 70 sous le nom des « Rencontres avec le Cinéma Méditerranéen », fêtait en 2012 sa 34^{ème} année et accueillait à cette occasion 82 000 spectateurs. Le public, majoritairement montpellierain, a largement plébiscité la richesse et la qualité de l'édition 2012 affichant plus de 220 films et représentants ainsi plus de 30 nationalités. Le festival décerne, chaque année, de nombreux prix parmi lesquels on compte le Prix Antigone d'Or de 15 000 euros.

Considérant que cette manifestation contribue au développement de la culture cinématographique, domaine important de la politique culturelle de la Ville et de son rayonnement, la Ville de Montpellier soutient l'association. La contribution de la ville de Montpellier est majeure et en fait le deuxième partenaire fort. Elle se décline non seulement en une aide financière à hauteur de 260 000 euros (cf. la subvention attribuée en 2012 par la Ville) mais aussi en une aide en nature équivalente à 51 600 euros en mettant à disposition du festival, d'une part, le centre Rabelais et son personnel pendant les 10 jours du Festival pour une valeur de 15 200 euros et, d'autre part, les locaux sis au **Moulin de l'Evêque** destinés à l'administration à l'année de l'association, d'une valeur de 36 400 euros.

Les statuts de l'association, établis en 1991, ont été modifiés à quatre reprises. La dernière modification, en date du 22 juin 2012, invite la Ville à désigner les représentants de la Ville au Conseil d'administration de l'association, soit 3 membres du Conseil municipal de la Ville de Montpellier et 3 personnalités qualifiées désignées par la ville de Montpellier.

Les 3 représentants de la Ville de Montpellier sont :

- Philippe SAUREL
- Agnès BOYER
- Michel PASSET

Les 3 personnalités qualifiées et désignées par la Ville de Montpellier sont :

- Sophie MENENTEAU
- Patrick BEDOS
- Nathalie COMBE

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

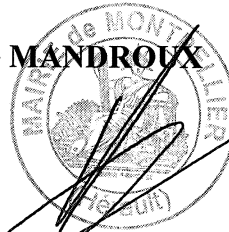
- d'approuver la liste des membres de l'association
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 05 février 2013

Hélène MANDROUX



Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Demande de subvention à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des Projets d'Intérêt Commun (PIC) 2013 pour l'acquisition de l'ancien bâtiment des Archives Départementales

Philippe SAUREL rapporte :

La Ville de Montpellier a choisi d'acquérir l'ancien bâtiment des Archives Départementales, situé avenue de Castelnaud, afin d'y regrouper en un seul lieu Archives historiques et contemporaines, actuellement réparties sur le site de l'ancien Hôtel de Ville et la médiathèque Emile Zola. Ainsi, la Ville libérera l'espace qu'elle occupe actuellement au sein de cette médiathèque d'intérêt communautaire. Et, au-delà de l'amélioration du fonctionnement des Archives municipales, permettra par ce regroupement une meilleure accessibilité du public aux documents conservés par les Archives municipales.

Ce projet s'inscrit ainsi dans la politique de développement culturel sur le territoire de la communauté d'agglomération de Montpellier, ce qui le rend éligible à une subvention au titre des Projets d'Intérêt Commun.

Cette acquisition est inscrite au budget 2013 à hauteur de 3 000 000 € ; elle sera suivie de travaux de réhabilitation, pour un montant global de l'opération estimé à 7 000 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des Projets d'Intérêt Commun 2013 pour l'acquisition de l'ancien bâtiment des archives départementales, pour un montant de 627 090,00 €
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à la Culture à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 05 février 2013

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Centre d'art contemporain la Panacée Demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération en date du 25 juillet 2006, la Ville a approuvé le dépôt des demandes de subventions pour la réalisation du Centre d'art Contemporain la Panacée.

Par son envergure, la Panacée aura un effet structurant sur le territoire local et régional, à la fois dans l'accompagnement des artistes en résidence, la structuration d'une relation du public à l'art, l'appui à des formes artistiques innovantes et la mise en place d'outils de coopération internationale. A ce titre, le projet est éligible aux fonds de concours pour les projets d'intérêt commun (PIC) attribués par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le coût du projet, qui sera achevé en 2013, s'élève pour la Ville à 10,8 millions d'euros.

La Région Languedoc Roussillon a financé cet équipement à hauteur de 2 250 000 €

Au titre des PIC 2008, 2009, 2011 et 2012, la Ville a bénéficié de subventions communautaires pour un montant total de 1 714 000 €.

Un financement complémentaire peut être sollicité au titre du PIC 2013 auprès de l'Agglomération sur la base de la dernière phase de travaux prévue à hauteur de 800 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

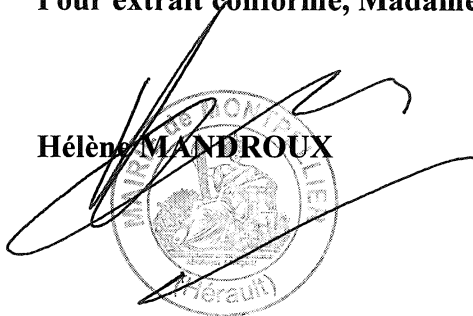
- d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des Projets d'Intérêt Commun 2013 pour la réalisation du Centre d'Art Contemporain la Panacée, pour un montant de 167 224 € au titre de la dernière phase de travaux ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à la Culture à signer tous les documents relatifs à cette affaire |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 05 février 2013



Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Convention d'exploitation du domaine public - Centre d'art La Panacée - Bar restaurant - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation

Philippe SAUREL rapporte :

Le centre d'art de la Panacée qui ouvrira ses portes début juin 2013 est, outre un lieu d'exposition ouvert au public, un espace de vie comprenant 59 appartements étudiants et trois résidences d'artistes. Un bar restaurant faisant partie du lieu d'accueil de la structure est prévu.

Un avis d'appel à candidatures pour la concession du bar restaurant a été lancé en mars 2012 pour en désigner le futur exploitant. A la clôture de l'appel d'offre le 3 mai 2012, deux dossiers de candidature ont été déposés : M. Carriol et M. et Mme Mirabel. Les deux candidats ont été reçus pour préciser leur offre en septembre 2012.

Les deux projets ont été analysés au regard des cinq critères suivants indiqués dans l'appel d'offres :

- Qualité et originalité du concept de restauration,
- Politique tarifaire,
- Cohérence globale du projet,
- Amplitude d'ouverture,
- Référence des candidats.

A l'issue de l'analyse des offres, il ressort que la proposition de M. et Mme Mirabel correspond plus aux attentes de la Ville concernant la restauration d'un lieu d'art et de création. Le concept proposé de restauration est plus original et n'entrera pas en concurrence avec l'offre déjà existante (proposition d'un apéritif, de cuisine ouverte une fois par semaine pour les étudiants ou artistes résidents). La configuration du lieu (petites et grandes tables, espaces lounge, grand bar) permettra une convivialité propice aux échanges et participe à une cohérence du projet par rapport au centre d'art. Par ailleurs, l'expérience passée de M. et Mme Mirabel en tant que gérants de plusieurs établissements parisiens reconnus pour être des lieux de vie populaires et conviviaux (les Pères populaires, l'Internationale) leur confère des références sérieuses de gestion.

La concession porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixée à 7 % du chiffre d'affaires.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- De décider l'attribution de la concession du bar restaurant de la Panacée à M. et Mme Mirabel,
- D'approuver le projet de convention joint,
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document utile cet affaire.

Le Conseil adopte.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 05 février 2013

MAIRIE DE MONTPELLIER

**DIRECTION
DE L'ESPACE PUBLIC**

Service Affaires économiques

BAR RESTAURANT DE LA PANACEE

***CONVENTION D'OCCUPATION DU
DOMAINE PUBLIC***

ENTRE, d'une part :

- La Ville de Montpellier, domiciliée en Mairie de Montpellier, 1 parvis Georges Frêche - 34264 Montpellier cedex 2 représentée par Madame Hélène MANDROUX, son Maire, désignée par les termes «*La Ville*» ou «*l'Administration municipale*»,

ET, d'autre part :

- M. et Mme Mirabel 9 rue des puits 34 660 Cournonterral.

désigné par les termes «*l'exploitant*» .

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

En préambule, il est à noter que pour La Panacée, lieu de création, mais aussi lieu de vie, le choix de l'exploitant a été crucial, car il conditionne l'accueil des publics dans les lieux (le bar restaurant est situé dans l'accueil du centre d'art). Aussi, l'exploitant a été retenu au regard de sa compréhension du projet artistique et du cahier des charges précisant un mode de fonctionnements communs.

ARTICLE 1 - Objet

La présente convention a pour objet, l'exploitation d'un bar restaurant dans le centre d'art et de culture contemporaine La Panacée situé 14, rue de l'Ecole de Pharmacie 34000 Montpellier.

L'exploitant se déclarant bien connaître les lieux d'exploitation et le fonctionnement du centre d'art.

Ce bar restaurant s'inscrit dans un établissement recevant du public de catégorie 2. Aussi un groupement d'exploitation est mis en place avec comme responsable unique le directeur de La Panacée.

L'exploitant ne peut, sans autorisation préalable spéciale et écrite de la Ville, interrompre son exploitation même partiellement, ni céder ou sous-traiter tant à titre gratuit qu'onéreux tout ou partie de ses droits à l'exploitation de son établissement.

L'exploitation est acquise à titre personnel, non cessible et révocable. L'exploitant dispose d'un délai de six mois pour créer une société dédiée à l'exploitation de la présente convention et en transmettre les statuts à la Ville.

Une licence de boissons de catégorie 3, propriété de la Ville sera mise à disposition de l'exploitant pour la durée de la convention.

ARTICLE 2 - Régime

Le régime étant celui de l'occupation du domaine public, l'exploitant ne pourra en aucune façon se prévaloir de la législation commerciale.

ARTICLE 3 - Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans du 01/06/2013 au 01/06/2016 renouvelable une fois par reconduction expresse des deux parties. A l'issue de cette période, les deux parties pourront revoir certaines modalités d'application de la convention.

ARTICLE 4 – Obligations de l'exploitant

La concession étant situé dans l'accueil d'un établissement artistique et culturel, l'exploitant s'engage à :

- respecter la programmation du centre d'art et ne pas perturber son fonctionnement,
- laisser la maîtrise et la nature de l'accrochage dans l'accueil, la salle de restaurant ; le lounge et la terrasse. Toute programmation s'effectuant de façon concertée avec l'exploitant,
- laisser la possibilité à La Panacée de faire des prises de vues et vidéos du restaurant dans la perspective de la promotion du lieu, de communiquer sur le restaurant dans le cadre d'une communication globale sur le lieu, et enfin de déposer tous types de documents (flyers, affiches) liés à la programmation de la Panacée,
- proposer et assurer un service de bar-restauration spécifique pour les vernissages et soirées du centre d'art,
- s'engage à exploiter les zones d'occupation définies et listées dans les plans ci-joint en annexe 1
- s'engage à ne pas occuper ou encombrer même temporairement tout ou partie de l'ouvrage en dehors de sa zone d'occupation,
- s'engage à respecter le règlement intérieur du centre.

L'exploitant s'engage également à entretenir et maintenir les locaux et équipements mis à disposition par la Ville. Il s'engage à :

- souscrire les contrats de maintenance pour les équipements de cuisson, la hotte, le bac à graisse, les réfrigérateurs,
- souscrire un contrat pour les vérifications périodiques électriques selon la législation en vigueur.

En outre l'exploitant s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'à l'activité autorisée dans le cadre de la présente occupation. Il devra entre autres satisfaire à toutes les obligations des établissements recevant du public. En particulier, il ne devra rien faire dans les lieux occupés qui puisse nuire aux règles de sécurité et d'accessibilité applicables à un établissement recevant du public.

Si les installations deviennent dangereuses pour les usagers du service public, pour quelques raisons que ce soit, la Ville se réserve le droit de sécuriser les installations aux frais de l'exploitant.

En cas de détérioration ou de vol des mobiliers et équipements listés lors de l'état des lieux d'entrée, l'exploitant s'engage à les réparer ou les remplacer à l'identique. Il devra en tenir informer la Ville.

Les coûts relatif aux petits équipements (vaiselles, cave à vin...) et la batterie de la cuisine sont à la charge de l'exploitant.

L'exploitant ne pourra faire aucune construction, démolition ou modification des lieux.

L'exploitant est tenu d'assurer toutes réparations dites locatives nécessaires pour maintenir les lieux concédés ainsi que les installations en bon état d'entretien.

Il répond des dégradations provenant sûrement par suite d'abus de jouissance et du fait de la clientèle. Il devra réparer dans les meilleurs délais tout dommage causé aux locaux et leur aménagement du fait de son exploitation. La Ville se réserve le droit de faire visiter les lieux à tout moment par toute personne de son choix et de prescrire à l'exploitant les travaux à effectuer pour le bon entretien de ces locaux et de leurs installations.

L'exploitant prendra le local qui lui sera remis dans l'état où il se trouve sans pouvoir exercer aucun recours contre la Ville, ni faire aucune réclamation pour quelque cause que ce soit. Il sera fait un état des lieux contradictoire avant l'entrée dans les lieux. Au terme de la convention, l'inventaire initial sera amendé.

ARTICLE 5 – Obligations de la ville

Pour l'exploitation de la concession domaniale du bar restaurant de La Panacée, la Ville s'engage à :

- effectuer et prendre en charge les coûts liés au chantier de construction de la cuisine, du bar et de la salle de restaurant, l'espace lounge, le mobilier de la terrasse concédés ainsi que les aménagements, les équipements, le mobilier et l'installation du matériel nécessaire à l'exploitation du bar restaurant,
- mettre à disposition les espaces concédés ainsi que les matériels et équipements neufs inventoriés lors de l'état des lieux initial,
- informer l'exploitant au préalable pour chaque événement public (venissages, soirées...) du mode de fonctionnement et d'occupation de la salle restaurant et du lounge ainsi que de la nature des prestations demandées,
- prendre à sa charge toutes les réparations touchant au gros oeuvre qui seront rendues nécessaires consécutivement à une utilisation normale des lieux,
- en cas d'opérations liées à la sécurité, la ville pourra apporter au domaine public toutes les modifications nécessaires, sans que l'exploitant puisse s'y opposer.

ARTICLE 6- Charges de l'exploitant

L'exploitant aura à sa charge :

- les consommations d'eau et d'électricité de la cuisine en totalité,
- les consommations d'eau, d'électricité et de chauffage de la salle de restaurant au prorata de la surface définie.

En dehors du nettoyage quotidien du sol de la salle de restaurant pris en charge par la Ville, l'exploitant aura à sa charge :

- le nettoyage ponctuel du sol (entretien complémentaire),
- le nettoyage en totalité de la cuisine, du bar, du mobilier (salle et terrasse) ainsi que du local poubelles,
- le nettoyage des vitrages et des sanitaires publics sera assuré par la Ville et refacturé à l'exploitant, au prorata de la surface.

Il se chargera aussi des divers abonnements et contrats à souscrire auprès des concessionnaires et distributeurs habilités, de telle manière que la Ville ne puisse en aucun cas être recherchée ni contrainte de se substituer à lui.

Il acquittera sans aucun recours possible contre la Ville, les contributions personnelles mobilières, tous impôts et taxes de toute nature afférents à l'exploitation du bar restaurant.

ARTICLE 7 - Assurances

L'exploitant devra assurer, selon les principes de droit commun :

- les risques locatifs liés à la mise à disposition des bâtiments objet de la présente convention,
- ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition,
- ses propres biens,
- ses propres préjudices financiers (perte d'exploitation, perte de jouissance, etc...).

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable entre la collectivité, l'exploitant et leurs assureurs.

Dans le cas où l'activité exercée par l'exploitant dans les bâtiments objet de la présente convention entraîne, pour la collectivité propriétaire et/ou les autres occupants des bâtiments concernés, des surprimes au titre de leur contrat incendie, explosion, celles-ci seraient, après justification, à la charge de l'exploitant.

L'exploitant devra produire, avant et pour toute la durée de l'occupation des locaux, à la collectivité, une attestation de son assureur sanctionnant ces dispositions. Il devra, par la suite, pouvoir en justifier la prorogation à toute demande de la collectivité.

ARTICLE 8- Conditions financières

7-1 - Redevance et paiement

L'exploitant versera à la Ville une redevance dont le montant est fixé à 7 % du chiffres d'affaires hors taxes.

La redevance sera versée sous forme d'acompte mensuel d'un montant de 1 500 € à verser avant le 5 de chaque mois. L'ajustement de la redevance par rapport au chiffre d'affaires réalisé sera effectué le 30 mars de l'année (n+1) sur production du compte de résultat approuvé par le commissaire aux comptes.

7-2 Dépôt de garantie

L'exploitant devra, à la signature de la convention, justifier d'un cautionnement d'un montant de 1 500 €, soit personnellement et directement, soit par l'intermédiaire d'un établissement spécialisé (banque, établissement de crédit...).

Ce cautionnement garantira :

1°) la réparation des éventuels dommages considérés comme supérieurs à l'utilisation normale du kiosque ou de dégradations, la Ville faisant alors effectuer les travaux nécessaires à la remise en état ;

2°) le paiement de la redevance en cas de non paiement et de résiliation de la convention pour non respect de celle-ci ;

ARTICLE 9 - Conditions générales d'exploitation

L'exploitant exercera son activité dans le respect des lois et règlements, notamment en matière d'hygiène, de salubrité et de sécurité, de législation du travail.

Il sera tenu de se conformer aux lois et décrets relatifs à l'affichage de prix et à l'étiquetage des denrées et marchandises. Le tarif des repas et consommations sera constamment affiché, de manière apparente, et les tarifs seront à la disposition de la clientèle.

L'exploitant s'engage à ouvrir a minima pendant les jours et heures d'ouverture du centre d'art. Il devra respecter les périodes et horaires d'ouverture fixés en concertation avec la Ville. Pour toute ouverture en dehors de ces périodes et horaires, il devra obtenir un accord de la Ville et s'acquitter le cas échéant des coûts d'exploitations supplémentaires.

Des activités artistiques et culturelles de La Panacée pourront s'inscrire au sein du bar-restaurant (débats, soirées, projection, diffusion audiovisuelle, performance ou encore petit accrochage n'entravant pas l'activité de restauration du lieu) et ce, en bonne entente avec l'exploitant.

Des activités artistiques et culturelles de La Panacée pourront exceptionnellement interférer sur l'activité du bar restaurant soit en modifiant les horaires, soit en limitant son périmètre d'activité, soit encore mais très rarement en imposant la fermeture du bar-restaurant pour une manifestation ponctuelle. Dans ce dernier cas (interdiction d'ouverture), un dédommagement calculé sur la perte du chiffre d'affaire correspondant est prévu pour le bar-restaurant.

Une réunion régulière entre l'exploitant et l'équipe de La Panacée / Ville de Montpellier sera établie pour faire le point les activités respectives des deux parties et sur les projets réalisés en partenariat.

Les aménagements éventuellement réalisés par le bar-restaurant devront faire l'objet d'une concertation et avec la Panacée (Ville de Montpellier) et d'un accord écrit. Ils ne devront présenter aucun caractère de fixité et être aisément démontables, sauf autorisation expresse de La Panacée.

L'exploitant aura la possibilité d'utiliser 1/5^{ème} de la surface totale du patio sous réserve de l'accord et en fonction du mobilier mis à disposition par le centre d'art pour la terrasse. La Panacée pourra inviter régulièrement des artistes, paysagistes, architectes, et designers à réaliser dans le patio des installations temporaires ainsi que du mobilier pour la terrasse : tables et assises... Le nombre de couverts installés en terrasse par le bar restaurant sera donc variable et dépendra de la programmation prévue par le centre d'art.

De par la nature de l'implantation de la concession au cœur du centre d'art, la Ville garde une servitude sur les espaces mis à disposition de l'exploitant.

L'exploitant respectera le règlement intérieur du centre.

ARTICLE 10 - Fin de la Convention

9.1 - Obligation de l'exploitant à la fin de la convention

Au terme normal de la convention, l'exploitant devra avoir évacué les lieux et les laisser en bon état.

La Ville aura la faculté au cas par cas, d'opter soit pour le maintien dans les lieux des matériels et mobiliers mis en place par l'exploitant, soit pour leur suppression.

Si la Ville opte pour le maintien en place des matériels et mobiliers, elle remboursera à l'exploitant, ou obligera le ou les nouveaux exploitants, à lui rembourser, les dépenses exposées pour l'achat et la mise en place de ces matériels et mobiliers, « valeur à dire d'expert » ou rachat à l'amiable sur justificatifs fournis par l'exploitant.

Si la Ville opte pour la suppression des matériels et mobiliers, et à défaut pour l'exploitant d'en assurer l'enlèvement, il y sera procédé aux frais, risques et périls dudit exploitant.

9.2 - Résiliation de la convention

a) du fait de l'exploitant

La résiliation ne pourra être prononcée que si elle est justifiée par des circonstances graves ou exceptionnelles de nature à bouleverser les conditions matérielles ou économiques des activités autorisées. Dans tous les cas la demande devra être présentée, au moins 6 mois à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Ville, assortie de toutes justifications utiles. Les conditions de rachat éventuel du matériel et du mobilier seront celles fixées à l'article 9.1.

b) du fait de la Ville

1 - Résiliation dans l'intérêt du service

La Ville pourra résilier à tout moment avant terme la convention dans l'intérêt du service moyennant un préavis de 3 mois pleins à dater de la notification donnée par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'exploitant pourra alors obtenir une indemnité compensatrice des dépenses justifiées qu'il aura supportées pour l'aménagement des lieux mis à sa disposition.

Le remboursement des installations immobilières (second oeuvre et agencements) se fera sur la base de la valeur non amortie des installations, calculée prorata temporis par rapport à la durée de la convention, cette valeur étant calculée en fonction de la variation de l'indice INSEE du coût de la construction.

Si par suite de la résiliation, des matériels et mobiliers mis en place par l'exploitant lui deviennent inutilisables, il pourra obtenir de la Ville que ceux-ci lui soient repris à une « valeur à dire d'expert ».

L'exploitant ne bénéficiant pas de la propriété commerciale, aucun dédommagement ne sera dû pour une quelconque perte de clientèle.

2 - Résiliation pour inobservation de la convention

En cas d'inobservation caractérisée de la présente convention faisant l'objet d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, non suivie d'effets dans le délai d'un mois à dater de la réception de celle-ci, en cas de non paiement ou paiement partiel de la redevance pendant six mois

consécutifs minimum ou en cas de gestion défectueuse ou de mauvaise tenue générale de l'établissement, ce dont la Ville sera seul juge, celle-ci peut résilier la convention par simple lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis de deux mois.

En cas de résiliation prononcée en application du présent paragraphe, la Ville prendra de plein droit possession de l'ensemble des installations immobilières par nature ou par destination réalisées par l'exploitant à ses frais celles-ci étant payées à l'exploitant à leur valeur résiduelle après amortissement.

La Ville se réserve en outre le droit de demander au tribunal compétent réparation du préjudice subi.

ARTICLE 11 - Frais de timbre

Les frais de timbre et d'enregistrement et tous autres auxquels pourra donner lieu la présente convention seront à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 12 - Domiciliation - Compétence juridictionnelle

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sont du ressort du Tribunal Administratif de Montpellier.

Pour l'exécution de toutes les clauses des présentes, l'exploitant fait élection de domicile dans les locaux visés par les présentes.

Montpellier, le

L'exploitant,

Pour la Ville,
Madame Le Maire

Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Attributions de subventions à des structures et projets culturels Attribution de subventions et conventions de partenariat Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite encourager, à travers le versement de subventions, des projets culturels ou des structures culturelles portant divers projets sur le territoire de la ville. Les projets ou structures retenus participent de la vitalité artistique de notre ville et valorisent des pans entiers de la culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale, théâtrale, musicale, du livre et des arts plastiques en mettant en place des formes originales de rencontres avec le public.

Offres culturelles (cours, clubs, ateliers ...) ou temps forts (expositions, festivals ...), ces projets participent pleinement à la diversité culturelle de notre cité tout en confortant une dimension économique, sociale et territoriale. La Ville, qui souhaite encourager des projets innovants et créatifs, s'est appuyée pour l'analyse des dossiers sur les points suivants : projet ou structure s'inscrivant dans une dynamique urbaine, mise en œuvre d'une action en direction de tous les publics ou d'un public jeune, originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), adéquation budget/objectifs, participation des autres collectivités aux financements.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux cinq associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 55 000 € au titre de l'exercice 2013. L'association La Méridionale des Spectacles pour laquelle il est proposé d'attribuer 40 000 € a déjà perçu un acompte de 12 000 € par délibération du Conseil Municipal du 17 décembre (N° 2012/ 634). Il restera donc 28 000 € à verser à cette association.

Pour l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 (N° subvention 000 251) il est proposé de passer une convention de partenariat jointe en pièce annexe ainsi que le budget correspondant de 321 545 euros.

CODE ASSOCIATION	NOM ASSOCIATION	NATURE	MONTANT ACCORDE
1781	Regards sur le cinéma algérien	P	2 000 €

5154	C'est Rare Film	P	1 000 €
1879	Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier	P	2 000 €
1071	Université Paul-Valéry Montpellier 3 – Théâtre de la Vignette	F	10 000 €
3519	La Méridionale des Spectacles (Un acompte de 12 000 € a été attribué au Conseil municipal du 17 décembre. Total de l'attribution : 40 000 €)	F	40 000 €
	TOTAL		55 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

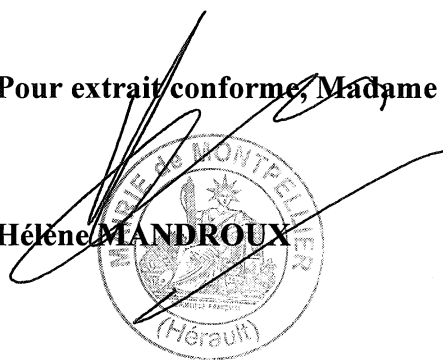
- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement, des conventions types le cas échéant et de la convention de partenariat;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 55 000 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement, les conventions types et la convention de partenariat annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces lettres d'engagement et conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 05 février 2013



Nom et code de la structure : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXXXXXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXXXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
...

La structure bénéficiaire XXXXXXX a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de sa politique en matière de et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXXXX une subvention d'un montant de **XXXXXX euros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4: Le rapport d'activité 2012

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000 €, le versement se fera en trois échéances selon les modalités suivantes :

- Mars 2013 : 50% du montant de la subvention attribuée dès réception des pièces n°1 et n°2.
- Juin 2013 : 30% du montant de la subvention attribuée après réception des pièces n°3 et n°4.
- Octobre 2013 : 20% du montant de la subvention attribuée.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la Ville de Montpellier

A Montpellier, le
Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

la structure : XXXX
Nature de la subvention : XXXXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX

Lettre d'engagement



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Partenariat culturel
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2

Je soussigné(e),....., représentant(e) légal de la structureXXXXX, m'engage à utiliser la subvention de XXXX € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du XXXXXXXXXX conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de la présente lettre dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la structure,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Université Paul Valéry Montpellier III
Théâtre de la Vignette
Budget Prévisionnel 2013


au 29/09/2012

DEPENSES	TOTAL
60. achats	6 188
matériel, équipements et travaux	2 400
matières et fournitures	3 788
achat buvette	-
61. services extérieurs	6 877
locations	1 200
entretien et réparations	
sur biens mobiliers	500
maintenances	
divers	
documentation générale	700
reprographie	3 477
62. autres services extérieurs	130 605
achat spectacles - résidences - co-productions	91 244
personnel extérieur à l'entreprise	
intervenant	498
prestataires extérieurs	17 000
ateliers	-
publicité, publications, relations publiques	
publicité générale	14 290
publicité des spectacles	
catalogues et imprimés	
transports de biens et de personnels en groupe	
déplacements, missions et réceptions	
voyages et déplacements	4 000
prospection artistique et financière	
défraiement artistes	-
frais postaux et télécommunication	3 573
cotisations	
63. charges de personnel	171 515
rémunération du personnel	
salaires permanents	106 882
salaires vacataires+intermittents	28 657
cotisations sociales et prévoyance	35 976
65. autres charges de gestion courante	7 360
droits d'auteur	7 360
autres charges de gestion	
66. charges financières	-
Intérêts moratoires	
68. Dotations aux amortissements	-
bénéfice (report)	
TOTAL DES DEPENSES	321 545

RECETTES	TOTAL
reports	10 000
70. Prestations de services	20 000
billetterie	15 000
produits des activités annexes	5 000
Autres produits	
74. Subventions d'exploitation	284 045
Université Paul Valéry - Activités	35 000
Université Paul Valéry - Salaires	148 045
DRAC LR	61 000
Conseil Général de l'Hérault	10 000
Conseil Régional Languedoc Roussillon	20 000
Mairie de Montpellier	10 000
75. Autres	7 500
réseau en scène	1 500
onda	6 000
autres subventions	
CROUS	-
77. Produits exceptionnels	-
subvention d'investissement virée au résultat	
TOTAL DES RECETTES	321 545

Le directeur,

Frédéric SACARD





CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 04 février 2013.

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire Université Paul-Valéry, Montpellier III, représentée par sa présidente, Madame Anne FRAÏSSE.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

La structure bénéficiaire Université Paul-Valéry, Montpellier III, établissement public à caractère culturel, scientifique et professionnel gère le "Théâtre de la Vignette", service culturel de l'Université. Lieu de diffusion, de formation, de résidence et de création, le Théâtre de la Vignette propose des spectacles valorisant des écritures théâtrales novatrices et contemporaines. Une programmation qui suit deux axes. D'une part les créations d'écoles européennes supérieures de théâtre, d'autre part des spectacles professionnels.

Une programmation qui grâce notamment à une politique tarifaire et des dispositifs de médiation pertinents attire un public large et varié (plus de 6 000 spectateurs par an). Son ancrage territorial en fait un outil pertinent au service d'une politique d'ouverture de l'Université Paul Valéry sur la ville ainsi que d'une politique culturelle tournée vers l'avenir. Considérant que ce lieu contribue au développement de sa politique en matière d'accès à la culture de toutes les populations et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 1 : Objet

L'Université Paul-Valéry, Montpellier III, a sollicité une subvention ? de 10 000 euros pour le fonctionnement du Théâtre de la Vignette, dont le budget s'élève à 321 545 euros.

Considérant que le projet du Théâtre de la Vignette, service culturel de l'Université Montpellier III, contribue au développement de sa politique en matière d'accès à la culture de toutes les populations et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire Université Paul-Valéry, Montpellier III, une subvention de 10 000 euros pour le fonctionnement du Théâtre de La Vignette.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2012 du théâtre de la Vignette certifié par la présidente, accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public.
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2012 ;
- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09. 2013 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2012 – 2013 ;
- Pièce n°6 : le projet artistique pour la première partie de la saison 2013 - 2014.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire Université Montpellier III – Théâtre de la Vignette s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les comptes de l'année 2013 certifiés par la Présidente ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2013 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

Article 6 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,

- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'Université Paul-Valéry

Madame le Maire,

La Présidente

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom et code de la structure : XXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiaire XXXXX a sollicité une subvention de XXXXX euros pour le projet ..

Considérant que le projet de la structure bénéficiairecontribue au développement de sa politique en matière de XXXXXXXX et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXX une subvention d'un montant de **XXXXeuros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Le premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure.
2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :
 - Pièce n°2 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
 - Pièce n°3 : Le rapport d'activité 2012 ;
 - Pièce n°4 : Un rapport final de réalisation du projet ;
 - Pièce n°5 : Un état définitif des recettes et des dépenses afférentes au projet, signé du Président,
 - Pièce n°6 : Un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2012 ;

* un rapport final de réalisation du projet ainsi qu'un état définitif des recettes et dépenses affectées au projet, mettant en évidence l'état de réalisation des projets présentés lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Fonds d'Aide à la Création Musicale Attribution de subventions et conventions de partenariats Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

Afin d'aider des projets musicaux spécifiques, la Ville de Montpellier a décidé, depuis 2009, de mettre en place le Fonds d'Aide à la Création Musicale. Ce Fonds s'adresse à des artistes professionnels ou en voie de professionnalisation, il entend apporter une aide financière à la création de spectacles et à l'enregistrement d'œuvres musicales. Il s'inscrit plus largement dans une volonté d'aider la musique à travers un soutien aux salles de concerts et à la diffusion. Le Fonds d'Aide à la Création Musicale est un dispositif unique dans ces objectifs car il valorise des projets musicaux originaux et créatifs sur des critères artistiques et pas uniquement commerciaux comme c'est souvent le cas dans ce secteur.

Sur 17 dossiers déposés en 2013, 12 ont été retenus. Pour donner au dispositif une force et une cohérence supplémentaire, une collaboration s'est établie depuis la création du dispositif avec « Hérault Musique Danse » afin d'apporter éventuellement aux bénéficiaires des dates de concert sur l'ensemble du département de l'Hérault, notamment à travers le dispositif 34 tours.

L'attribution de ces subventions repose sur une étude spécifique annuelle et les aides proposées ne peuvent être accordées deux années consécutives. Cette aide est par ailleurs cumulable avec les autres subventions des Collectivités Territoriales et de l'État.

Il est proposé dans le cadre du Fonds d'Aide à la Création Musicale d'attribuer une subvention aux douze associations figurant dans le tableau ci-après, pour un montant total de 26 000 euros ; de passer une convention de partenariat distinguant les créations de spectacles musicaux et les enregistrements de CD avec chacune des associations citées dans ce tableau.

Type d'aide	Association	Artiste	Proposition 2013
----------------	-------------	---------	------------------

Création Spectacle	La Cruauthèque	Julien Fortier	2 500 €
Création Spectacle	Cinémusiques	Roberto Tricarri	2 000 €
Création Spectacle	Estampe	J.C. Sirven	2 500 €
Création Spectacle	La Notice de l'Echarpe	Zorozora	3 000 €
Création Spectacle	Dedalus	Dedalus	1 000 €
Création Spectacle	Marvin	Marvin	2 000 €
Création Spectacle	Osmose et muses	Eloïse Alibi	2 500 €
Enregistrement CD	Las Soliles	Iaross	2 000 €
Enregistrement CD	Café du Comptoir	Totum Orchestra	2 500 €
Enregistrement CD	Rime's Shot	Eve's Shot	2 000 €
Enregistrement CD	Pahaska	Vox	2 500 €
Enregistrement CD	Vox Rapido	Safar Project	1 500 €
TOTAL			26 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les deux conventions de partenariat type annexées à la présente délibération ;
- de décider de l'affectation des subventions telle que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions de partenariat types;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville, chapitre 923, nature 6574, ligne de crédit 1596 pour un montant total de 26 000 € ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 05 février 2013



**CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE À LA CRÉATION MUSICALE
Pour la création et l'enregistrement d'un CD**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 04 février 2013.

D'une part,

Et :

L'association.....

Représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le Bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La Ville de Montpellier a mis en place un dispositif dénommé Fonds d'Aide à la Création Musicale – FACM – qui a pour objet de soutenir les projets musicaux émanant de groupes ou d'artistes de Montpellier qui s'inscrivent dans une logique de développement professionnel. Sur seize demandes déposées en 2013, onze ont été retenues.

Article 2 : Bénéficiaire

L'association
a sollicité une subvention deeuros pour un projet de création et d'enregistrement d'un album musical sous forme de CD de l'artiste / du groupe.....

Il est proposé de retenir au titre de la création et de l'enregistrement d'un CD cet (te) artiste / ce groupe pour le FACM 2013.

Considérant que cet (te) artiste / ce groupe contribue au développement de sa politique en matière de culture musicale la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter son soutien financier

Article 3 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à l'association
une subvention d'un montant deeuros, en faveur de l'artiste / du groupe.....pour la création et l'enregistrement d'un CD.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 80% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat relatif à la création et à l'enregistrement du CD ;
- Pièce n°3 : un rapport d'activité présentant les différentes étapes de la création et de l'enregistrement du CD.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association..... s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur le CD enregistré et tous supports de communication relatifs à la promotion de ce CD.
- de fournir trois exemplaires du CD enregistré.

Article 6 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire,

Pour l'association

Le (la) Président(e)

* Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé ». Parapher chaque page.

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »



**CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE A LA CRÉATION MUSICALE
Pour la création d'un spectacle musical**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 04 février 2013.

D'une part,

Et :

L'association.....
représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil
d'Administration ou le Bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La Ville de Montpellier a mis en place un dispositif dénommé Fonds d'Aide à la Création Musicale – FACM – qui a pour objet de soutenir les projets musicaux émanant de groupes ou d'artistes de Montpellier qui s'inscrivent dans une logique de développement professionnel. Sur seize demandes déposées en 2013, onze ont été retenues.

Article 2 : Bénéficiaire

L'association
a sollicité une subvention deeuros pour le projet de création d'un spectacle
musical de l'artiste

Il est proposé de retenir au titre de la création d'un spectacle musical cet / cette artiste au titre du FACM 2013.

Considérant que cet / cette artiste contribue au développement de sa politique en matière de culture musicale la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter son soutien financier.

Article 3 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à l'association
une subvention d'un montant de, en faveur de l'artiste
.....pour la création
d'un spectacle musical.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 80% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) ; ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat relatif à la création du spectacle musical
- Pièce n°3 : un rapport d'activité présentant les différentes étapes de la création du spectacle musical

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association..... s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tout document publié relatif à ce spectacle musical

Article 5 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire,

Pour l'association

Le (la) Président(e)

* Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé ». Parapher chaque page.

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Boutographies 2012

Acquisition de tirages réalisés par Pierre Liebaert, lauréat du Prix du Jury

Philippe SAUREL rapporte :

Depuis la création des Boutographies, rencontres photographiques de Montpellier, la Ville est un partenaire privilégié de cette manifestation.

Le Prix du Jury, créé en 2009, récompense un jeune photographe européen dont la démarche est jugée particulièrement digne d'être encouragée.

Depuis 2010, il a été décidé que la Ville enrichirait sa collection photographique par l'achat de tirages provenant de la série primée.

Le lauréat du Prix du Jury 2012 est Pierre Liebaert. L'acquisition choisie par la Ville de Montpellier porte sur une série de huit tirages d'images issues de sa série primée : *Macquenoise* (huit tirages 30 x 30 cm encadrés, sous verre.)

« A Macquenoise, village belge proche de la frontière française, Pierre Liebaert fait la chronique d'une famille composée d'une mère et de son fils agriculteurs, narration des jours d'une civilisation qui s'éteint doucement au bord de l'Europe, d'un monde aux structures familiales et économiques marginalisées, envers du moderne, du joli, de l'apparaître et de l'aseptisé. Les images contiennent une durée longue et immobile, antérieure aux temps qui refusent l'ennui, l'attente, l'inertie des corps et des paysages.

Dans cet univers de lent silence, de rapports oubliés à la nature et à l'animal, se noue le destin d'êtres dont les accablancements et les désirs ne semblent pas être de notre monde, comme si les solitudes et les résignations y étaient plus profondes que dans nos villes ou nos banlieues. Rien n'est moins sûr. » (Christian Macotta - Directeur artistique des Boutographies.)

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver cette acquisition pour un montant global de 2 500 € TTC,
- D'imputer cette dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 903,
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 05 février 2013



Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Association Maison de la Poésie Attribution de subventions et convention de partenariat Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

L'association La Maison de la Poésie a pour objectif le rayonnement, la diffusion, la valorisation auprès des publics, de *l'expérience et de la création poétiques*, sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montpellier et, plus largement, en Région Languedoc Roussillon.

Membre de la Fédération Européenne des Maisons de la Poésie, elle se doit :

- de créer les synergies nécessaires à la réalisation de ses ambitions entre les différents acteurs de la poésie – créateurs, éditeurs, comédiens, lecteurs et grand public... ;
- de favoriser la diffusion des projets ayant la parole poétique pour centre et raison d'être ;
- de servir de lieu-ressource, de lieu d'accueil et de conseil ;
- de programmer à l'année rencontres, lectures, tables rondes, manifestations contribuant à rendre audible la poésie et à l'inscrire dans la quotidienneté de la vie des Montpelliérains, et au-delà ;
- d'être l'interlocutrice constante, et le relais local, de l'association Printemps des Poètes, et d'assurer la diffusion de ses actions sur Montpellier et sa région ;
- de contribuer à favoriser l'émergence et à rendre visible *toutes les formes de l'activité poétique, des plus classiques aux plus contemporaines*, de les accueillir et valoriser au sein de sa programmation annuelle ;
- de travailler à la sensibilisation des plus jeunes, en particulier en milieu scolaire, à la poésie.

Structure référente en terme de poésie au niveau régional, cette association bénéficie du soutien financier de la totalité des partenaires publics : Centre National du Livre, Région Languedoc-Roussillon, Conseil Général de l'Hérault, Agglomération de Montpellier et, plus fortement encore, de celui de la Ville de Montpellier.

En 2013, l'association La Maison de la Poésie organisera l'édition montpelliéraine de la 15^{ème} manifestation nationale du Printemps des Poètes (9-24 mars 2013) en prenant en charge la pleine responsabilité de l'organisation et de la programmation de l'édition montpelliéraine du Printemps des poètes. La Maison de la Poésie a, pour ce faire, proposé une programmation qui figure en pièce annexe.

La Maison de la Poésie se voit depuis 2010 accueillie à titre gratuit par la Ville de Montpellier, grâce à la mise à disposition de locaux situés Moulin de l'Evêque, 18 avenue du Pirée, mise à disposition dont on peut estimer qu'elle

représente une aide en nature s'élevant à 12 000 euros annuels. Situés à l'entrée de ville, en provenance de l'aéroport, de l'autoroute et des plages, ces locaux contribuent aussi à doter la Maison de la Poésie d'une visibilité exceptionnelle. Pour la mise en œuvre de ses activités l'association Maison de la poésie a demandé 16 000 euros pour le fonctionnement (N° subvention : 000 173) et 10 000 euros pour le Printemps des poètes (N° subvention : 000 174).

Présentation simplifiée du compte de Résultat 2011 et du budget Prévisionnel 2013 de l'association Maison de la Poésie.

Compte de résultat simplifié exercice 2011 et budget prévisionnel 2013					
Charges	CR 2011	BP 2013	Produits	CR 2011	BP 2013
Achats	11 172	3 200	Recettes	3 570	2 000
Services extérieurs	11 782	26 997	Subventions	23 500	56 000
Salaires et charges de personnel	6 483	28 253	Ville	10 000	26 000
Autres charges	125	1 550	Conseil Général	1 000	3 500
Immobilisations	59		Agglomération	3 000	10 000
-----			CNL	3 000	4 000
-----			Région	6 500	10 000
-----			DRAC	0	2 500
-----			Cotisations et autres	990	2 000
			Autres produits	277	
Totaux	29 621	60 000	Totaux	28 337	60 000
-----			Déficit	1 284	

Considérant que les objectifs poursuivis par l'association Maison de la Poésie s'inscrivent pleinement dans la politique de la Ville en matière de diffusion de la poésie, de défense du livre, de l'écrit et de la lecture, il est proposé de lui attribuer deux subventions: 10 000 euros pour son fonctionnement et 5 000 euros pour l'organisation de l'édition montpelliéraine du Printemps des Poètes 2013, et de passer avec l'association une convention de partenariat jointe en annexe. Le budget prévisionnel global de l'association Maison de la Poésie est également joint en annexe.

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
3988	Maison de la Poésie	F	10 000 €
3988	Maison de la Poésie	P	5 000 €
	TOTAL		15 000 €

Crédits inscrits au chapitre 923, nature 6574, ligne de crédit 1596

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constitue une aide en nature et dire que le montant valorisé de cette aide sera ainsi inscrit au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'affectation des deux subventions telles que définies ci-dessus sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant de 15 000 € ;
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 05 février 2013

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 04 février 2013.

D'une part,

Et :

L'association Maison de la Poésie représentée par monsieur Jean Joubert, Président, reconduit par le Conseil d'Administration, le 20 octobre 2010.

D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La défense et la promotion de l'activité poétique sous toutes ses formes, des plus classiques au plus contemporaines, la valorisation de la création montpelliéraine en terme de poésie, la promotion de la lecture auprès de tous les publics, ont toujours été des éléments essentiels de la politique de la Ville en matière de culture.

Ces objectifs sont aussi ceux de l'association Maison de la Poésie. Celle-ci a pour fonction de favoriser la diffusion des projets ayant la parole poétique pour centre et raison d'être ; de servir de lieu-ressource, de lieu d'accueil et de conseil ; de programmer à l'année rencontres, lectures, tables rondes, manifestations contribuant à rendre audible la poésie et à l'inscrire dans la quotidienneté de la vie des Montpelliérains, et au-delà ; d'être l'interlocutrice constante, et le relais local, de l'association Printemps des Poètes, et d'assurer la diffusion de ses actions sur Montpellier et sa région ; de contribuer à favoriser l'émergence et à rendre visible *toutes les formes de l'activité poétique, des plus classiques au plus contemporaines*, de les accueillir et valoriser au sein de sa programmation annuelle ; de travailler à la sensibilisation des plus jeunes, en particulier en milieu scolaire, à la poésie.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles s'établiront les relations entre les partenaires pour l'année 2013, ainsi que les objectifs de la manifestation du Printemps des Poètes et le rôle d'organisation de la Maison de la Poésie.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Maison de la Poésie développe à l'année un certain nombre d'actions : accueil des poètes et tenue de moments de rencontre et d'échange ; mise à disposition d'une bibliothèque ; accueil de lycéens lors d'ateliers ; organisation d'un cycle de lectures poétiques, « Le plaisir du texte » ; organisation de rencontres consacrées à des poètes disparus, « Retrouvailles » ; en lien avec le festival Sonorités, « Expériences » donne à entendre les nouvelles formes de poésie sonore et visuelle ; organisation, en lien avec l'Agglomération et son réseau des médiathèques, de grandes rencontres de poésie. Elle participe d'autre part annuellement à La Comédie du Livre, manifestation organisée par la Ville de Montpellier, en proposant une rencontre autour de la poésie du pays invité.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'association bénéficiaire Maison de la Poésie a sollicité auprès de la Ville une subvention de fonctionnement de 16 000 euros et une subvention de 10 000 euros pour l'organisation de la 15^{ème} édition montpelliéraine du Printemps des Poètes 2013.

Considérant que ces projets contribuent au développement de sa politique culturelle en matière de promotion de la poésie, que le rôle de la Maison de la Poésie est essentiel au bon déroulement du Printemps des Poètes et qu'il présente un fort intérêt local, par sa fonction de lieu d'accueil et de lieu-ressource pour les différents acteurs de la poésie montpelliéraine, la Ville de Montpellier a décidé d'apporter son soutien financier.

Article 2 : Subvention et participation

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à l'association Maison de la Poésie une subvention de fonctionnement de 10 000 euros pour son fonctionnement et une subvention de 5 000 euros dédiée à l'organisation du Printemps des Poètes 2013.

Mise à disposition d'un local : valorisation

La Ville de Montpellier met gracieusement à disposition de l'association Maison de la Poésie des locaux situés Moulin de l'Evêque, 18 avenue du Pirée dont la valeur est estimée à 12 000 euros annuellement. Et l'aide effective de la Ville de Montpellier à la Maison de la Poésie à 27 000 euros par an.

Article 3 : Missions de l'association Maison de la Poésie

Mise en œuvre des activités annuelles de l'association

L'association s'engage à développer à l'année et sur le territoire de la Ville de Montpellier une programmation d'animations et de rencontres valorisant la poésie, essayant de rendre compte de la grande variété de ses formes, associant acteurs montpelliérains, régionaux, nationaux et internationaux de la parole et de la création poétiques.

Elle s'engage à faire vivre le lieu que la Ville lui met à disposition, à continuer à en faire un lieu important de rencontres et de lectures, un lieu d'accueil pour les poètes et les amateurs de poésie, un lieu ressource pour poètes, comédiens et amateurs.

Elle s'engage à fédérer autour d'elle toutes celles et ceux qui, à Montpellier et dans la Région, rendent vivantes l'activité poétique.

Elle s'engage à tisser liens et partenariats, sur l'ensemble du territoire régional, comme au niveau national, avec les festivals, lieux et acteurs de la poésie.

Organisation du Printemps des Poètes

Dans le cadre de l'organisation de l'édition montpelliéraine du Printemps des Poètes, l'association Maison de la Poésie a pour missions :

- de produire une programmation ambitieuse et variée représentant la diversité de la création poétique contemporaine ;
- de veiller à la présence de poètes et comédiens montpelliérains au sein de cette programmation ;

- d'assurer, pendant l'événement, une médiation auprès des différents publics que cet événement touche ;
- d'associer au Printemps des Poètes les différents acteurs culturels (libraires, associations, institutions...) susceptibles d'y participer ;
- de valoriser le soutien de la Ville de Montpellier à l'opération, par le financement qu'elle apporte et le prêt annuel du lieu ;
- d'assurer un rôle de relais et de référent local de l'association Le Printemps des Poètes, qui organise et coordonne la manifestation au plan national

Article 4 : Communication et participation de la Ville

La Ville et l'association s'engagent, pour l'ensemble des activités de la Maison de la Poésie à faire état de leur participation respective sur tout support de communication et dans leurs relations avec les médias.

Tous les documents de communication devront faire apparaître les logos de :

- la Ville de Montpellier
- l'association Maison de la Poésie.

Sur le Printemps des poètes :

Un accompagnement en communication sera apporté par la Ville de Montpellier à l'association Maison de la Poésie dans le cadre de l'organisation du Printemps des Poètes ;

d'autre part, la Ville de Montpellier apportera assistance technique en son et lumière, si nécessaire, à l'association, dans le cadre de l'organisation du Printemps des Poètes.

Article 5 : Modalités de paiement des subventions

A – Versement pour la manifestation « Le Printemps des poètes »

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : Le compte de résultat 2012 certifié par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes, accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public.
- Pièce n°3: Le rapport d'activité 2012 ;
- Pièce n°4 : Un rapport final de réalisation du projet sur la saison 2012 – 2013 ;
- Pièce n°5 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet, justifiées par un état des factures acquittées.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

B – Versement pour le fonctionnement

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera en trois fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Un deuxième versement égal à 30% du montant de la subvention, conditionné par la réception des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes de résultats 2012 certifiés par la présidente, ou le Commissaire aux comptes accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2012.

Le solde de la subvention soit 20% sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09.2013 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2012 – 2013 ;
- Pièce n°6 : le projet pour la première partie de la saison 2013 – 2014.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association Maison de la Poésie s'engage :

- à utiliser les subventions conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2013 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86

Article 7 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 8 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 9 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 10 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention concernant la manifestation n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La subvention concernant le fonctionnement n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,

- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 5 de cette présente convention.

Article 11 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

** Signer et parapher chaque page*

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire,

Pour l'association

Le Président

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Association Maison de la poésie
13, rue des Olivettes
34160 CASTRIES

BUDGET PREVISIONNEL GLOBAL 2013

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
Achats	3 200	Ventes	2 000
Fournitures administratives	500	Prestations animations	2 000
Equipement lieu	2 700		
Services extérieurs	2 900	Subventions	56 000
Sous traitance administrative	1 000		
Assurances	200	Ville de Montpellier	26 000
Documentation	1 700	Conseil général Hérault	3 500
		Agglomération de Montpellier	10 000
Autres services ext.	24 097	Région languedoc-roussillon	10 000
Frais de communication	3 600	DRAC languedoc-roussillon	2 500
Honoraires artistiques + charges	8 852	CNL	4 000
Voyages, déplacements, missions	5 940		
Réceptions	2 880		
Frais postaux et téléphones	2 600		
Services bancaires	225		
Charges de personnel	28 253	Cotisations	2 000
Salaires bruts artistiques + charges	18 030		
Salaires bruts Administration + charges	5 123		
Salaires bruts Coordination + charges	5 100		
Charges diverses de gestion	1 550		
Droits d'auteurs (sacd)	1 550		
Contributions volontaires	12 000	Contributions volontaires	12 000
Mise à disposition locaux	12 000	Participation Ville de Montpellier	12 000
TOTAUX	72 000	TOTAUX	72 000

T. Soulier
J. Hebrard



P. le Président

5/6

128

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Association Cœur de Livres Attribution d'une subvention et convention de partenariat Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

L'Association Cœur de Livres (ancienne « Comédie du livre, Littérature et Bande dessinée ») a pour but de promouvoir le livre et la pratique de la lecture sur le territoire de la ville de Montpellier, de réunir l'ensemble de la librairie indépendante et de lui servir de lieu de réflexion, d'organiser avec ces libraires des actions collectives de valorisation du rôle de ces acteurs essentiels de la chaîne du livre, de permettre la rencontre entre écrivains, professionnels du livre et les publics de la ville.

En 2010 et 2011, lors de la réforme de la manifestation Comédie du Livre entreprise par la Ville et l'association, cette dernière a vu ses objectifs, statuts et composition fortement modifiés : elle accueille désormais l'ensemble des librairies indépendantes, s'est ouverte à d'autres acteurs et professionnels du livre ; ses missions sur la Comédie du Livre ont été recentrées autour la coordination de la librairie indépendante et de ses actions pendant la manifestation, la prise en charge des auteurs invités par chaque libraire et la participation, aux côtés de la Ville de Montpellier organisatrice, à la réflexion sur la programmation générale ; enfin, elle développe désormais à l'année des actions de médiation et de la valorisation de la lecture et du livre sur le territoire de la ville.

Elle est, à ce titre une interlocutrice régulière du Centre National du Livre et de Languedoc-Roussillon Livre et Lecture, future Agence Régionale du Livre, de la Médiathèque départementale, du réseau des médiathèques de l'Agglomération. Elle bénéficie par ailleurs du soutien financier du Centre National du Livre : 20 000 euros en 2012, et de la Région Languedoc-Roussillon : 45 000 euros en 2012.

Dans le cadre d'un partenariat avec la Ville de Montpellier, elle participe à l'organisation et la programmation de la Comédie du Livre.

Cette dernière, organisée par les services de la ville et financée par celle-ci, se donne pour objectif la défense, la valorisation du livre et de la librairie indépendante ; la rencontre entre écrivains et lecteurs montpellierains ; l'organisation de moments de découvertes de toutes les formes que revêt la création littéraire. La 28^{ème} édition se déroulera les 7, 8 et 9 juin 2013 sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle et mettra à l'honneur les littératures contemporaines du Maghreb.

Conformément à ses missions, Cœur de Livres apporte aide, assistance financière et assure un rôle de médiation auprès des librairies indépendantes, afin de permettre la venue d'auteurs pendant la Comédie du Livre et de favoriser ainsi leur rencontre avec les publics de la ville.

L'association Cœur de Livres participe au comité de pilotage et aux différentes réunions de programmation de la manifestation, placés sous l'autorité de la Ville.

Fin 2012 l'association Cœur de Livres a procédé à un recentrage de son activité autour de la valorisation et de la coordination des libraires membres et continue à organiser les rencontres littéraires autour du pays invité. Un nouveau Président a été élu début décembre pour mener à bien cette réorganisation.

Il s'ensuit que la Ville et ses services ont désormais la pleine responsabilité de l'organisation de la manifestation. Ce transfert entraînera de fait pour l'année 2013 une diminution de la subvention habituellement attribuée à Cœur de Livres en contrepartie des charges et activités supplémentaires acquittées par la Ville.

D'autre part, et pour préparer et compléter les trois jours sur la littérature contemporaine et les auteurs invités, l'association Cœur de Livres continue en 2013 à proposer au public montpelliérain, en amont de la manifestation, un cycle de rencontres mensuelles autour des grandes figures du patrimoine littéraire du pays invité : Les Rencontres Littéraires. Ces dernières doivent permettre au public montpelliérain de se familiariser avec les grands auteurs, les grandes œuvres, les courants littéraires qui ont inspiré les auteurs qui sont invités lors de la Comédie du livre. Pour cela, un écrivain, scénariste, dessinateur, poète... français est invité chaque mois à partager la passion et l'intérêt qu'il éprouve pour une grande figure littéraire du pays invité. La forme retenue est celle du dialogue, ou de la table ronde, et la médiation est assurée, pour les littératures du Maghreb, par des enseignants de l'IRIEC (Université Montpellier 3). Les rencontres auront lieu salle Pétrarque, mise à disposition à cette occasion par la Ville à l'association, ce qui correspond à une aide en nature de la Ville à hauteur de 4 800 euros.

Le programme des Rencontres Littéraires du premier semestre 2013, autour des littératures du Maghreb est le suivant :

- Jeudi 17 janvier : *Isabelle Eberhardt* avec **Edmonde Charles-Roux**
- Jeudi 14 février : *Kateb Yacine* avec **Kaoutar Harchi**
- Jeudi 14 mars : *Driss Chraïbi* avec **Yann Venner**
- Jeudi 18 avril : *Mohammed Khaïr-Eddine* avec **Jean-Paul Michel**
- Jeudi 16 mai : *Ibn Khaldoun* avec **Albert Memmi**
- Vendredi 07 juin : *Mohammed Dib* (intervenant à confirmer)

D'autre part, l'association développe à l'année, en concertation avec l'ensemble des librairies indépendantes basées sur le territoire de la ville, ainsi qu'avec des représentants des autres métiers du livre et de lecture publique, une programmation originale permettant la rencontre entre écrivains et publics les plus nombreux et divers possible : rencontres littéraires, actions de médiation auprès du jeune public et des scolaires, valorisation et programme de découverte des métiers et acteurs du livre, week-end de la librairie indépendante, journée de lectures littéraires...

Parce qu'elle juge importante la présence sur son territoire d'une association à même de coordonner les actions des librairies indépendantes et d'impulser avec elles une action collective autour de la présence du livre et de la rencontre entre écrivains et publics, la Ville de Montpellier continue à soutenir l'association *Cœur de Livres* et ses projets. Pour cela elle met gratuitement à disposition de cette association des locaux situés à l'Hôtel de Varennes, 2, place Pétrarque, au premier étage, dont la valeur locative peut-être estimée à 15 000 euros par an.

L'association Cœur de Livres a déposé une demande de subventions : 170 000 euros (N° de subvention 000 246).

Compte de résultat simplifié exercice 2011 et budget prévisionnel 2013					
Charges	CR 2011	BP 2013	Produits	CR 2011	BP 2013
Achats et services	127 110	151 279	Subventions	238 111	260 700
Salaires et Charges de personnel	102 323	109 325	Ville	170 000	170 000
Impôts et Taxes	1 038	500	CNL	20 000	25 000
Charges financières	112		Région	40 000	50 000
Dotations amortissements		500	DRAC	3 000	4 000
-----			Agglomération	0	4 000
-----			Conseil général	0	3 200
-----			Offre culturelle (DRAC/Réus. Educ.)	0	4 500
-----			Consul Suisse et Allemagne	5 111	
-----			Cotisations	830	904
Totaux	230 583	261 104	Totaux	238 941	261 604
Excédent :	8 358				

Considérant que le rôle joué par l'association Cœur de Livres auprès des librairies indépendantes est indispensable à la réussite de la manifestation « La Comédie du Livre » organisée et financée par la Ville, que ce rôle se joue dans le cadre d'un partenariat durable avec la Ville ; considérant aussi son rôle dans la construction collective d'une programmation – Comédie du Livre - qui contribue de manière décisive au rayonnement littéraire de la Ville de Montpellier ; considérant enfin que cette association, par les actions qu'elle porte à l'année sur le territoire de la ville – *Rencontres littéraires, Escapades en librairie, Raconte moi le livre, Lectures de traverse* - contribue fortement à la sensibilisation des publics – jeunes et scolaires en premier lieu – aux métiers du livre, au monde de l'écrit et de la création littéraire ; il est proposé d'attribuer à l'association Cœur de Livres une subvention au titre de l'exercice 2013 de 100 000 euros pour son fonctionnement et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe ainsi que le budget prévisionnel global 2013.

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
1076	Cœur de Livres	F	100 000 €
	TOTAL		100 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent une aide en nature et dire que le montant valorisé de cette aide sera ainsi inscrit au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'attribution et de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 100 000 €;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 05 février 2013

FICHE SIGNALÉTIQUE DE LA STRUCTURE

Budget Prévisionnel global 2013

Dépenses = Recettes (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

CHARGES	N-1	prévisionnel
ACHATS	1 553 €	1 400 €
Fournitures	805 €	1 000 €
Petits matériels - Mobilier	548 €	800 €
Achats : (décor, signalétique)	0 €	0 €
Autres : informatique, bureautique	0 €	0 €
SERVICES EXTERIEURS	138 140 €	140 877 €
Sous traitance composition et publication	11 753 €	13 814 €
Supports de communication	11 753 €	13 878 €
Administratif (papier à lettre)	0 €	136 €
Entretien, réparations et maintenance	411 €	400 €
Locations	932 €	1 250 €
location matériel pour action	812 €	1 130 €
site internet	120 €	120 €
Assurances	979 €	970 €
multimédia annuelle, resp.civile	979 €	970 €
Documentation (abon., livres,...)	2 828 €	3 350 €
Electre	859 €	850 €
Livres Hebdo	390 €	390 €
Achats livres	1 286 €	2 110 €
Autres : routage et courses	0 €	0 €
Honoraires (professions libérales)	10 000 €	10 000 €
Expert Comptable et gestion de pole	5 000 €	5 000 €
Commissaire aux comptes	5 000 €	5 000 €
Prestations des intervenants	23 163 €	22 400 €
Publicité, publication, communication	8 950 €	8 688 €
Frais de réception (comédie du livre)	2 828 €	3 300 €
Frais de PTT	400 €	400 €
Frais de téléphone	2 300 €	2 300 €
ligne fixe + adsl	1 300 €	1 300 €
abonnement portable	1 000 €	1 000 €
Frais déplacement salariés	1 668 €	1 700 €
Hôtels	33 651 €	33 900 €
Restaurants	1 488 €	1 688 €
Voyages et déplacements	35 747 €	35 500 €
Services bancaires	1 200 €	520 €
IMPOTS ET TAXES	1 454 €	500 €
Taxe sur les salaires	0 €	0 €
Formation continue	1 654 €	800 €
CHARGES DE PERSONNEL	10 293 €	109 325 €
Salaires et traitements charges comprises	81 041 €	105 300 €
Salariés permanents	81 041 €	105 300 €
renfort comédie du livre - stagiaires	15 352 €	4 025 €
AUTRES CHARGES DE GESTION	1 €	2 €
Pertes sur créances	0 €	0 €
Autres	1 €	2 €
CHARGES FINANCIERES	0 €	0 €
intérêts des emprunts (agios...)	0 €	0 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0 €	0 €
sur opération de gestion	0 €	0 €
DOTATION AUX AMORTIS. PROVISION	893 €	500 €
TOTAL des CHARGES	236 634 €	261 604 €

PRODUITS	N-1	Prévisionnel
SUBVENTIONS	232 800 €	260 700 €
Etat	25 000 €	29 000 €
CHL	22 000 €	25 000 €
DRAC	3 000 €	4 000 €
Collectivités territoriales	207 000 €	231 700 €
Ville de Montpellier	162 000 €	174 500 €
Fonctionnement		170 000 €
Projet (service de la réussite éducative)		4 500 €
Appellation de Montpellier	0 €	4 000 €
Département de l'Hérault	0 €	3 200 €
Région LR	45 000 €	50 000 €
Autres partenaires	0 €	0 €
AUTRES PRODUITS DE GESTION	800 €	804 €
Cotisations des membres	800 €	804 €
TOTAL des PRODUITS	232 800 €	261 604 €

Association Cœur de Livres

Budget prévisionnel 2013

Nom et signature du Président*

Obligatoire Delphine VANHEE,

Nom et signature du Trésorier

Obligatoire Delphine VANHEE,



* : Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 04 février 2013.

D'une part,

Et :

L'association Cœur de Livres représentée par monsieur Serge Bourjea, Président élu par l'Assemblée générale extraordinaire du 04 décembre 2012.

D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La défense du livre et de son économie ; la découverte des littératures du monde et des auteurs français et étrangers ; la défense des librairies indépendantes en tant que médiateurs indispensables du livre auprès des publics ; la promotion de la lecture auprès de tous les publics, ont toujours été des éléments essentiels de la politique de la Ville en matière de culture.

Ces objectifs sont aussi poursuivis par l'association Cœur de Livres. Celle-ci coordonne à l'année l'action des librairies indépendantes sur des projets collectifs, participe à ce titre à La Comédie du Livre, manifestation organisée par la Ville de Montpellier dont elle est le principal partenaire et pour laquelle elle assure la venue et l'accueil des auteurs invités des libraires, réalise enfin toute l'année durant, et sur le territoire de la ville, des actions de médiation, de promotion et de la valorisation du livre et de la lecture auprès des différents publics de la ville.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles s'établiront les relations entre les partenaires pour la saison 2013, ainsi que lors de la prochaine édition de la manifestation Comédie du Livre qui aura lieu les 7, 8 et 9 juin 2013.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Cœur de Livres développe à l'année un certains nombres d'actions orientées selon six axes :

- la réflexion, la coordination et la valorisation des actions de la librairie indépendante montpelliéraine, avec organisation d'un week-end culturel et littéraire en librairie : les Escapades en librairie ;
- la coordination des actions, des propositions et de la présence des libraires sur la manifestation La Comédie du Livre ;
- la réflexion aux côtés de la Ville de Montpellier, organisatrice de l'événement, à la programmation et l'évolution de la Comédie du Livre ;

- l'organisation d'un cycle de rencontres mensuelles explorant l'histoire de la littérature du pays invité de l'édition annuelle de la Comédie du Livre, Les Rencontres Littéraires ;
- la valorisation de la lecture publique de textes littéraires, par l'organisation d'Au cœur des lectures ;
- la sensibilisation des plus jeunes aux métiers, acteurs et enjeux du livre et de la lecture, par l'opération Raconte-moi le Livre.

Dans le cadre de son activité annuelle, l'association Cœur de Livres invente, réalise et met en place des outils favorisant la rencontre entre écrivains, acteurs du livres de la ville et publics de la ville. Elle assure la coordination entre les différents libraires indépendants dans le but de construire une programmation annuelle et collective. Elle crée les outils de la médiation indispensable autour des acteurs et des lieux du livre, à destination de ceux qui n'y ont pas d'habitude accès.

Pour la mise en œuvre de ces actions, la structure bénéficiaire Cœur de Livres a sollicité une subvention de fonctionnement de 170 000 euros.

Considérant que ces projets contribuent au développement de sa politique culturelle en matière de promotion du livre, de la lecture et de la création littéraire, que le rôle de Cœur de Livres est essentiel au bon déroulement de La Comédie du Livre et qu'il présente un fort intérêt local, par sa capacité à aider ces acteurs fragiles et indispensables de la vie culturelle que sont les librairies indépendantes, la Ville de Montpellier a décidé d'apporter son soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire association Cœur de Livres une subvention de 100 000 euros pour le fonctionnement.

Article 3 : Valorisation

Mise à disposition d'un local

La Ville de Montpellier met à disposition de la structure bénéficiaire Cœur de Livres les locaux situés au premier étage de l'Hôtel de Varennes, 2, place Pétrarque. Elle met d'autre part à disposition la salle Pétrarque, pour la tenue des Rencontres littéraires mensuelles.

On peut estimer la valeur de la mise à disposition du local de l'Hôtel de Varennes à 15 000 euros l'an. Et la mise à disposition gracieuse de la salle Pétrarque pour huit soirées par an, représente une subvention en nature de 4 800 euros.

Article 4 : Participation de l'association Cœur de Livres à la Comédie du Livre

Désignation des représentants de l'association

Serge Bourjea en tant que Président et Laurence Patri en tant que directrice représentent l'association dans le cadre du comité de pilotage et des différentes réunions de programmation de la manifestation « La Comédie du Livre ».

Mise en œuvre des activités de l'association

Dans le cadre de la manifestation annuelle La Comédie du Livre, organisée et financée par la Ville de Montpellier, l'association Cœur de Livres assume les missions suivantes :

- Aide, assistance et rôle de médiation auprès des librairies indépendantes participant à la manifestation aboutissant à la prise en charge totale ou partielle de la venue d'auteurs, à la répartition équitable de ceux-ci sur les stands d'exposants. Animation d'une réflexion collective sur l'action des libraires au cœur de la manifestation. Proposition d'une programmation valorisant les auteurs invités des libraires en collaboration avec les services de la Ville de Montpellier.
- Coordination de l'espace sur stand accordé par la Ville de Montpellier aux libraires membres : répartition des espaces, aide et assistance à la tenue des stands et à l'exposition des livres et auteurs sur stand. L'association a ainsi pour mission de s'assurer que chaque librairie valorise

au mieux l'espace qui lui est accordé 1) en assurant le meilleur accueil de chacun des auteurs invités et en accordant à chacun un espace de 2m linéaires ; 2) en faisant en sorte d'animer l'espace qui lui est accordé, en décorant le stand, en lui donnant une identité visuelle qui corresponde à l'identité de la librairie ; 3) en assurant une présentation propre et avenante des ouvrages des auteurs invités.

- Participation active, à travers les personnes de son Président, Serge Bourjea, et de sa directrice, Laurence Patri, au comité de pilotage et différentes réunions de programmation mis en place par la Ville de Montpellier et placée sous son autorité. Proposition d'évolution et de développement possible de la manifestation auprès de la Ville.
- Participation active de l'association Cœur de Livres au sein du personnel d'accueil et d'encadrement les trois jours de la manifestation, et tenue d'un bureau d'accueil des auteurs invités des librairies membres.

Article 5 : Communication

Communication

Un accompagnement en communication sera apporté par la Ville de Montpellier à l'association Cœur de Livres dans le cadre de sa participation à la Comédie du Livre, ainsi que dans le cadre plus large de ses actions annuelles.

D'autre part, la Ville de Montpellier met à la disposition de l'association un espace au sein de son stand sur la manifestation, espace clairement identifié, et servant de bureau d'accueil des auteurs invités des libraires.

La Ville et l'association s'engagent, pour l'ensemble des activités à faire état de leur participation respective sur tout support de communication et dans leurs relations avec les médias.

Tous les documents de communication devront faire apparaître les logos de :

- la Ville de Montpellier ;
- l'association Cœur de Livres.

Article 6 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que le RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2012 certifié par la présidente, ou le Commissaire aux comptes accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2012.
- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09. 2013 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2012 – 2013 ;
- Pièce n° 6 : le projet pour la première partie de la saison 2013 – 2014.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 7 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire association Cœur de Livres s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2013 ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86

Article 8 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 9 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 10 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 11 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- la subvention concernant le fonctionnement n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 6 de cette présente convention.

Article 12 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire,

Pour L'association

Le Président

*Signer et parapher chaque page

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Association Grain d'Image Attribution d'une subvention et convention de partenariat Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

Depuis 13 ans, l'association Grain d'Image organise des rencontres photographiques mettant en valeur la jeune création. Ce festival « *Les boutographies- Rencontres Photographiques de Montpellier* » a lieu chaque année à Montpellier pendant 15 jours et touche environ 12 000 spectateurs. Cette année la manifestation aura lieu du 2 au 17 mars 2013.

La Ville de Montpellier soutient la manifestation à travers l'attribution de subventions et la mise à disposition de locaux prestigieux dont, cette année encore, le Pavillon Populaire. Par ailleurs, depuis 2010, la Ville achète, pour un montant de 2 500 euros, une sélection d'images choisies dans la série lauréate du Prix du Jury qui récompense un photographe européen émergent. De cette façon, la Ville de Montpellier enrichit sa collection photographique par l'achat d'œuvres, entériné dans les détails par une délibération soumise au Conseil Municipal suivant la remise du prix.

Il convient également de rappeler que depuis 2011, la Ville de Montpellier met à disposition de l'association un local, situé en rez-de-chaussée du 9 de la rue Colbert, qui sert de bureaux et de lieu d'exposition, soutenant ainsi l'association dans des activités plus régulières. Cette mise à disposition correspond à une aide en nature de 1 798€.

Pour la manifestation 2013, la Ville met à disposition de l'association le Pavillon Populaire, la salle St Ravy et une salle de la Maison des Relations Internationales pour des durées variables et des usages différents : exposition, lecture de portfolio, remise de prix.

Pour la réalisation de ce festival l'association Grain d'Image a sollicité une subvention de 44 000 euros (N° de dossier 000 177).

Présentation simplifiée du compte de Résultat 2011 et du budget Prévisionnel 2013
de l'association Grain d'Image

Compte de résultat simplifié exercice 2011 et budget prévisionnel 2013					
Charges	2011	2013	produits	2011	2013
Achats et services extérieurs	22 981	50 320	Recettes	9 601	14 720
Salaires et charges	13 653	12 400	Subventions	26 930	48 000
Impôts et Taxes	102	-	Ville	20 000	44 000
Charges diverses de gestion	815	-	Agglomération	0	4 000
Dotations amortissements	1 153	-	CIU CAE	6 930	-
Charges financ. et excep.	1 341	-	Autres produits	414	-
-----	-	-	Produits financ. et excep.	302	-
-----	-	-	Transferts de charges	700	-
Total	40 045	62 720	Total	37 947	62 720
			Déficit	2 098	

Considérant que les objectifs poursuivis par l'association Grain d'Image s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle de la Ville en matière de développement des arts visuels et plus particulièrement en matière de présentation de photographes contemporains et de soutien aux artistes émergents il est proposé d'attribuer une subvention d'un montant de 20 000 € pour le festival « *Les boutographies- Rencontres Photographiques de Montpellier* ».

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
4081	Grain d'Image	P	20 000 €
		Total	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

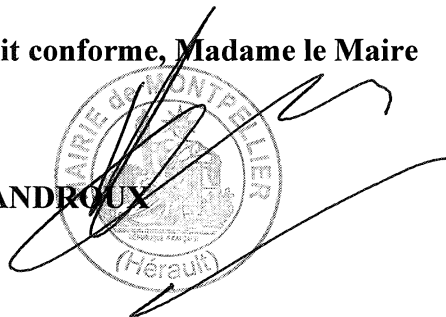
- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération,
- d'approuver les mises à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous-réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 20 000 € ;
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 05 février 2013





CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE À LA CRÉATION MUSICALE Pour la création et l'enregistrement d'un CD

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 04 février 2013.

D'une part,

Et :

L'association.....

Représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le Bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La Ville de Montpellier a mis en place un dispositif dénommé Fonds d'Aide à la Création Musicale – FACM – qui a pour objet de soutenir les projets musicaux émanant de groupes ou d'artistes de Montpellier qui s'inscrivent dans une logique de développement professionnel. Sur seize demandes déposées en 2013, onze ont été retenues.

Article 2 : Bénéficiaire

L'association
a sollicité une subvention deeuros pour un projet de création et d'enregistrement d'un album musical sous forme de CD de l'artiste / du groupe.....

Il est proposé de retenir au titre de la création et de l'enregistrement d'un CD cet (te) artiste / ce groupe pour le FACM 2013.

Considérant que cet (te) artiste / ce groupe contribue au développement de sa politique en matière de culture musicale la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter son soutien financier

Article 3 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à l'association
une subvention d'un montant deeuros, en faveur de l'artiste / du groupe.....pour la création et l'enregistrement d'un CD.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 80% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat relatif à la création et à l'enregistrement du CD ;
- Pièce n°3 : un rapport d'activité présentant les différentes étapes de la création et de l'enregistrement du CD.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association..... s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur le CD enregistré et tous supports de communication relatifs à la promotion de ce CD.
- de fournir trois exemplaires du CD enregistré.

Article 6 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire,

Pour l'association

Le (la) Président(e)

* Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé ». Parapher chaque page.

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »



**CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE A LA CRÉATION MUSICALE
Pour la création d'un spectacle musical**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 04 février 2013.

D'une part,

Et :

L'association.....
représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil
d'Administration ou le Bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La Ville de Montpellier a mis en place un dispositif dénommé Fonds d'Aide à la Création Musicale – FACM – qui a pour objet de soutenir les projets musicaux émanant de groupes ou d'artistes de Montpellier qui s'inscrivent dans une logique de développement professionnel. Sur seize demandes déposées en 2013, onze ont été retenues.

Article 2 : Bénéficiaire

L'association
a sollicité une subvention deeuros pour le projet de création d'un spectacle musical de l'artiste

Il est proposé de retenir au titre de la création d'un spectacle musical cet / cette artiste au titre du FACM 2013.

Considérant que cet / cette artiste contribue au développement de sa politique en matière de culture musicale la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter son soutien financier.

Article 3 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à l'association
une subvention d'un montant de, en faveur de l'artiste
.....pour la création
d'un spectacle musical.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 80% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) ; ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat relatif à la création du spectacle musical
- Pièce n°3 : un rapport d'activité présentant les différentes étapes de la création du spectacle musical

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association..... s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tout document publié relatif à ce spectacle musical

Article 5 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire,

Pour l'association

Le (la) Président(e)

* Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé ». Parapher chaque page.

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Association Compagnie Adesso e Sempre Attribution de subventions et convention de partenariat Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

La Compagnie Adesso e Sempre est particulièrement créative et très active sur Montpellier. Elle interroge le monde et invente des territoires artistiques nouveaux. Reconnue par la presse généraliste et spécialisée pour son travail original tant dans les mises en scène et les sujets qu'elle aborde, elle diffuse ses productions sur l'ensemble du territoire français.

L'association Adesso e Sempre propose depuis 2009 un festival hors normes dénommé « Hybrides » dont la ligne de fond consiste à bousculer notre perception de la réalité. Donner à voir autrement l'actualité en utilisant le théâtre comme contre-média. En faisant du théâtre documentaire et vidéo un art dramatique.

La 5^{ème} édition du festival Hybrides qui se déroulera du 06 au 13 avril se construira, comme les années précédentes sur la relation au public. Au texte elle mêlera la musique, les arts numériques, la danse. L'aventure sensible sera tout au long de la saison le fil tendu entre les partenaires du festival et le public. Elle cherchera à susciter un regard critique de la part du spectateur. D'autres propositions verront le jour comme par exemple un journal quotidien sur l'actualité du festival écrit par les spectateurs. Des débats publics avec les artistes auront lieu.

Le festival entend faire de Montpellier et sa région en une destination indispensable pour les professionnels du spectacle vivant et du théâtre documentaire. Prendre pied dans des réseaux nationaux et internationaux est pour le festival Hybride le moyen de faire connaître et donc de soutenir les artistes régionaux et leurs équipes en les coproduisant ou en diffusant leur pièce et ainsi leur permettre une meilleure visibilité. Le festival se produira dans une dizaine de lieux artistiques de la Ville comme par exemple La Chapelle-Gély, le Théâtre Jean Vilar, Kawenga, cinéma Diagonal, Domaine d'Ô etc...

Autant de réflexions, de propositions artistiques novatrices pour lesquelles le soutien de la Ville de Montpellier permettra aux compagnies et aux artistes émergents ou confirmés d'exprimer dans les meilleures conditions leurs talents, leur créativité et leur originalité.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'association Cie Adesso e Sempré a sollicité une subvention de fonctionnement de 15 000 euros (N° subvention : 000 349) et une subvention pour un projet de 40 000 euros (N° de subvention : 000 351).

**Présentation simplifiée du compte de Résultat 2011 et du budget Prévisionnel 2013
de l'association Cie Adesso e Sempré.**

Compte de résultat simplifié exercice 2011 et budget prévisionnel 2013					
Charges	CR 2011	BP 2013	Produits	CR 2011	BP 2013
Achats et services extérieurs	147 920	133 198	Ventes	186 671	128 752
Salaires et charges	199 250	145 168	Subventions	168 613	164 000
Impôts et taxes	5 566	1 435	DRAC	60 000	60 000
Autres charges	5 591	4 474	Ville	42 000	55 000
Charges financ. et excep.	1 775	597	Région	33 000	29 000
Dotations aux amortissements	6 514	7 880	Agglo	0	10 000
-----	--	--	Conseil Général	10 000	10 000
-----	--	--	Subventions N-1	23 613	.
			Autres produits	5 611	
-----	--	--	Produits financ. et excep.	1 509	
Total	366 616	292 752	Total	362 404	292 752
			Déficit :	4 212	

Il est proposé d'attribuer à la Compagnie Adesso e Sempré une subvention de 30 000 euros pour la réalisation du festival « Hybride » et d'attribuer une subvention de 12 000 euros pour son fonctionnement au titre de l'exercice 2013 et de passer avec l'association une convention de partenariat, jointe en pièce annexe. Le budget prévisionnel de cette manifestation est également joint en pièce annexe.

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
4812	Compagnie Adesso e Sempré	P	30 000 €
4812	Compagnie Adesso e Sempré	F	12 000 €
		TOTAL	42 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence nous vous demandons :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 42 000 € ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 05 février 2013



CONVENTION DE PARTENARIAT

"Les boutographies – Rencontres photographiques de Montpellier"

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 04 février 2013 ;

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire Association *Grain d'Image* représentée par Peter Wass, Président, reconduit par le Conseil d'Administration le 04 mars 2010.

D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La structure bénéficiaire Association *Grain d'Image*, créée en 2001, a pour objectif de piloter collectivement des projets autour de la photographie, de fonder une dynamique d'échange culturel sans frontière et de promouvoir l'art photographique.

Ces objectifs se traduisent par deux projets principaux : « Les Boutographies - Rencontres Photographique de Montpellier » depuis 2001 et l'espace Le Mur Rouge lieu ouvert en 2011, espace d'expositions photographiques accueillant quatre expositions par an.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles s'établiront les relations entre les partenaires dans le cadre du projet « Les Boutographies - Rencontres Photographique de Montpellier »

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire organise depuis 2001 (initialement dans le quartier Boutonnet), une manifestation dédiée à la photographie contemporaine. Cette manifestation se déroule depuis 2008 dans différents lieux d'expositions du centre historique de la ville de Montpellier. Elles contribuent à la promotion des jeunes photographes européens en lançant chaque année un appel à participation. Un jury de professionnels sélectionne 15 dossiers destinés à être exposés en fonction de la singularité de la démarche de l'auteur. Les rencontres 2013 sont prévues du **2 au 17 mars**.

Pour la mise en œuvre de cette opération, la structure bénéficiaire *Grain d'Image* a sollicité une subvention de 44 000 euros. Le budget de ces rencontres photographiques se monte à 62 720 euros. (Voir pièce annexe)

Considérant que ces projets contribuent au développement de sa politique culturelle en matière de présentation de photographes contemporains et qu'il présente également un intérêt local, notamment en accompagnant les talents émergents, la Ville de Montpellier a décidé d'apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire Grain d'Image une subvention d'un montant de 20 000 euros qui sont consacrées aux « Boutographies - Rencontres Photographique de Montpellier ».

Article 3 : Participation de la Ville

Mise à disposition du Pavillon Populaire et de la Galerie Saint Ravy

La Ville de Montpellier mettra à disposition pour la durée de la manifestation l'ensemble de l'équipement du Pavillon Populaire **du 20 février au 18 mars 2013**, période intégrant l'installation et le décrochage de l'exposition.

Référent

La responsable du service des lieux d'art et d'histoire, Madeline Faure, est le référent désigné par la Ville de Montpellier pour la coordination de toute la manifestation au Pavillon Populaire.

Mise à disposition de personnel d'accueil et de surveillance pour le Pavillon populaire

La Ville de Montpellier s'engage pour pendant toute la durée de l'exposition à assurer un accueil du public et un gardiennage des œuvres, dans la mesure de ses possibilités de service et uniquement pour le site du Pavillon Populaire (soit du mardi au dimanche, de 10h à 13h et de 14h à 18h.)

Autorisation de permanences pour le Pavillon Populaire

La Ville autorise l'association à maintenir des permanences au Pavillon Populaire du mardi au dimanche de 13h à 14h ainsi que de 18h à 19h, les lundis 4, 11 et 18 mars de 10h à 19h et les jeudis 7 et 14 mars de 19h à 21h pour deux nocturnes.

Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy

La Galerie Saint-Ravy est, quant à elle, mise à disposition du 26 février au 19 mars 2013, accrochage et décrochage compris. Dans cette galerie les expositions se dérouleront du 2 au 17 mars 2013 également.

Référent

Dominique Thévenot, en tant que chargé de mission arts plastiques est le référent spécifique pour l'organisation de la manifestation à la Galerie Saint-Ravy.

Utilisation et horaires d'ouverture de la galerie Saint-Ravy

Un règlement intérieur spécifique à la salle Saint Ravy est fourni en annexe. Il devra être signé par le président de l'association Grain d'image.

La Galerie Saint Ravy étant un lieu habituellement prêté à des artistes et associations, la mise à disposition de personnel n'est pas assurée. L'accueil du public et la surveillance des lieux est entièrement à la charge de l'association selon les horaires convenus 10h-19h, du lundi au dimanche.

Toutefois ces horaires peuvent être aménagés par l'association Grain d'image sous condition d'en informer le public par un panneau affiché sur la porte d'entrée.

Mise à disposition de la Maison des Relations Internationales et de Martin Luther King

La Ville de Montpellier mettra à disposition une salle de la Maison des Relations Internationales le samedi 2 mars à 19h pour la remise des prix des Boutographies avec vin d'honneur et le lundi 4 mars pour une conférence de 19h à 22h. Une salle l'espace Martin Luther King sera également mis à disposition pour la lecture de Porte-folio de 15h à 18h

Mise à disposition d'un local pour l'association

Depuis 2010, la ville de Montpellier met à disposition de l'association le rez-de-chaussée du local situé 9, rue Joachim Colbert dans l'Ecusson. Ce local sert à l'association de bureau à l'année et de lieu d'exposition et représente une aide en nature de 1 789 euros.

Acquisition d'œuvres issues de la série lauréate du Prix du Jury

La Ville de Montpellier s'engage à acquérir, comme elle le fait depuis 2010 et pour un montant forfaitaire de 2 500 euros, une sélection d'images choisies dans la série lauréate du Prix du Jury qui récompense un photographe européen émergent. De cette façon, la Ville de Montpellier enrichit sa collection photographique par l'achat d'œuvres, entériné dans les détails par une délibération soumise au Conseil Municipal suivant la remise du prix. Le choix se fait en lien avec l'association Grain d'Image et il est soumis à validation de l'Adjoint délégué à la culture avant présentation à l'assemblée délibérante.

Article 4 : Participation de l'association Grain d'Image

Désignation du coordinateur du projet.

Peter Wass en tant que président de l'association est le coordinateur de l'association pour l'exposition au Pavillon Populaire et à la salle Saint Ravy il est l'interlocuteur principal de la Ville sur le projet.

L'association assurera la mise en œuvre des rencontres : programmation, frais d'exploitation, frais de communication, frais de fonctionnement et d'installations techniques.

Sécurité et surveillance

L'association s'engage, pendant toute la durée de l'exposition et de son installation, à assurer un gardiennage permanent des œuvres à la galerie Saint Ravy selon les horaires d'ouverture de la salle et au Pavillon Populaire, selon les horaires de permanences précisés à l'article 3.

Transport et assurance

L'association se charge du transport aller et retour des œuvres photographiques, en assume les frais et s'oblige à disposer de moyens de transport adaptés.

L'association s'engage à assurer les expositions clou à clou afin de couvrir les dommages, pertes ou vols des œuvres qui surviendraient pendant les transports, l'encadrement, les montages ou les démontages, ou les présentations des expositions pendant la durée totale de l'opération, montages et démontages compris. Elle fournira ainsi, en amont de la manifestation, une attestation d'assurance en bonne et due forme à la Ville de Montpellier pour les expositions présentées au Pavillon Populaire et à la Galerie Saint-Ravy.

Communication – invitations.

L'association s'engage à produire et installer les signalétiques intérieures des expositions (cartels, textes...) ainsi qu'à assurer la bonne médiatisation de la manifestation en anticipant sa communication : dossier de presse avec l'édito de Madame Le Maire, conférence et visite de presse ainsi que vernissage en présence du Maire ou de son Adjoint délégué (vernissage prévu le samedi 2 mars à 11h)

Article 5 : Constat d'état

Un constat d'état sera établi à l'arrivée et au départ des œuvres en présence du référent de la Ville. La Ville de Montpellier avertira immédiatement l'association de tout dommage constaté sur l'exposition et le confirmera 24 heures au plus tard par lettre recommandée. Les dégâts seront estimés par l'association ou un expert mandaté par l'association.

Article 6 : Promotion et communication

La Ville et l'association s'engagent, pour les opérations citées dans la présente convention, à faire état de leur participation respective sur tout support de communication et dans leurs relations avec les médias.

Tous les documents de communication devront faire apparaître les logos de :

- La Ville de Montpellier
- L'association Grain d'image

Tous les documents de communication doivent impérativement être soumis à la validation des référents désignés par la Direction de la Culture et du Patrimoine avant toute diffusion.

Article 7 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 80% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : Le compte de résultat 2012 certifié par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes, accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public.
- Pièce n°3 : Le rapport d'activité 2012 ;
- Pièce n°4 : Un rapport final de réalisation du projet sur la saison 2012 – 2013 ;
- Pièce n°5 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet, justifiées par un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 8 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire association Grain d'Image s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2013 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

Article 9 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 10 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 11 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 12 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 7 de cette présente convention.

Article 14 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

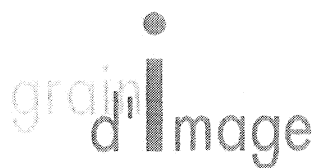
Madame le Maire,

Le Président

**Parapher chaque page*

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »



Les Boutographies
 Espace Le Mur rouge
 Balade(s) parcours photographique
 Dossier suivi par Arnaud Laroche
 Tel: 09 54 48 07 46
 9 rue Joachim Colbert
 34000 Montpellier
 @ : contact@boutographies.com
 Web : www.boutographies.com

Budget prévisionnel Boutographies 2013

PRODUITS D'EXPLOITATION		RECETTES
Ventes de marchandises		
	Reste Boutographies 2012	1000
	Partenariat	2000
	Adhésion	470
	Inscription cours photo	1000
	Inscription Boutographies	7000
	Inscription workshops	500
	Vente de catalogues	100
	Vente de marchandises	1150
	Prestations	1500
	Total ventes de marchandises	14720

Subventions d'exploitation		
	Mairie de Montpellier	44000
	Agglomération de Montpellier	4000
	Total subventions d'exploitation	48000
Total des produits d'exploitation		62720

CHARGES D'EXPLOITATION		DEPENSES	Total par poste
Achats de marchandises			
	Administratif		-3490
	Fournitures administratives	-800	
	Prime d'assurance	-250	
	Affranchissement	-250	
	Téléphone Internet	-650	
	Edf	-850	
	Loyer	-40	
	Frais divers	-350	
	Frais de Banque	-300	
	Communication et signalétique		-15500
	Signalétique sur lieu d'exposition	-3500	
	Signalétique urbaine	-2000	
	Publicité dans presse	-3000	
	Impression support de communication	-7000	

153

Prestations		-11550
Affichage	-3000	
Diffusion (flyer/programme)	-1000	
Comptable	-750	
Projectionniste	-300	
PAO (catalogue/support de com)	-2500	
Graphiste	-500	
Site internet	-1500	
Intervenants (cours/écoles)	-2000	
Exposition		-4000
Confection salle d'exposition	0	
Confection exposition extérieurs	-4000	
Logistique		-4000
Transport des œuvres	-4000	
Presse		-450
Achat presse	-450	
Prix		-1000
Prix du Jury	-1000	
Soirée de projection		-800
Soirée 1	-300	
Soirée 2	-300	
Soirée Sauramps	-200	
Réception		-2200
Buffets, Repas d'accueil	-2200	
Repas		-350
Repas Arles	-200	
Repas divers	-150	
Hôtel/nuitées		-4750
Jury	-500	
Photographes	-2500	
Arles	-600	
Rome	-350	
Paris	-600	
Bruxelles	-200	
Déplacement		-2230
Prix Exchange	-450	
Jury/Lecteurs/Invités	-1150	
Rome (Fotoleggendo)	-300	
Paris (Mois de la photo)	-250	
Bruxelles (Fotofever)	-80	
Total Achats de marchandises		-50320

Charges de personnel			
Salaires			-11200
Permanent (prorata 7 mois)	-7700		
Charges	-3500		
Stages			-1200
Stagiaire (3 mois)	-1200		
Total charges de personnel			-12400
Total charges d'exploitation			-62720

RESULTAT	0
-----------------	----------

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Association La Vista - Théâtre de la méditerranée Attribution de subventions et convention de partenariat Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

Depuis treize ans l'association La Vista - Théâtre de la méditerranée, porte la même ambition : être un lieu ouvert à la diversité culturelle, à tous les publics, être un tremplin unique pour la création et la diffusion de spectacles vivants, un lieu de résidence d'artistes, d'accueil des écoles, de collaborations étroites avec les Maisons Pour Tous du quartier, et au-delà, un centre de découverte du spectacle et de son univers. Ce lieu est accessible aux montpelliérains et en particulier aux habitants du quartier Figuerolles dans lequel le théâtre est implanté.

Sur la saison 2011/2012, le théâtre a accueilli 17 747 spectateurs, pour les spectacles tout publics et jeune public dont 2 652 spectateurs sur le « Pass Vista ».

Ce lieu totalement intégré dans la friche artistique de la cour Vergne, contribue par sa programmation et ses actions à tisser un lien indispensable entre les habitants et les artistes. Désirant proposer à un large public l'accès à ses spectacles, le théâtre La Vista développe également à travers le « Pass Vista » une politique tarifaire exemplaire, un véritable projet d'insertion par la culture visant à créer du lien entre le théâtre, les artistes et les habitants des quartiers sensibles à travers trente-quatre structures socio-éducatives. Ainsi grâce à la carte Vista les habitants peuvent voir un spectacle pour 2 € seulement.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'association La Vista – Théâtre de la Méditerranée a sollicité une subvention de 60 000 euros en fonctionnement (N° subvention 000 130) et une subvention de 15 000 euros en projet (N° subvention 000 077).

Présentation simplifiée du compte de Résultat 2011 et du budget Prévisionnel 2013 de l'association La Vista, théâtre de la Méditerranée

Compte de résultat simplifié exercice 2011 et budget prévisionnel 2013					
Charges	2011	2013	produits	2011	2013
Achats et services extérieurs	68 815	115 700	Recettes	63 718	97 650

Salaires et charges	165 690	170 500	Subventions	166 840	161 500
Impôts et Taxes	4 562	1 700	DRAC et Préfecture	25 480	25 500
Dotations amortissements		14 200	Ville	71 360	75 000
Charges diverses de gestion	44 770		Région LR	35 000	35 000
Dotations immobilières	17 578		Conseil Général	35 000	26 000
-----			Produits financ. et excep.	15 885	11 550
-----			Transferts de charges	49 490	31 400
Total	301 415	302 100	Total	295 933	302 100
			Déficit	5 480	

Considérant que les objectifs poursuivis par La Vista - Théâtre de la Méditerranée s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle de la Ville il est proposé d'attribuer à cette association une subvention de 50 000 euros pour son fonctionnement et de 15 000 euros pour le dispositif « Pass Vista » et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe, avec la dite association. Le budget étant également joint en annexe.

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
4472	La Vista - Théâtre de la Méditerranée	F	50 000 €
4472	La Vista - Théâtre de la Méditerranée	P	15 000 €
		TOTAL	65 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération,
- de décider de l'affectation des subventions telle que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 en fonctionnement pour un montant de 65 000 €.
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 05 février 2013



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant es qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 04 février 2013.

D'une part

Et :

L'association Compagnie Adesso e Sempre représentée par Madame Josette PAPINI, Présidente, agissant en vertu d'une délibération d'assemblée en date du 23 septembre 2010.

D'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Compagnie Adesso e Sempre poursuit les buts suivants : « Fonder et gérer une Compagnie de théâtrale ayant pour but la promotion, l'organisation de spectacles et la production de films vidéo et multimédia ». Elle sollicite une subvention de 15 000 euros pour son fonctionnement et une subvention de 40 000 euros pour l'organisation du 5^{ème} Festival « Hybrides ». Le budget prévisionnel de l'association s'élève à 292 752 euros.

Considérant que les actions de l'association Compagnie Adesso e Sempre contribuent au développement de la politique culturelle de la Ville en matière de soutien et promotion du théâtre, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier pour la réalisation de cette action.

Des actions qui :

- Valorisent le croisement des arts du théâtre, de la danse, de la vidéo, de la musique, du cirque ;
- Invite le public à découvrir des créations questionnant le rapport au réel à travers le théâtre documentaire ;
- Investit fortement le territoire de la ville en proposant ses spectacles dans de nombreux lieux dédiés ou non au spectacle vivant : Chapelle Gély, Théâtre Jean Vilar, Espace Kawenga, Trioletto, Salle3, Cinéma Diagonal, Domaine d'Ô ;
- Donnent une grande visibilité à des compagnies, locales, nationales et internationales ;
- Proposent une tarification accessible à un public jeune ;

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à l'association Compagnie Adesso e Sempre une subvention d'un montant de 30 000 euros pour la 5^{ème} édition du festival Hybrides et une subvention de 12 000 euros pour son fonctionnement.

Article 3 : Modalités de paiement des subventions

A – Versement pour la manifestation : 5^{ème} festival Hybrides.

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2012 certifié par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes, accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2012 ;
- Pièce n°4 : un rapport final de réalisation du projet sur la saison 2012 – 2013 ;
- Pièce n°5 : un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet, justifiées par un état des factures acquittées.

B – Versement pour le fonctionnement

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera en trois fois ;

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Un deuxième versement égal à 30% du montant de la subvention, conditionné par la réception des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes de résultats 2012 certifiés par la présidente, ou le Commissaire aux comptes accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2012.

Le solde de la subvention soit 20% sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09.2013 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2012 – 2013 ;
- Pièce n°6 : le projet pour la première partie de la saison 2013 – 2014.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association association Cie Adesso e Sempre s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2013 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86

Article 5 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 6 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- la subvention concernant la manifestation n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- la subvention concernant le fonctionnement n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- l'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 7 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, et il sera procédé à la restitution des sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'Association

Madame Le Maire

La Présidente

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

FICHE SIGNALÉTIQUE DE LA STRUCTURE

Adesso e Sempre

Budget Prévisionnel global 2013

Dépenses = Recettes (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	MONTANT (en euros)	RECETTES	MONTANT (en euros)
60 – Achat		70 – Ventes de produits finis, prestations de services	
- achats d'études et de prestations de services	56335€	- Billetterie	9060€
- achats non stockés de matières et fournitures		- marchandises	111718€
- fournitures non stockables (eau, énergie)	702€	- prestations de services	
- fournitures administratives	406€	- produits des activités annexes	
- autres fournitures	9712€		
61 – Services extérieurs		74 – Subventions d'exploitation (ou de fonctionnement)	
- sous-traitance générale	4867€	- Etat (détailler)	
- locations mobilières et immobilières	17370€	DRAC L-R	60000€
- entretien et réparation			
- assurances	1196€	- Région :	29000€
- documentation	174€		
- divers			
62 – Autres services extérieurs		- Ville de Montpellier :	
- rémunération intermédiaires et honoraires	5230€	Fonctionnement	15000€
- publicités, publications	15305€	Projet	40000€
- déplacements, missions et réceptions	15826€		
- frais postaux et de télécommunication	4849€	- Fonds européens	
- services bancaires	1121€	- Conseil Général	10000€
- divers	105€	- Agglomération	10000€
		- Autre :	
64 – Charges de personnel	145168€		
63 – Impôts et taxes		75 – Autres produits de gestion courante	
- Impôts et taxes sur rémunération	784€	- Cotisations	60€
- autres impôts et taxes	651€	- Autres	7914€
65 – Autres charges de gestion courante	4474€	76 – Produits financiers	
66 – Charges financières	597€	77 – Produits exceptionnels	
		- sur opérations de gestion	
67 – Charges exceptionnelles		- sur exercices antérieurs	
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements	7880€	78 – Reprise sur amortissements et provisions	
TOTAL DEPENSES	292752€	TOTAL RECETTES	292752€

Nom et signature du Président* *Papini Dorville*

Obligatoire

Papini

Nom et signature du Trésorier *Dard Paschal*

Obligatoire

Dard



* : Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Tournage du court-métrage *Le Fils* Convention de partenariat avec Fulldawa Productions

Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération du 8 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a décidé de créer un Bureau d'Accueil de Tournage dont le rôle principal est de centraliser et coordonner les besoins d'une production, compte tenu de l'intérêt que présente l'accueil de tournages.

La société de Fulldawa Productions représentée par Avi AMAR a pour projet de tourner un court métrage entre le 18 février et le 24 février 2013. Ce projet, intitulé *Le fils* va être réalisé par Subarna Thapa, auteur du scénario original.

Conformément à la délibération du 8 novembre 2010, la convention jointe en annexe précise les modalités d'accueil de ce tournage sur le territoire de la Ville que devra respecter la production. A l'issue du tournage, le bilan des diverses exonérations fera l'objet d'une valorisation. Une information à ce titre sera présentée ultérieurement au Conseil municipal.

Compte tenu de la volonté de la Ville de favoriser l'accueil de tournages sur son territoire et de contribuer ainsi, en outre, au soutien à l'emploi et à l'activité économique, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention jointe en annexe ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 05 février 2013



CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET FULLDAWA PRODUCTIONS

Entre :

La ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 04/02/2013 ;

d'une part,

Et :

La structure bénéficiaire Full Dawa productions, représentée par Boris MENDZA située au 12 rue Lamarck 75018 PARIS, Président ou par toute autre personne dûment habilitée à cet effet.

d'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La structure bénéficiaire Full Dawa production est une société de production cinématographique indépendante.

Full Dawa productions prépare actuellement le tournage d'un court métrage intitulée « fils », dont la réalisation a été confiée à Subarna THAPA d'après un scénario original de Subarna THAPA.

Les dates retenues pour le tournage s'étalent sur 6 jours du 18 au 23 février 2013.

La production sera présente sur le territoire de la Ville du 11 février 2013 au 25 février 2013 pendant la période de préparation, de tournage, de démontage et de remise en état des lieux.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles s'établiront les relations entre les partenaires.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Participation de la Ville

Pour la mise en œuvre de ce tournage, la société Full Dawa productions sollicite le soutien de la ville de Montpellier. Considérant que ce projet s'inscrit pleinement dans sa politique en matière d'accueil de tournage, la ville de Montpellier décide de soutenir fortement le tournage.

Accueil de la production

La ville de Montpellier s'engage à faciliter les contacts entre la production et des acteurs clés de la Ville et à organiser selon les besoins des réunions de travail entre la production

(directeur de production, scénaristes...) et les Directions de la Ville concernées par le projet au sein des Départements Action Solidaire, Proximité, Equipements et Services, Modernisation, Urbanisme et Aménagement afin de favoriser des logiques opérationnelles transversales.

La ville de Montpellier s'engage à aider aux repérages pour des lieux de tournages, des locaux pour la logistique ou les décors.

Tournage

La ville de Montpellier s'engage à délivrer les autorisations nécessaires pour l'occupation de l'espace public (arrêtés d'occupation du domaine public, de circulation et de stationnement selon besoins décrits par la production y compris les arrêtés relatifs à la sonorisation). Ces besoins feront l'objet de demandes écrites par la production et, selon les nécessités, de visites sur site des agents du Bureau d'Accueil de Tournage et d'autres services concernés (voirie, police municipale, ...).

La production aura l'entière liberté des prises de vues télévisuelles, photographies et enregistrements réalisés par tous moyens et sous toutes formes. La Ville lui accorde l'autorisation de reproduire et représenter sur tout support connu ou inconnu à ce jour pour le monde entier et pour la durée d'exploitation et ce à compter de la signature des présentes, qu'il s'agisse d'utilisations commerciales ou non commerciales, les séquences filmées des lieux dont la Ville serait propriétaire.

Mise à disposition de locaux et de mobilier

La ville de Montpellier met à disposition une salle à la maison pour tous Voltaire pour des castings selon les contraintes calendaires (dates callées : le jeudi 10 et le jeudi 17 janvier).

La Ville met à disposition les anciens locaux des syndicats, d'une superficie d'environ 100 m² situé au rez de chaussée de l'ancien l'hôtel de ville, du 15 février au 26 février 2013, pour la mise en place de bureau de production, régie, mise en scène et décoration ainsi que 4 places de parking attenant à ce local situé 1 place Francis Ponge, à titre gratuit conformément à la délibération du 08/11/2010.

La production pourra installer dans les locaux tout le matériel et moyens techniques nécessaires, matériel qui restera sous l'entière responsabilité de la production. La production s'engage à remettre le site en l'état après son utilisation.

Article 2 : Obligations par la société de production

Précautions,

La production s'engage à prendre en charge les frais encourus concernant la sécurité intrusion et incendie de ces parties du bâtiment (ex : installation d'extincteurs).

La production s'engage à fournir les attestations d'assurance correspondantes (voir en annexe).

La société de production s'engage à porter une attention particulière à l'information des riverains, commerçants et entreprises susceptibles d'être gênés par les contraintes occasionnées par le tournage (entrée et sortie d'immeuble, stationnements). Elle délivrera donc toutes les informations nécessaires (affiches d'information concernant les dates de tournage) et cherchera par la concertation toutes les solutions pouvant limiter ces contraintes.

La production s'engage à limiter le bruit au maximum, surtout lors du montage tôt le matin ou d'un démontage tardif. Les tournages, montages et démontages de nuit (entre 22h et 07h) devront faire l'objet d'une information préalable aux riverains, commerçants et entreprises locales.

La production s'engage à respecter les lieux utilisés et à les remettre en état.

La production doit également s'engager à respecter la propreté des rues et des sites adjacents (ex : mise à disposition de benne à la charge de la production).

Occupation de locaux et tournage

La production prendra directement en charge le coût des interventions dans les locaux mis à disposition ou sur l'espace public réalisées par des entreprises spécialisées adjudicataires de la Ville.

La production s'engage à ne pas modifier les horaires et les lieux de tournage sans avoir prévenu les représentants de la collectivité et les riverains concernés.

Communication pendant le tournage

La production s'engage à autoriser des visites de tournages et des rencontres avec certains membres de l'équipe (réalisateur, comédiens ...). Selon le plan de travail de la production, ces visites, coordonnées par le Bureau d'Accueil de Tournage, associeront des élus et seront susceptibles d'être médiatisées. Pourront également être associées des groupes de jeunes ou autres.

La production s'engage à autoriser la présence du photographe des services de la Ville de Montpellier et l'autorise à utiliser ses clichés dans le cadre des journaux municipaux d'informations et/ou dans les documents de communication futurs relatifs au Bureau d'Accueil de Tournage (site web, plaquette de tournage ...), sous réserve de l'accord préalable et écrit de la production concernant les droits à l'image notamment des comédiens.

Communication pendant la diffusion

La production s'engage à associer la Ville à des opérations publiques qui seront préparées en réunion de concertation avec le Bureau d'Accueil des Tournages et la Direction Communication de la ville.

La production s'engage à remercier la Ville de Montpellier au générique de fin du court métrage « fils ».

Article 3 : Informations complémentaires éventuelles

Afin de respecter les engagements pris par la production, la Ville s'engage à conserver strictement confidentiel toutes les informations dont elle aura pu avoir connaissance et dont elle aura connaissance dans le cadre de ce partenariat, sauf accord préalable et écrit de la production.

Article 4 : Réalisation et exploitation

La conclusion de la présente convention n'entraîne pas, pour la production, d'obligation de résultat, mais seulement l'obligation d'effectuer toutes démarches utiles et conformes aux usages de la profession pour parvenir à l'exploitation du court métrage.

Aussi, la ville est expressément informée que les décisions de programmation par les organismes diffuseurs n'étant pas du ressort de la production. La Ville ne pourra donc agir contre la production en cas de non diffusion.

Article 5 : Informations complémentaires éventuelles

Toutes précisions seront annexées à la présente convention.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Full Dawa Production

Pour la Ville de Montpellier

Boris MENDZA
Gérant

Madame le Maire
ou l'Adjoint délégué

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

MONTPELLIER GRAND CŒUR

Opération programmée d'amélioration de l'habitat

Attribution de subventions

Christian BOUILLE rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

Synd 1 rue Roudil sous couvert de synd SOGICO (parties communes)	4.000,00 €
Mlle LABORD Véronique, 1 rue Roudil (propriétaire occupant)	2.352,00 €
Mme ARNAUD Yvette, 1 rue Roudil (propriétaire occupant)	2.839,00 €
- Copro Père Fabre sous couvert de synd SOGICO, 19 rue Père Fabre (parties communes)	998,57 €
- A.B.L.SARL 14 rue Chaptal (parties communes)	1.119,96
- Synd copro 61 bis cours Gambetta chez cabinet Claude VERGE (parties communes)	2.951,05 €
Total :	14.260,58 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 14.260,58 € correspondant aux 6 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 05/02/2013

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

MONTPELLIER GRAND COEUR

Opérations d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées

Approbation d'avenants aux conventions des opérations dans les secteurs Gambetta-Figuerolles-Nord Ecusson (de 2010 à 2015) et St Guilhem-Laissac-Sud Comédie (de 2012 à 2017)

Christian BOUILLE rapporte :

Dans un objectif de développement durable et de mixité sociale, l'opération 'Montpellier Grand Cœur' est un programme ambitieux de requalification du centre ancien qui vise à réhabiliter l'habitat, les rez-de-chaussée commerciaux, le patrimoine historique et les espaces publics. La Ville intervient ainsi de manière cohérente afin de créer des conditions favorables pour ancrer le centre ancien, et en particulier ses territoires les plus fragiles, dans une dynamique pérenne de développement urbain.

Dans ce cadre, pour soutenir la réhabilitation du parc privé immobilier dégradé du centre ancien, la Ville a mis en œuvre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées dans les secteurs Gambetta, Figuerolles et Nord-Ecusson de 2010 à 2015 (délibérations du Conseil municipal n° 2010/ 216 en date du 14 juin 2010 et n°2011/207 en date du 09 mai 2011) et dans les secteurs St Guilhem-Laissac-Sud Comédie de 2012 à 2017 (délibération du Conseil municipal n° 2012/185 en date du 29 mai 2012). Par ces délibérations, le Conseil municipal de la Ville a approuvé pour chaque dispositif d'OPAH une convention de mise en œuvre en partenariat avec l'Agence nationale de l'habitat (Anah) et Montpellier Agglomération, compétent en matière d'aides à la pierre, ainsi que le règlement attributif des subventions municipales associé.

Les thématiques prioritaires de ces deux OPAH, définies par la Ville et ses partenaires, sont :

- la lutte contre l'habitat indigne,
- le maintien des propriétaires occupants aux revenus modestes et notamment l'adaptation des logements en faveur de l'autonomie de la personne,
- la mise aux normes des copropriétés dégradées,

- la lutte contre la précarité énergétique.

Toutefois, le bilan partagé par la Ville et ses partenaires réunis au sein du Comité de pilotage de ces deux OPAH à l'automne 2012 fait ressortir que le dispositif de subventionnement actuel n'est pas suffisamment incitatif pour accompagner la réhabilitation des logements locatifs, notamment à loyer conventionné intermédiaire.

D'un commun accord, la Ville, l'Anah et Montpellier Agglomération confirment les thématiques prioritaires mais ont souhaité recibler leurs aides comme suit :

- OPAH de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées du secteur Gambetta, Figuerolles et Nord-Ecusson (2010-2015) :
- Reciblage d'une partie des aides en faveur des propriétaires bailleurs qui réalisent des travaux lourds pour des logements « en Lutte contre l'habitat indigne (LHI) ou très dégradés » de réhabilitation de logements dégradés vers l'aide à la réhabilitation de logements les plus dégradés, et qui s'engagent à appliquer un loyer plafonné, par convention avec l'Anah. L'objectif évolue ainsi de 40 à 50 logements indignes ou très dégradés à réhabiliter, répartis en 15 logements avec un plafond de loyer après travaux de niveau 'intermédiaire' et 35 logements à loyers plafonnés de niveau 'social' (précédemment répartis en 5 logements à loyers maîtrisés 'intermédiaires' et 35 logements à loyers maîtrisés 'social' ou 'très social'). De manière inhérente, l'objectif de réhabilitation de la catégorie de logements dégradés diminue de 20 à 10, pour des loyers de niveau 'intermédiaire' après travaux ;
- Nouvelle répartition entre les catégories d'immeubles sur l'objectif total et maintenu de 43 parties communes de copropriétés identifiées comme les plus dégradées à réhabiliter : précédemment 25 en copropriétés dégradées et 18 sortie d'insalubrité et aujourd'hui 38 en copropriétés dégradées et 5 en sortie d'insalubrité. En effet, la réhabilitation des parties communes d'immeubles touchés par l'insalubrité, dispositif très complexe, est principalement traitée par des opérations de restauration complète d'immeubles par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), l'opérateur missionné par la Ville dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur pour intervenir en matière de restructuration et de requalification immobilière. En outre, soutenir la réhabilitation des copropriétés les plus dégradées permet d'inciter les propriétaires à engager la réhabilitation des logements.

Les aides réservées aux propriétaires occupants et les primes complémentaires (en faveur des économies d'énergie, de sortie de vacance ou de travaux dans les parties communes) demeurent identiques.

Ce nouveau dispositif en faveur de la lutte contre l'habitat très dégradé induit une augmentation des participations financières de l'Anah et de Montpellier Agglomération: pour l'Anah, le montant prévisionnel des subventions évolue de 2 862 106€ à 3 051 810€, celui de Montpellier Agglomération évolue 343 900€ à 393 900€. La participation de 30 000€ du Conseil général de l'Hérault n'est plus mobilisable pour la production de logement à loyer plafonné après travaux de niveau 'très social', qui est regroupée avec la production de logements réhabilités à loyer après travaux de niveau 'social'.

La participation de la Ville passe de 477 000€ à 504 000€.

- OPAH de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées du secteur St Guilhem-Laissac-Sud Comédie (2012-2017):
- Majoration et reciblage d'une partie des aides en faveur des propriétaires bailleurs qui réalisent des travaux lourds de réhabilitation de logements dégradés vers l'aide à la réhabilitation de logements les plus dégradés, et qui s'engagent à appliquer un loyer plafonné, par convention avec l'Anah. L'objectif évolue ainsi de 12 à 22 logements indignes ou très dégradés à réhabiliter, répartis en 12 logements avec un plafond de loyer après travaux de niveau 'intermédiaire' et 10 logements à loyers plafonnés de niveau 'social' (précédemment répartis en 2 logements à loyers maîtrisés 'intermédiaires' et 10 logements à loyers maîtrisés 'social'). En conséquences, l'objectif de réhabilitation de la catégorie de logements dégradés diminue de 15 à 5, pour des loyers de niveau 'intermédiaire' après travaux.

Les aides réservées aux propriétaires occupants et les primes complémentaires (en faveur des économies d'énergie, de sortie de vacance ou de travaux dans les parties communes) demeurent identiques.

Cette réorientation du dispositif induit également une modification des participations financières de l'Anah et de Montpellier Agglomération: pour l'Anah, le montant prévisionnel des subventions augmente de 1 351 744€ à 1 566 568€ et celui de Montpellier Agglomération augmente de 194 000€ à 218 000€.

La participation de la Ville passe de 394 000€ à 349 000€.

Les plafonds de subventionnement de la Ville pour les travaux dans les parties communes des copropriétés dégradées (article 3.1 des règlements attributifs de subvention) est homogénéisé avec le plafond des aides pour la réalisation de travaux de mise aux normes dans les parties communes des immeubles (article 3.4 et 3.6 respectivement des règlements attributifs de subvention des OPAH RU St Guilhem-Laissac-Sud Comédie et Gambetta, Figuerolles et Nord-Ecusson)

Ainsi les plafonds de 5000€ et 7000€, respectivement pour les OPAH RU St Guilhem-Laissac-Sud Comédie et Gambetta, Figuerolles et Nord-Ecusson sont ramenés à 4000€.

Les règlements respectifs attributifs des subventions municipales sont modifiés en conséquence.

Globalement pour les 2 OPAH RU, les modifications n'augmentent pas la participation financière de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'approuver le projet d'avenant n°2 et ses annexes à la convention de l'OPAH de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées 'Gambetta-Figuerolles et Nord Ecusson' (2010-2015) , joint en annexe ;
- d'approuver le projet d'avenant n° 1 et ses annexes à la convention de l'OPAH de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées 'St Guilhem-Laissac-Sud Comédie' (2012-2017), joint en annexe ;
- d'approuver les modifications des règlements attributifs de subvention afférents, joints en annexe ;
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 05/02/2013

PROJET



**VILLE DE MONTPELLIER
MONTPELLIER GRAND COEUR**

**OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT
DE RENOUVELLEMENT URBAIN
ET DE COPROPRIETES DEGRADEES**

Gambetta – Figuerolles / Nord Ecusson

2010 – 2015

AVENANT n°2



ENTRE :

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX, ou son représentant habilité par délibération

D'une part,

ET

La Communauté d'agglomération de Montpellier, par délégation de l'**Agence Nationale de l'Habitat** (ANAH) représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre MOURE, dûment habilité par délibération n°10785 du Conseil d'Agglomération du 29 mars 2012,

D'autre part,

ET

La Communauté d'agglomération de Montpellier, représentée par son Vice-président, délégué dans le domaine « Politique de Ville, Logement, Habitat », Monsieur Hervé MARTIN, dûment habilité par délibération n°..... du Conseil d'Agglomération du,

D'autre part.

Vu le code de la Construction et de l'Habitation,

Vu le décret n° 2012-447 du 2 avril 2012 relatif au règlement des aides du fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART) ;

Vu le Règlement Général de l'Agence Nationale de l'Habitat

Vu la délibération n°..... du Conseil d'Agglomération du, autorisant son Président ou le Vice-président délégué dans le domaine " Politique de la Ville, Logement, Habitat " à signer le présent avenant,

Vu la convention d'OPAH RU et de copropriétés dégradées Gambetta Figuerolles / Nord Ecusson, en date du 31 août 2010,

Vu l'avenant n°1 à la convention d'OPAH RU et de copropriétés dégradées Gambetta Figuerolles / Nord Ecusson, en date du 15 juillet 2011,

Vu la convention de délégation de compétence du 29 juin 2009 et ses avenants, conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Etat,

Vu la convention de gestion des aides à l'amélioration de l'habitat, conclue entre l'Agence Nationale de l'Habitat et la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 30 avril 2012 et ses avenants,

Le Programme d'Actions Local de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'année 2012, approuvé par arrêté de son Président, en date du 16 juillet 2012 ;

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 20 décembre 2012.

PREAMBULE

La Ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'ANAH ont mis en œuvre une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et de copropriétés dégradées dénommée Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson.

Ce dispositif est entré en vigueur le 31 août 2010, pour une durée de 5 ans.

Pour rappel, l'avenant n°1 conclu entre les partenaires faisait suite, d'une part, à la réforme de l'ANAH du 22 septembre 2010 et, d'autre part, à la mise en œuvre du programme « Habiter Mieux ».

Suite au bilan réalisé après 2 ans d'activités, les partenaires décident la mise en œuvre d'un avenant n°2 qui permettra le recalage de certains objectifs et subventions qui y sont liées.

L'objet de cet avenant est de mieux prendre en compte les travaux lourds de Lutte contre l'habitat Indigne (LHI) et de traitement des logements « très dégradés » conventionnés à loyer intermédiaire après travaux. Les objectifs relatifs à ces types d'interventions sont revus à la hausse ; de manière inhérente, les objectifs de réhabilitation des logements « dégradés » sont diminués d'autant.

Par ailleurs, il apparaît que les objectifs de sortie de l'insalubrité de parties communes ne sont pas réalisables faute de potentiel, alors que le dispositif prévu pour les copropriétés dites « dégradées » est davantage opérant. Les objectifs correspondants sont donc réévalués en conséquence.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 – MODIFICATION DES OBJECTIFS QUALITATIFS ET QUANTITATIFS DE L'OPAH DE RENOUVELLEMENT URBAIN ET DE COPROPRIETES DEGRADEES

Le paragraphe 3.2 intitulé « *Les objectifs quantitatifs* » est modifié comme suit :

L'opération vise à atteindre sur 5 ans les objectifs quantitatifs suivants :

- **79 logements locatifs** privés réhabilités ou acquis et améliorés dont :
 - o 25 logements réhabilités au titre de la lutte contre l'habitat indigne (LHI) dont 15 en travaux lourds
 - o 35 logements «très dégradés »;
 - o 19 logements faisant l'objet de procédures RSD, dégradés, de transformation d'usage ou d'autonomie ;
- Ces 79 logements auront un **loyer maîtrisé après travaux** et seront conventionnés comme suit :
 - o 44 en loyer conventionnés intermédiaire après travaux
 - o 35 en loyer conventionné social, après travaux
 - o 35 logements vacants remis en location après travaux
- **100 logements locatifs privés** seront réhabilités ou acquis et améliorés, avec un **loyer libre après travaux et sans financement dans le cadre de la présente OPAH**
- **62 logements** réhabilités ou acquis et améliorés par des **propriétaires occupants** modestes, répartis de la façon suivante :
 - o 30 logements occupés par des propriétaires à ressources modestes / plafonds majorés
 - o 32 logements occupés par des propriétaires à ressources modestes et très modestes, Et dont notamment,
 - o 7 logements réhabilités au titre de la lutte contre l'habitat indigne (LHI) dont 2 faisant l'objet de « travaux lourds »
 - o 3 logements « très dégradés » faisant l'objet de « travaux lourds »
 - o 10 logements faisant l'objet de travaux pour l'autonomie de la personne
 - o 12 faisant l'objet de travaux d'amélioration « autres »
- 20 logements de propriétaires occupants faisant l'objet de travaux d'économie d'énergie ouvrant droit à une Aide de Solidarité Ecologique

Parties communes :

- 38 parties communes d'immeubles assimilés à des copropriétés dégradées seront traitées.
- 5 parties communes d'immeubles seront traitées en sortie d'insalubrité.
- 58 parties communes ne relevant ni de la copropriété dégradée ni de l'insalubrité seront traitées.

Soit un objectif d'amélioration de 241 logements et 101 parties communes de copropriétés fragilisées.

ARTICLE 2 – MODIFICATION DES INTERVENTIONS PUBLIQUES DE LA VILLE DE MONTPELLIER

L'article 4 intitulé « *Les interventions publiques de la Ville de Montpellier* » est modifié comme suit :

La Ville de Montpellier a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour dynamiser le commerce dans le cadre de cette opération. Cette convention avait initialement une durée de 10 ans (2003/2013).

La convention avait été approuvée par délibération du conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1^{er} août 2003.

La Ville de Montpellier a décidé la prolongation de la concession d'aménagement jusqu'au 30 juin 2017. La convention a été approuvée par délibération du conseil municipal le 26 mars 2012 et notifiée le 8 juin 2012.

ARTICLE 3 – MODIFICATION DES FINANCEMENTS DE L'ACTION D'AMELIORATION DE L'HABITAT

Dans les engagements de la Ville de Montpellier :

Modification de l'article 5.1.2. intitulé « *Aide aux syndicats des copropriétaires pour les parties communes des immeubles relevant des copropriétés dégradées* » comme suit :

Mettre en place, dans la limite de ses dotations budgétaires, une prime aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux sur les parties communes des immeubles relevant de la « copropriété dégradée ».

Cette aide est de 30% du montant des travaux, sera plafonnée à 4 000€ par copropriété et viendra en complément des aides de l'ANAH.

L'objectif quantitatif est de traiter 38 immeubles, soit un fonds annuel à réserver de 30 400 euros pendant 5 ans.

Dans les engagements de La Communauté d'agglomération de Montpellier :

Modification de l'article 5.2.2 intitulé « *Aide complémentaire pour les logements locatifs à loyer maîtrisé* » comme suit :

Les aides cumulées attribuées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier ne pourront excéder 40% de la dépense subventionnée par logement et 10 000 € par logement.

Dans ce même paragraphe l'article 5.2.2 intitulé « Aide complémentaire pour les logements locatifs à loyer maîtrisé » est modifié comme suit :

Attribuer en complément des aides de l'ANAH, une prime réduction de loyer, dans la limite de ses disponibilités budgétaires, aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer un loyer conventionné intermédiaire ou social.

- Loyer social : l'aide apportée aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer un loyer conventionné social s'élève à 100€/m² dans la limite de 4 000 euros de subvention par logement. L'objectif quantitatif est de traiter 35 logements soit un fonds annuel à réserver de 28 000 euros en moyenne pendant 5 ans.

- Loyer intermédiaire : l'aide apportée aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer un loyer conventionné intermédiaire s'élève :
 - o à 100€/m² dans la limite de 4 000 euros de subvention par logement pour des travaux lourds relevant de la Lutte contre l'Habitat Indigne LHI ou le traitement des logements « très dégradés »,
 - o A 50€/m² dans la limite de 2 000 euros de subvention par logement pour tous les autres types de travaux.
- L'objectif quantitatif est de traiter 44 logements soit un fonds annuel à réserver de 23 600 euros pendant 5 ans.

Dans les engagements de l'ANAH et par délégation la Communauté d'agglomération de Montpellier :

Modification de l'article 5.3.3.intitulé « Aide aux propriétaires bailleurs » est modifié comme suit :

- Accorder prioritairement ses aides, dans la limite des dotations budgétaires, et réserver pour cela une enveloppe de 1 048 289 euros, pour l'amélioration de 79 logements locatifs.

L'échéancier prévisionnel de consommation de ces crédits est le suivant :

2010	2011	2012	2013	2014	2015
206 467€	34 909€	351 950€	189 566€	189 566€	75 831 €

- Accorder prioritairement ses aides, dans la limite des dotations budgétaires, et réserver pour cela une enveloppe de 140 000 euros, pour l'attribution d'une prime de réduction de loyer pour les propriétaires bailleurs réalisant des « travaux lourds » et s'engageant à appliquer un loyer conventionné social.

L'échéancier prévisionnel de consommation de ces crédits est le suivant :

2010	2011	2012	2013	2014	2015
-	25 000€	28 000€	36 250€	36 250€	14 500€

Modification de l'article 5.3.4 intitulé « Aide aux syndicats des copropriétaires » comme suit :

- Accorder prioritairement ses aides, dans la limite des dotations budgétaires, et réserver pour cela une enveloppe de 259 123 euros, pour le traitement des parties communes d'immeubles relevant de l'insalubrité.

L'échéancier prévisionnel de consommation de ces crédits est le suivant :

2010	2011	2012	2013	2014	2015
-	-	-	52 000€	104 000€	103 123€

- Dans le cadre du volet « copropriétés dégradées », accorder prioritairement ses aides, dans la limite des dotations budgétaires, et réserver pour cela une enveloppe de 1 378 536 euros, pour le traitement des parties communes d'immeubles relevant de la copropriété dégradée.

L'échéancier prévisionnel de consommation de ces crédits est le suivant :

2010	2011	2012	2013	2014	2015
82 181€	164 638€	109 539€	400 000€	400 000€	222 178€

Modification de l'article 5.3.5 intitulé « *Clauses particulières* » des alinéas b, g et i comme suit :

b. Logements à loyer conventionné intermédiaire

Pour les logements dont le propriétaire s'engage à appliquer un loyer conventionné intermédiaire :

- le taux de subvention est de 40% pour des travaux lourds relevant de la LHI et du traitement des logements « très dégradé » avec un plafond de travaux de 1 000 €/m², et de 40% pour des « travaux pour la santé et la sécurité de l'habitat » avec un plafond de travaux de 750 €/m²
- le taux de subvention est de 35% pour des travaux pour l'autonomie de la personne avec un plafond de travaux de 750 €/m² ;
- le taux de subvention est de 30% pour des travaux liés à un logement dégradé, à une procédure RSD ou décence avec un plafond de travaux de 750 €/m² ;
le taux de subvention est de 25% pour des travaux de transformation d'usage avec un plafond de travaux de 750 €/m².

g. Aide de solidarité écologique

Pour les propriétaires occupants de ressources modestes, en supplément des aides classiques, une aide de solidarité écologique (ASE) leur sera attribuée dans le cadre du fonds d'aide à la rénovation thermique.

Le versement de l'ASE est conditionné par une amélioration d'au moins 25% de la performance énergétique du logement.

Cette aide est de 2 100 euros par logement dans la mesure où la Ville de Montpellier abonde cette somme de 500 euros par logement, soit une réservation de 42 000 euros.

i. Copropriétés insalubres

Ce paragraphe est ajouté :

Pour les copropriétés dont les parties communes sont insalubres (avec arrêté ou selon la grille ANAH), le taux de subvention de l'ANAH est de 50% sans plafond de travaux limités à ceux nécessaires pour lever la procédure ou mettre fin à la situation d'habitat indigne.

L'article 5.4 intitulé « Concours du Département de l'Hérault » est supprimé, le Département de l'Hérault n'intervenant plus dans le cadre de cette convention.

Le nouveau plan de financement prévisionnel (travaux) intégrant les modifications exposées précédemment est joint en annexe 1.

ARTICLE 4 – ENTREE EN VIGUEUR DE L'AVENANT

Le présent avenant rentrera en vigueur au 1^{er} janvier 2013.

L'ensemble des autres articles de la convention, éventuellement modifiés par l'avenant n°1, demeure inchangé.

Fait à Montpellier, le en 3 exemplaires originaux.

La Ville de Montpellier

Représentée par Madame le Maire ou l'Adjoint délégué

La Communauté d'agglomération de Montpellier

Pour le Président et par délégation, le Vice-président

Hervé MARTIN

L'Agence Nationale de l'Habitat et par délégation la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Représentée par son président

Jean-Pierre MOURE

Annexe 1 : Plan de financement prévisionnel (travaux)

Opération Programmée d'Amélioration
de l'Habitat de Renouvellement
Urbain et de copropriétés dégradées.
Quartiers Saint Guithem,
Laissac et Sud Comédie.

Rénovons ensemble votre logement

LA VILLE DE MONTPELLIER
VOUS PRÉSENTE LES AIDES DE L'OPAH



opération

**Grand
Cœur**

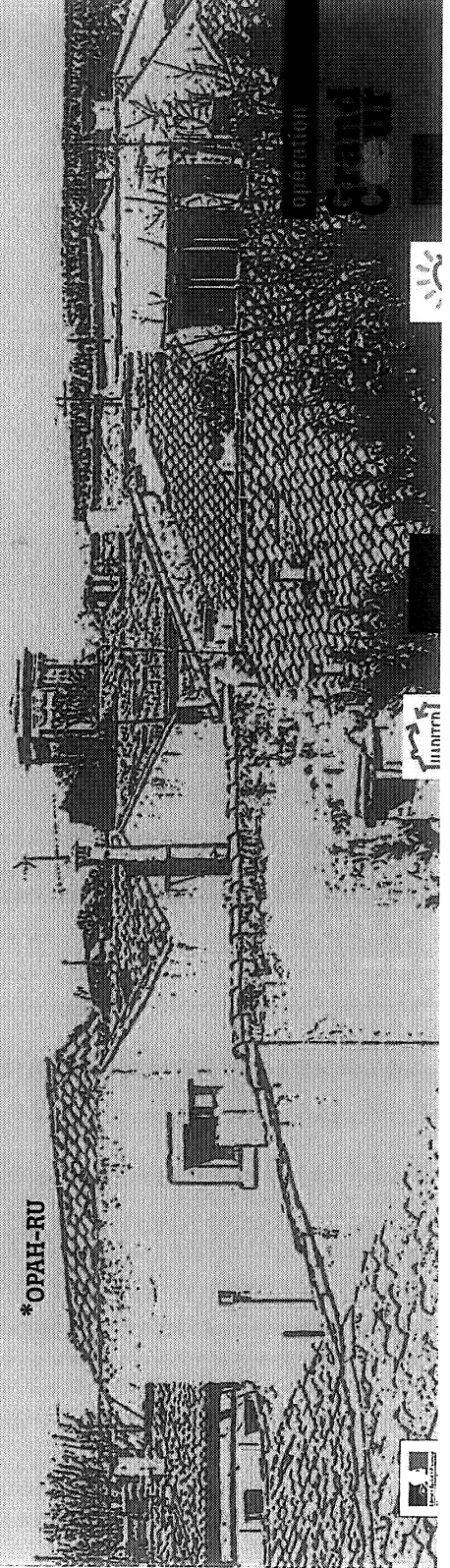
SER SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT
DE LA RÉGION MONTPELLI



Aides
aux travaux de
rénovation

Gambetta Figuerolles / Nord Ecusson Opération Programmée d'Amélioration* de l'Habitat de Renouvellement et de Copropriétés dégradées de 2010 à 2015

*OPAH-RU



opération
**Grand
Cœur**

Ville de Montpellier

OPAH de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées du quartier Gambetta-Figuerolles et Nord Ecusson

REGLEMENT ATTRIBUTIF DES AIDES COMMUNALES A L'HABITAT ANCIEN

PRÉAMBULE

Par convention avec l'Etat et la Communauté d'agglomération de Montpellier par délégation de l'ANAH, signée le 31 août 2010, la Ville de Montpellier a engagé l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées du quartier Gambetta-Figuerolles et Nord Ecusson.

Au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, la Ville de Montpellier a décidé de mettre en place et de financer, sur son budget, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de certains travaux dans l'habitat autour de certaines thématiques prioritaires.

Le règlement ci-après définit les modalités de ce fonds.

Article 1 : OBJET DU FONDS COMMUNAL D'AIDES A L'HABITAT ANCIEN

Dans le cadre de l'application de la convention d'OPAH RU, la Ville de Montpellier met en place un « fonds communal d'aide à l'habitat ancien », se répartissant de la manière suivante:

- Aide aux syndicats des copropriétaires pour les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée
- Aide aux propriétaires occupants dont les revenus correspondent « aux plafonds majorés » et pour lesquels l'ANAH n'offre aucun financement
- Aide aux propriétaires occupants pour la réalisation de travaux de travaux lourds pour la réhabilitation d'un logement indigne ou très dégradé
- Prime pour les parties communes des immeubles
- Prime ASE

Article 2 : CHAMPS D'APPLICATION DES AIDES COMMUNALES A L'HABITAT ANCIEN

2.1 Périmètre d'application :

Le « fonds communal d'aides à l'habitat ancien » s'applique aux programmes de réhabilitation situés dans le périmètre de l'OPAH RU. (carte annexée).

2.2 Qualité des programmes :

Les programmes de réhabilitation financés au titre du présent fonds devront :

- satisfaire aux conditions et exigences de qualité définies dans la convention relative à cette OPAH RU
- respecter les prescriptions définies par la Commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH) de l'Agglomération délégataire ANAH, ainsi que celles des règlements en vigueur sur ces secteurs (Plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé, plan local d'urbanisme, règlement spécial de publicité, règlement de ravalement des façades) applicables à la parcelle, et
- de façon générale, contribuer à une réhabilitation durable par la production de logements de qualité, adaptés à la demande locale.

Toute demande d'aide communale déposée dans le cadre du présent fonds devra être accompagnée d'un avis motivé de l'équipe chargée de la conduite de l'OPAH RU attestant de la conformité du projet présenté aux exigences de qualité sus définies.

Article 3 : MODALITES D'ATTRIBUTION ET DE CALCUL DES AIDES

Modalités communes à l'ensemble des programmes :

L'attribution d'une aide communale à l'habitat ancien ne constitue pas un droit mais la contrepartie d'un engagement du propriétaire de se conformer aux conditions et exigences du présent règlement.

L'attribution des aides est de la stricte compétence de la Ville de Montpellier qui décide, au cas par cas, au vu du dossier qui lui est présenté, du montant et des conditions d'engagement ou de paiement de l'aide communale demandée, dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle disponible.

Les aides de la Ville seront attribuées en priorité aux propriétaires ayant une obligation de travaux sur leur logement ou sur les parties communes de leur immeuble (procédure d'insalubrité, de péril, injonction de travaux sur parties communes ou parties privatives).

Aucune demande d'aide ne pourra être prise en considération lorsque les travaux sont déjà commencés, sauf si les travaux ont fait l'objet d'une autorisation préalable ou d'une décision de financement du délégataire ANAH.

Durant la durée de l'OPAH RU, le bénéficiaire des aides ne pourra faire qu'une seule demande de subvention pour un même type de travaux.

Pour recevoir une aide du fonds, les copropriétaires (représentés par leur syndicat) ou propriétaires uniques doivent impérativement :

- respecter les prescriptions techniques établies par l'équipe chargée de la conduite d'opération de l'OPAH RU et validées par le groupe de suivi de l'OPAH RU ;

- obtenir un avis favorable de la Ville sur la demande d'autorisation de travaux (y compris avis favorable de l'architecte des Bâtiments de France) sur le projet;
- ne pas engager des travaux avant réception d'une lettre de notification de la subvention ;
- faire réaliser les travaux par des professionnels du bâtiment inscrits au répertoire des métiers conformément à l'autorisation d'urbanisme obtenue (PC ou déclaration de travaux) et aux prescriptions techniques établies par l'équipe opérationnelle ;
- afficher sur la façade de manière visible du domaine public un panneau de communication qui sera fourni par l'équipe opérationnelle, cela pendant toute la durée du chantier
- autoriser le contrôle de la conformité des travaux par l'équipe opérationnelle.

3.1 - Aide aux syndicats des copropriétaires pour les parties communes des immeubles identifiés comme copropriétés dégradées (cf. grille de référence jointe en annexe de la convention)

Bénéficiaires de l'aide :

L'aide concerne les travaux sur les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée. L'aide pourra être par les copropriétaires, par l'intermédiaire de leur syndic.

Travaux subventionnables :

Tous travaux d'amélioration portant sur les parties communes des immeubles identifiés comme copropriétés dégradées (cf. grille de référence jointe en annexe de la convention), subventionnables par le délégataire ANAH, y compris les honoraires afférents de maîtrise d'œuvre.

Calcul de l'aide :

L'aide communale aux syndicats des copropriétaires est une majoration de 5 % des aides de l'ANAH, plafonnée à 4000€ par immeuble.

Cette aide ne peut pas être cumulée avec l'aide de la Ville sur les parties communes.
Cette aide peut être cumulée avec une aide de la Ville pour un propriétaire occupant.

3.2 Aide aux propriétaires occupants dont les revenus correspondent « aux plafonds majorés » et pour lesquels l'ANAH n'offre aucun financement

Bénéficiaires de l'aide :

L'aide est destinée aux propriétaires occupants de leur logement à titre de résidence principale au moins 8 mois par an et dont les revenus correspondent « aux plafonds majorés » fixés par l'ANAH en vigueur à la date d'acceptation du dossier par la CLAH et pour lesquels l'ANAH n'offre aucun financement.

Travaux subventionnables :

Tous travaux d'amélioration, éligibles par le délégataire ANAH, y compris les honoraires afférents de maîtrise d'œuvre.

Calcul de l'aide :

Cette aide communale est de 30% du montant TTC des travaux. Cette aide sera plafonnée à 3 000 euros par logement.

Cette aide peut être cumulée avec l'aide communale aux syndicats des copropriétaires pour les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée ou avec la prime sur les parties communes.

L'aide communale est cumulable avec toutes les autres aides auxquelles le propriétaire peut prétendre et qui seront recherchées préalablement à la demande d'aide municipale.

Le cumul total de ces aides compris sera plafonné à 90 % du montant de la dépense T.T.C.

3.3 Aide aux propriétaires occupants pour la réalisation de travaux lourds pour la réhabilitation d'un logement indigne ou très dégradé

Bénéficiaires de l'aide :

Cette aide est destinée aux propriétaires occupants de leur logement dont les revenus respectent les plafonds de l'ANAH (art. R-321-12 du code de la construction) à titre de résidence principale au moins 8 mois par an pour la réalisation de travaux de logements indignes ou très dégradés.

Travaux subventionnables :

Tous travaux lourds pour la réhabilitation d'un logement indigne ou très dégradé, subventionnables par le délégataire ANAH, y compris les honoraires afférents de maîtrise d'œuvre.

Calcul de l'aide :

Cette aide sera de 10% du montant TTC des travaux et viendra en complément des 50% de l'ANAH et des 10 % de Montpellier Agglomération..

En cas de réalisation des travaux en plusieurs fois, plusieurs dossiers de demande de subvention pourront être déposés par un propriétaire occupant.

Cette aide peut être cumulée avec la prime sur les parties communes.

Cette aide communale est également cumulable avec toutes les autres aides publiques auxquelles le propriétaire peut prétendre et qui seront recherchées préalablement à la demande d'aide municipale.

Le cumul total de ces aides publiques compris sera plafonné à 90 % du montant de la dépense T.T.C.

3.4 Prime au titre de l'aide de solidarité écologique :

Bénéficiaires de l'aide :

Cette aide est destinée aux propriétaires occupants de leur logement dont les revenus respectent les plafonds de l'ANAH (art. R-321-12 du code de la construction) à titre de résidence principale au moins 8 mois par an.

Travaux subventionnables et engagements préalables :

Tous travaux entrepris subventionnables par l'ANAH au titre de l'aide de solidarité écologique dans le cadre du programme 'Habiter mieux' :

Calcul de l'aide :

La prime communale est de 500 € en complément de la prime de l'ANAH et dans le cadre du programme Habiter Mieux.

Cette prime peut-être cumulée avec les autres aides de la Ville et de l'ANAH. Si les travaux sont réalisés en plusieurs fois, cette prime ne pourra être versée qu'une fois.

3.4 Prime pour les parties communes des immeubles

Bénéficiaires de l'aide :

Cette aide est destinée aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux sur les parties communes des immeubles.

Travaux subventionnables et engagements préalables :

Tous travaux entrepris visant à une mise aux normes des parties communes :

- la cage d'escalier :
 - la mise aux normes des réseaux, réfection de l'électricité de la cage d'escalier, des compteurs, colonnes montantes alimentation eau, eaux vannes et usées, électricité, gaz, téléphone, câble ;
 - le traitement des murs, (décroustage, lavage, réparation de pierres..) ; les enduits, badigeons et peintures ;
 - la réparation de l'escalier (structure) ;
 - la restauration des menuiseries et ferronneries donnant sur la cage ;
 - la peinture des boiseries et ferronneries ;
 - la pose d'un interphone
 - la pose des détecteurs incendie conformément à la législation en vigueur
- Traitement de cour dans les cas de travaux liés à un curetage en cœur d'îlot :
 - Etanchéité
 - la restauration des menuiseries et ferronneries donnant sur la cage ;
 - la peinture des boiseries et ferronneries ;
 - le traitement des murs, (décroustage, lavage, réparation de pierres..) ; les enduits, badigeons et peintures ;
- En cas de réfection de toiture (charpente et couverture), seuls les travaux d'isolation sont éligibles

- La création de locaux communs (local vélo, local ordures ménagères)
- Les façades : amélioration des performances techniques des menuiseries des parties communes, intégration des réseaux courant faible, EDF.
Les travaux de ravalement de façade ne sont pas subventionnables dans le cadre de cette aide.
- Tous autres travaux jugés recevables par la Ville et son opérateur.

Calcul de l'aide :

La prime communale est de 30% du montant TTC des travaux subventionnables, plafonnée à 4 000 euros, quel que soit le nombre de dossiers de demandes d'aide déposés par un syndicat de propriétaires.

Par exemple, dans le cas où une première aide municipale serait accordée pour la rénovation de la cage d'escalier à hauteur de 2500€, une deuxième aide sollicitée pour des travaux portant sur la toiture sera alors de 1500€ maximum.

Les immeubles dont les parties communes relèvent de l'insalubrité ou de la copropriété dégradée ne pourront cumuler cette prime avec les aides de l'ANAH.

Article 4 : CONSTITUTION DES DEMANDES D'ENGAGEMENT ET DE PAIEMENT DES AIDES

Toute demande fait l'objet d'un dossier instruit par l'équipe chargée de la conduite de l'OPAH RU. Seuls les dossiers réputés complets seront instruits pour les demandes d'engagement ou de paiements.

Ce dossier d'engagement comprend :

- un formulaire de demande d'aide rempli et signé par le propriétaire, précisant le programme de réhabilitation envisagée et les engagements souscrits inhérents à l'aide demandée,
- Une copie du dossier déposé auprès du délégataire ANAH : formulaire de demande, engagement de conventionnement, de location à des PMR, plan de financement prévisionnel, avis préalable ou décision du délégataire ANAH, plans, photos, devis, attestations de propriété et de vacance, avis d'imposition pour les propriétaires occupants, grille d'évaluation de l'insalubrité...
- Le cas échéant une copie des autorisations d'urbanisme obtenue préalablement à la réalisation des travaux,
- Une fiche de calcul de l'aide communale prévisionnelle,
- Un avis motivé de l'équipe opérationnelle sur la recevabilité et l'intérêt du projet,
- Toute autre pièce permettant de justifier la demande (ex : compte rendu de l'assemblée générale de la copropriété ayant voté les travaux, état de division de l'immeuble...).

Une lettre signée de Madame le Maire ou de son adjoint délégué notifie au demandeur la recevabilité de son dossier de demande de subvention.

Au terme des travaux, une demande de paiement de l'aide communale sera transmise à la Mairie par l'intermédiaire de l'équipe chargée de la conduite de l'OPAH RU, qui sera chargée du contrôle de l'exécution des travaux réalisés et de leur conformité au projet subventionné.

Le dossier de demande de paiement remis à la Ville comprendra notamment :

- une copie des factures acquittées des entreprises (n° de chèque, tampon et signature) pour tous les travaux réalisés
- Une note précisant éventuellement les éventuelles modifications intervenues entre devis et factures,
- Un plan de financement définitif précisant l'ensemble des aides obtenues,
- Une fiche de calcul définitif de la subvention à payer,
- Une photocopie du contrat de location,
- Pour les logements à loyers maîtrisés, une copie de la convention à loyer intermédiaire ou une copie de la convention à loyer social ou très social, signée entre le propriétaire et l'ANAH,
- Pour les logements à loyers maîtrisés une photocopie de l'avis d'imposition du ménage locataire,
- Pour les propriétaires occupants, une attestation sur l'honneur d'occupation personnelle du logement,
- Un Relevé d'identité bancaire (RIB)

Après vérification du dossier par les services municipaux et vote par le Conseil municipal de l'autorisation de paiement de l'aide municipale, le versement de l'aide interviendra sous forme de virement bancaire sur le compte de l'intéressé.

En cas de réduction du programme de travaux, le montant de l'aide à payer sera recalculé à la baisse.

En cas de non réalisation du programme retenu ou de non respect des engagements souscrits, le versement de l'aide pourra être suspendu et un courrier sera adressé au propriétaire rappelant les conditions à satisfaire pour le paiement de l'aide. En cas de refus d'obtempérer dans un délai défini pourra décider de l'annulation de l'aide.

Au-delà d'un délai de deux ans après notification de la subvention, l'aide sera annulée, si les travaux ne sont pas terminés, sauf si le propriétaire formule une demande écrite de prorogation de délai. Dans ce cas, la prorogation ne pourra excéder un an.

Article 5 : CONTROLE – REMBOURSEMENT DES AIDES

Après versement de l'aide, la Ville de Montpellier se réserve la possibilité de procéder à tout contrôle, lui permettant de s'assurer du respect des engagements souscrits par le propriétaire.

Ces contrôles porteront principalement sur :

- en ce qui concerne les propriétaires occupants, le respect de l'engagement d'occupation du logement à titre de résidence principale pendant une durée de 5 ans,
- en ce qui concerne les propriétaires bailleurs, le respect des termes du conventionnement pendant la durée de la convention.

Dans cette optique, le propriétaire devra s'engager à fournir à la Ville tous les éléments et justificatifs nécessaires à l'exercice de ce contrôle.

En cas d'inexécution avérée des engagements souscrits, le propriétaire pourra être tenu de rembourser à la Ville le montant de l'aide versée, diminuée d'un abattement proportionnel à la durée écoulée depuis le paiement de la subvention, soit :

- pour les propriétaires occupants, un abattement de 20% par année écoulée depuis le versement de l'aide
- pour les propriétaires bailleurs, un abattement de 10% par année écoulée depuis le versement de l'aide.

Article 6 : DUREE D'APPLICATION

Le fonds communal d'aide à l'habitat ancien est mis en place pour la durée fixée par la convention d'OPAH RU.

En tout état de cause, les demandes d'aides présentées par les propriétaires devront être déposées auprès de la mairie avant la date d'expiration de l'opération soit le 30 mai 2012, ou à défaut, avant cette date si l'ensemble de l'enveloppe financière est consommée.

Après expiration de ce délai, les propriétaires qui auront reçu notification d'une aide, disposeront d'un délai de deux ans, éventuellement prorogé d'un an supplémentaire, pour réaliser les travaux et demander le versement de l'aide.

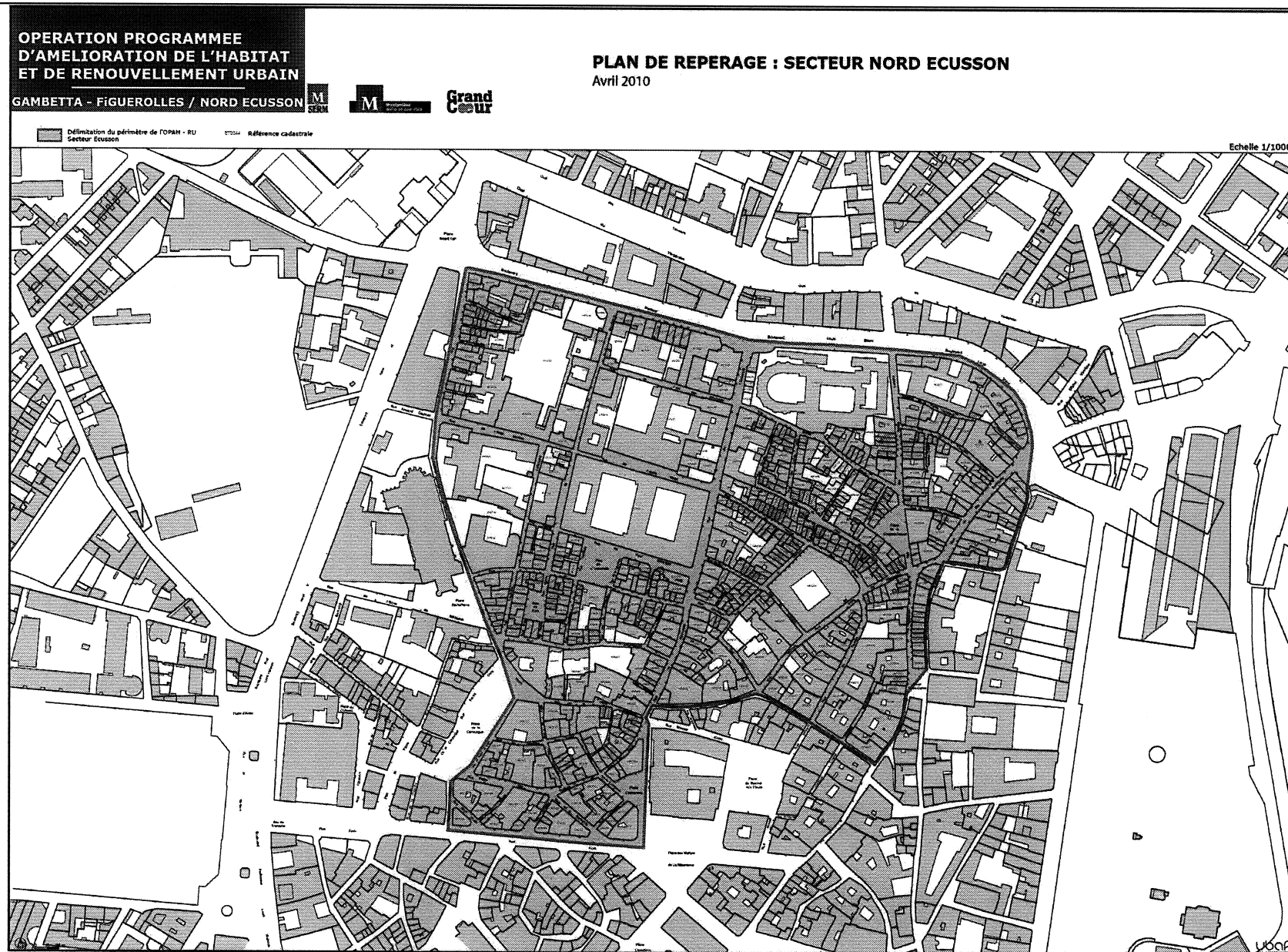
Article 7 : SUIVI DE L'AVANCEMENT ET REORIENTATION DE L'ACTION

Chaque semestre, un bilan de consommation des aides sera remis par l'équipe opérationnelle à la Ville, qui pourra proposer à la Commission d'attribution une réorientation ou une modification des aides, en fonction de critères de priorité qu'elle aura définis.

Article 8 : MODIFICATIONS DU PRESENT REGLEMENT

Les modifications apportées au présent règlement feront l'objet d'un avenant validé par le Conseil municipal.

Annexe : Carte du périmètre des Opération programmée de l'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées



**OPERATION PROGRAMMEE
D'AMELIORATION DE L'HABITAT
ET DE RENOUVELLEMENT URBAIN**

GAMBETTA - FIGUEROLLES / NORD ECUSSON

PLAN DE REPERAGE : SECTEUR GAMBETTA - FIGUEROLLES
Avril 2010



**Grand
Cœur**

■ Délimitation du périmètre de l'OPAH - RU
Secteur Gambetta

□ Limite Montpellier Grand Cœur

ET/CM Référence cadastrale

Echelle 1/3200



Ville de Montpellier

-

OPAH de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées dans les secteurs Saint Guilhem-Laissac-Sud Comédie

<h4>REGLEMENT ATTRIBUTIF DES AIDES COMMUNALES A L'HABITAT ANCIEN</h4>
--

PRÉAMBULE

Par convention avec l'Anah (par délégation la Communauté d'agglomération de Montpellier), Montpellier Agglomération, la Ville de Montpellier a engagé l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées du quartier Saint Guilhem-Laissac-Sud Comédie.

Au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, la Ville de Montpellier a décidé de mettre en place et de financer, dans la limite de ses dotations budgétaires, un fonds communal d'aide à la réhabilitation privée destiné à favoriser et accompagner la réalisation de certains travaux dans l'habitat, autour de thématiques prioritaires qui sont :

- la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé
- le maintien des propriétaires occupants aux revenus modestes afin de favoriser la mixité sociale
- la mise aux normes des copropriétés dégradées
- la lutte contre la précarité énergétique

Le règlement ci-après définit les modalités de ce fonds.

Article 1 : OBJET DU FONDS COMMUNAL D'AIDES A L'HABITAT ANCIEN

Dans le cadre de l'application de la convention d'OPAH RU, la Ville de Montpellier met en place un fonds communal d'aide à l'habitat ancien, se répartissant de la manière suivante:

- Aide aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux dans les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée
- Aide aux propriétaires occupants
- Aide pour la réalisation de travaux de mise aux normes dans les parties communes des immeubles

Article 2 : CHAMPS D'APPLICATION DES AIDES COMMUNALES A L'HABITAT ANCIEN

2.1 Périmètre d'application :

Le fonds communal d'aides à l'habitat ancien s'applique aux programmes de réhabilitation situés à l'intérieur de l'OPAH RU du quartier Saint Guilhem-Laissac-Sud Comédie (cf. carte annexée).

2.2 Qualité des programmes :

Les programmes de réhabilitation financés au titre du présent fonds devront satisfaire aux conditions et exigences de qualité définies dans la convention relative à l'OPAH RU Saint Guilhem-Laissac-Sud Comédie 2012-2017, et respecter les prescriptions définies par la Commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH) de l'Agglomération délégataire Anah, ainsi que celles des règlements en vigueur sur ces secteurs (Plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé, plan local d'urbanisme, règlement spécial de publicité, règlement de ravalement des façades) applicables à la parcelle, et de façon générale, contribuer à une réhabilitation durable par la production de logements de qualité, adaptés à la demande locale.

Toute demande d'aide communale déposée dans le cadre du présent fonds devra être accompagnée d'un avis motivé de l'équipe chargée de la conduite de l'OPAH-RU attestant de la conformité du projet présenté aux exigences de qualité sus définies.

Article 3 : MODALITES D'ATTRIBUTION ET DE CALCUL DES AIDES

Modalités communes à l'ensemble des programmes :

L'attribution d'une aide communale à l'habitat ancien ne constitue pas un droit mais la contrepartie d'un engagement du propriétaire de se conformer aux conditions et exigences du présent règlement.

L'attribution des aides est de la stricte compétence de la Ville de Montpellier qui décide, au cas par cas, au vu du dossier qui lui est présenté, du montant et des conditions d'engagement ou de paiement de l'aide communale demandée, dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle disponible.

Les aides de la Ville seront attribuées en priorité aux propriétaires ayant une obligation de travaux sur leur logement ou sur les parties communes de leur immeuble (procédure d'insalubrité, de péril, injonction de travaux sur parties communes ou parties privatives).

Aucune demande d'aide ne pourra être prise en considération lorsque les travaux sont déjà commencés, sauf si les travaux ont fait l'objet d'une autorisation préalable ou d'une décision de financement du délégataire Anah.

Durant la durée de l'OPAH RU, le bénéficiaire des aides ne pourra faire qu'une seule demande de subvention pour un même type de travaux.

Pour recevoir une aide du fonds, les copropriétaires (représentés par leur syndicat) ou propriétaires uniques doivent impérativement :

- respecter les prescriptions techniques établies par l'équipe chargée de la conduite d'opération de l'OPAH RU et validées par le groupe de suivi de l'OPAH RU ;
- obtenir un avis favorable de la Ville sur la demande d'autorisation de travaux (y compris avis favorable de l'architecte des Bâtiments de France) sur le projet;
- ne pas engager des travaux avant réception d'une lettre de notification de la subvention ;
- faire réaliser les travaux par des professionnels du bâtiment inscrits au répertoire des métiers conformément à l'autorisation d'urbanisme obtenue (PC ou déclaration de travaux) et aux prescriptions techniques établies par l'équipe opérationnelle ;
- afficher sur la façade de manière visible du domaine public un panneau de communication qui sera fourni par l'équipe opérationnelle, cela pendant toute la durée du chantier
- autoriser le contrôle de la conformité des travaux par l'équipe opérationnelle.

3.1 - Aide aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux dans les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée

Bénéficiaires de l'aide :

L'aide concerne les travaux sur les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée. L'aide pourra être reçue par les copropriétés, par l'intermédiaire de leur syndic.

Travaux subventionnables :

Tous travaux d'amélioration portant sur les parties communes des immeubles identifiés comme copropriétés dégradées, subventionnables par le délégataire Anah, y compris les honoraires afférents de maîtrise d'œuvre.

Calcul de l'aide :

Majoration de 5%, dans la limite de ses dotations budgétaires, des aides de l'Anah aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux sur les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée. Cette aide est plafonnée à 4000 euros par immeuble.

Cette aide ne peut pas être cumulée avec l'aide de la Ville sur les parties communes précisée au 3.6.

Cette aide peut être cumulée avec une aide de la Ville pour un propriétaire occupant.

3.2 Aide aux propriétaires occupants dont les revenus correspondent « aux plafonds majorés » et pour lesquels l'Anah n'offre aucun financement

Bénéficiaires de l'aide :

L'aide est destinée aux propriétaires occupants de leur logement à titre de résidence principale au moins 8 mois par an et dont les revenus correspondent « aux plafonds majorés » fixés par l'Anah en vigueur à la date d'acceptation du dossier par la CLAH et pour lesquels l'Anah n'offre aucun financement.

Travaux subventionnables :

Cette aide est destinée au financement de travaux en parties privatives et des quotes-parts travaux parties communes pour les copropriétés ne relevant ni de la copropriété dégradée ni de l'insalubrité.

Tous travaux d'amélioration subventionnables par le délégataire Anah, y compris les honoraires afférents de maîtrise d'œuvre.

Calcul de l'aide :

Cette aide communale est de 30% du montant TTC des travaux. Cette aide sera plafonnée à 3 000 euros par logement.

L'aide communale est cumulable avec toutes les autres aides auxquelles le propriétaire peut prétendre et qui seront recherchées préalablement à la demande d'aide municipale.

Le cumul total de ces aides compris sera plafonné à 90 % du montant de la dépense T.T.C.

3.3 Aide aux propriétaires occupants pour la réalisation de travaux de logements lourds pour la réhabilitation d'un logement indigne ou très dégradé

Bénéficiaires de l'aide :

Cette aide est destinée aux propriétaires occupants de leur logement dont les revenus respectent les plafonds de l'Anah (art. R-321-12 du code de la construction) à titre de résidence principale au moins 8 mois par an pour la réalisation de travaux de réhabilitation d'un logement indigne ou très dégradé.

Travaux subventionnables :

Tous travaux lourds engagés pour la réhabilitation d'un logement indigne ou très dégradé, subventionnables par le délégataire Anah, y compris les honoraires afférents de maîtrise d'œuvre.

Calcul de l'aide :

Cette aide sera de 10% du montant des travaux et viendra en complément des 50% de l'Anah et des 10 % de Montpellier Agglomération.

En cas de réalisation des travaux en plusieurs fois, plusieurs dossiers de demande de subvention pourront être déposés par un propriétaire occupant.

Cette aide peut être cumulée avec l'aide communale aux syndicats des copropriétaires pour les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée ou avec l'aide sur les parties communes.

Cette aide communale est également cumulable avec toutes les autres aides publiques auxquelles le propriétaire peut prétendre et qui seront recherchées préalablement à la demande d'aide municipale.

Le cumul total de ces aides publiques compris sera plafonné à 90 % du montant de la dépense T.T.C.

3.4 Aide aux propriétaires occupants modestes et très modestes pour la réalisation de travaux dans les parties communes des immeubles, qualifiées de copropriétés dégradées ou insalubres

Bénéficiaires de l'aide :

Cette aide est destinée aux propriétaires occupants de leur logement modestes et très modestes dont les revenus respectent les plafonds de l'Anah (art. R-321-12 du code de la construction) à titre de résidence principale au moins 8 mois par an.

Travaux subventionnables et engagements préalables :

Tous travaux d'amélioration portant sur les parties communes des immeubles identifiés comme copropriétés dégradées, subventionnables par le délégataire Anah, y compris les honoraires afférents de maîtrise d'œuvre.

Calcul de l'aide :

Le montant de cette prime sera de 1 500 euros. Elle sera versée directement aux propriétaires occupants. Cette prime sera cumulable avec l'aide aux syndicats de copropriété pour la réalisation de travaux sur les parties communes des immeubles, qualifiées de copropriétés dégradées ou insalubres.

3.5 Prime complémentaire à l'aide de solidarité écologique (ASE) de l'Anah

Bénéficiaires de l'aide :

Cette aide est destinée aux propriétaires occupants de leur logement dont les revenus respectent les plafonds de l'Anah (art. R-321-12 du code de la construction) à titre de résidence principale au moins 8 mois par an.

Travaux subventionnables et engagements préalables :

Tous travaux entrepris subventionnables par l'Anah au titre de l'aide de solidarité écologique dans le cadre du programme 'Habiter mieux'.

Calcul de l'aide :

La prime communale est de 500 €. Cette prime peut-être cumulée avec les autres aides de la Ville et de l'Anah. Si les travaux sont réalisés en plusieurs fois, cette prime ne pourra être versée qu'une fois.

3.6 Aide pour la réalisation de travaux de mise aux normes dans les parties communes des immeubles

Bénéficiaires de l'aide :

Cette aide est destinée aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux sur les parties communes des immeubles ne relevant ni de la copropriété dégradée ni de l'insalubrité.

Travaux subventionnables et engagements préalables :

Tous travaux entrepris visant à une mise aux normes des parties communes :

- la cage d'escalier :
 - la mise aux normes des réseaux, réfection de l'électricité de la cage d'escalier, des compteurs, colonnes montantes alimentation eau, eaux vannes et usées, électricité, gaz, téléphone, câble ;
 - le traitement des murs (décroustage, lavage, réparation de pierres..) ; les enduits, badigeons et peintures ;
 - la réparation de l'escalier (structure) ;
 - la restauration des menuiseries et ferronneries donnant sur la cage ;
 - la peinture des boiseries et ferronneries ;
 - la pose d'un interphone
 - la pose des détecteurs incendie conformément à la législation en vigueur
- Traitement de cour dans les cas de travaux liés à un curetage en cœur d'îlot :
 - Etanchéité des sols
 - la restauration des menuiseries et ferronneries donnant sur la cage ;
 - la peinture des boiseries et ferronneries ;
 - le traitement des murs, (décroustage, lavage, réparation de pierres..) ; les enduits, badigeons et peintures ;
- En cas de réfection de toiture (charpente et couverture), seuls les travaux d'isolation sont éligibles
- La création de locaux communs (local vélo, local à ordures ménagères)
- Les façades : amélioration des performances techniques des menuiseries des parties communes, intégration des réseaux courant faible, EDF.
Les travaux de ravalement de façade ne sont pas subventionnables dans le cadre de cette aide.
- Tous autres travaux jugés recevables par la Ville et son opérateur.

Calcul de l'aide :

L'aide communale est de 30% du montant des travaux subventionnables, plafonnée à 4 000 euros, quel que soit le nombre de dossiers de demandes d'aide déposés par un syndicat de propriétaires.
(Par exemple, dans le cas où une première aide municipale serait accordée pour la rénovation de la cage d'escalier à hauteur de 2500€, une deuxième aide sollicitée pour des travaux portant sur la toiture sera alors de 1500€ maximum.)

Les immeubles dont les parties communes relèvent de l'insalubrité ou de la copropriété dégradée ne pourront pas cumuler cette aide avec les aides de l'Anah réservées à ce titre.

Article 4 : CONSTITUTION DES DEMANDES D'ENGAGEMENT ET DE PAIEMENT DES AIDES

Toute demande fait l'objet d'un dossier instruit par l'équipe chargée par la Ville de la conduite de l'OPAH RU. Seuls les dossiers réputés complets seront instruits pour les demandes d'engagement ou de paiements.

Ce dossier d'engagement comprend :

- Un formulaire de demande d'aide rempli et signé par le propriétaire, précisant le programme de réhabilitation envisagée et les engagements souscrits inhérents à l'aide demandée,
- Une copie du dossier déposé auprès du délégataire ANAH : formulaire de demande, engagement de conventionnement, de location à des PMR, plan de financement prévisionnel, avis préalable ou décision du délégataire ANAH, plans, photos, devis, attestations de propriété et de vacance, avis d'imposition pour les propriétaires occupants, grille d'évaluation de l'insalubrité...
- Le cas échéant une copie des autorisations d'urbanisme obtenue préalablement à la réalisation des travaux,

- Une fiche de calcul de l'aide communale prévisionnelle,
- Un avis motivé de l'équipe opérationnelle sur la recevabilité et l'intérêt du projet,
- Toute autre pièce permettant de justifier la demande (ex : compte rendu de l'assemblée générale de la copropriété ayant voté les travaux, état de division de l'immeuble...).

Une lettre signée de Madame le Maire ou de son adjoint délégué notifie au demandeur la recevabilité de son dossier de demande de subvention.

Au terme des travaux, une demande de paiement de l'aide communale sera transmise à la Mairie par l'intermédiaire de l'équipe chargée de la conduite de l'OPAH RU, qui sera chargée du contrôle de l'exécution des travaux réalisés et de leur conformité au projet subventionné.

Le dossier de demande de paiement remis à la Ville comprendra notamment :

- Une copie des factures acquittées des entreprises (n° de chèque, tampon et signature) pour tous les travaux réalisés,
- Une note précisant éventuellement les éventuelles modifications intervenues entre devis et factures,
- Un plan de financement définitif précisant l'ensemble des aides obtenues,
- Une fiche de calcul définitif de la subvention à payer,
- Une photocopie du contrat de location,
- Pour les logements à loyers maîtrisés, une copie de la convention à loyer intermédiaire ou une copie de la convention à loyer social ou très social, signée entre le propriétaire et l'ANAH,
- Pour les logements à loyers maîtrisés une photocopie de l'avis d'imposition du ménage locataire,
- Pour les propriétaires occupants, une attestation sur l'honneur d'occupation personnelle du logement,
- Un relevé d'identité bancaire (RIB)

Après vérification du dossier par les services municipaux et vote par le Conseil municipal de l'autorisation de paiement de l'aide municipale, le versement de l'aide interviendra sous forme de virement bancaire sur le compte de l'intéressé.

En cas de réduction du programme de travaux, le montant de l'aide à payer sera recalculé à la baisse.

En cas de non réalisation du programme retenu ou de non respect des engagements souscrits, le versement de l'aide pourra être suspendu et un courrier sera adressé au propriétaire rappelant les conditions à satisfaire pour le paiement de l'aide. En cas de refus d'obtempérer dans un délai défini pourra décider de l'annulation de l'aide.

Si les travaux ne sont pas terminés dans un délai de deux ans après notification de la subvention, l'aide municipale sera annulée, sauf si le propriétaire formule une demande motivée écrite de prorogation de délai. Dans ce cas, la prorogation ne pourra excéder un an.

Article 5 : CONTROLE – REMBOURSEMENT DES AIDES

Après versement de l'aide, la Ville de Montpellier se réserve la possibilité de procéder à tout contrôle, lui permettant de s'assurer du respect des engagements souscrits par le propriétaire.

Ces contrôles porteront principalement sur le respect de l'engagement d'occupation du logement à titre de résidence principale pendant une durée de 5 ans.

Dans cette perspective, le propriétaire devra s'engager à fournir à la Ville tous les éléments et justificatifs nécessaires à l'exercice de ce contrôle.

En cas d'inexécution avérée des engagements souscrits, le propriétaire pourra être tenu de rembourser à la Ville le

montant de l'aide versée, diminuée d'un abattement proportionnel à la durée écoulée depuis le paiement de la subvention. Pour les propriétaires occupants, cet abattement de 20% par année écoulée depuis le versement de l'aide

Article 6 : DUREE D'APPLICATION

Le fonds communal d'aide à l'habitat ancien est mis en place pour la durée fixée par la convention d'OPAH RU.

En tout état de cause, les demandes d'aides présentées par les propriétaires devront être déposées auprès de la Mairie avant la date d'expiration de l'opération soit le 30 juin 2017, ou à défaut, avant cette date si l'ensemble de l'enveloppe financière est consommée.

Après expiration de ce délai, les propriétaires qui auront reçu notification d'une aide, disposeront d'un délai de deux ans, éventuellement prorogé d'un an supplémentaire, pour réaliser les travaux et demander le versement de l'aide.

Article 7 : SUIVI DE L'AVANCEMENT ET REORIENTATION DE L'ACTION

Chaque semestre, un bilan de consommation des aides sera remis par l'équipe opérationnelle à la Ville, qui pourra proposer à la Commission d'attribution une réorientation ou une modification des aides, en fonction de critères de priorité qu'elle aura définis.

Article 8 : PREROGATIVES DE LA VILLE DE MONTPELLIER

La Ville de Montpellier se réserve le pouvoir de décider de l'engagement et du paiement des subventions, dans la limite des crédits réservés à cet effet par la Ville.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de modifier à tout moment le présent règlement. Les modifications apportées au présent règlement feront l'objet d'un avenant validé par le Conseil Municipal.

Ville de Montpellier

-

OPAH de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées dans les secteurs Saint Guilhem-Laissac-Sud Comédie

<h4>REGLEMENT ATTRIBUTIF DES AIDES COMMUNALES A L'HABITAT ANCIEN</h4>
--

PRÉAMBULE

Par convention avec l'Anah (par délégation la Communauté d'agglomération de Montpellier), Montpellier Agglomération, la Ville de Montpellier a engagé l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées du quartier Saint Guilhem-Laissac-Sud Comédie.

Au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, la Ville de Montpellier a décidé de mettre en place et de financer, dans la limite de ses dotations budgétaires, un fonds communal d'aide à la réhabilitation privée destiné à favoriser et accompagner la réalisation de certains travaux dans l'habitat, autour de thématiques prioritaires qui sont :

- la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé
- le maintien des propriétaires occupants aux revenus modestes afin de favoriser la mixité sociale
- la mise aux normes des copropriétés dégradées
- la lutte contre la précarité énergétique

Le règlement ci-après définit les modalités de ce fonds.

Article 1 : OBJET DU FONDS COMMUNAL D'AIDES A L'HABITAT ANCIEN

Dans le cadre de l'application de la convention d'OPAH RU, la Ville de Montpellier met en place un fonds communal d'aide à l'habitat ancien, se répartissant de la manière suivante:

- Aide aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux dans les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée
- Aide aux propriétaires occupants
- Aide pour la réalisation de travaux de mise aux normes dans les parties communes des immeubles

Article 2 : CHAMPS D'APPLICATION DES AIDES COMMUNALES A L'HABITAT ANCIEN

2.1 Périmètre d'application :

Le fonds communal d'aides à l'habitat ancien s'applique aux programmes de réhabilitation situés à l'intérieur de l'OPAH RU du quartier Saint Guilhem-Laissac-Sud Comédie (cf. carte annexée).

2.2 Qualité des programmes :

Les programmes de réhabilitation financés au titre du présent fonds devront satisfaire aux conditions et exigences de qualité définies dans la convention relative à l'OPAH RU Saint Guilhem-Laissac-Sud Comédie 2012-2017, et respecter les prescriptions définies par la Commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH) de l'Agglomération délégataire Anah, ainsi que celles des règlements en vigueur sur ces secteurs (Plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé, plan local d'urbanisme, règlement spécial de publicité, règlement de ravalement des façades) applicables à la parcelle, et de façon générale, contribuer à une réhabilitation durable par la production de logements de qualité, adaptés à la demande locale.

Toute demande d'aide communale déposée dans le cadre du présent fonds devra être accompagnée d'un avis motivé de l'équipe chargée de la conduite de l'OPAH-RU attestant de la conformité du projet présenté aux exigences de qualité sus définies.

Article 3 : MODALITES D'ATTRIBUTION ET DE CALCUL DES AIDES

Modalités communes à l'ensemble des programmes :

L'attribution d'une aide communale à l'habitat ancien ne constitue pas un droit mais la contrepartie d'un engagement du propriétaire de se conformer aux conditions et exigences du présent règlement.

L'attribution des aides est de la stricte compétence de la Ville de Montpellier qui décide, au cas par cas, au vu du dossier qui lui est présenté, du montant et des conditions d'engagement ou de paiement de l'aide communale demandée, dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle disponible.

Les aides de la Ville seront attribuées en priorité aux propriétaires ayant une obligation de travaux sur leur logement ou sur les parties communes de leur immeuble (procédure d'insalubrité, de péril, injonction de travaux sur parties communes ou parties privatives).

Aucune demande d'aide ne pourra être prise en considération lorsque les travaux sont déjà commencés, sauf si les travaux ont fait l'objet d'une autorisation préalable ou d'une décision de financement du délégataire Anah.

Durant la durée de l'OPAH RU, le bénéficiaire des aides ne pourra faire qu'une seule demande de subvention pour un même type de travaux.

Pour recevoir une aide du fonds, les copropriétaires (représentés par leur syndicat) ou propriétaires uniques doivent impérativement :

- respecter les prescriptions techniques établies par l'équipe chargée de la conduite d'opération de l'OPAH RU et validées par le groupe de suivi de l'OPAH RU ;
- obtenir un avis favorable de la Ville sur la demande d'autorisation de travaux (y compris avis favorable de l'architecte des Bâtiments de France) sur le projet;
- ne pas engager des travaux avant réception d'une lettre de notification de la subvention ;
- faire réaliser les travaux par des professionnels du bâtiment inscrits au répertoire des métiers conformément à l'autorisation d'urbanisme obtenue (PC ou déclaration de travaux) et aux prescriptions techniques établies par l'équipe opérationnelle ;
- afficher sur la façade de manière visible du domaine public un panneau de communication qui sera fourni par l'équipe opérationnelle, cela pendant toute la durée du chantier
- autoriser le contrôle de la conformité des travaux par l'équipe opérationnelle.

3.1 - Aide aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux dans les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée

Bénéficiaires de l'aide :

L'aide concerne les travaux sur les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée. L'aide pourra être reçue par les copropriétés, par l'intermédiaire de leur syndic.

Travaux subventionnables :

Tous travaux d'amélioration portant sur les parties communes des immeubles identifiés comme copropriétés dégradées, subventionnables par le délégataire Anah, y compris les honoraires afférents de maîtrise d'œuvre.

Calcul de l'aide :

Majoration de 5%, dans la limite de ses dotations budgétaires, des aides de l'Anah aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux sur les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée. Cette aide est plafonnée à 4000 euros par immeuble.

Cette aide ne peut pas être cumulée avec l'aide de la Ville sur les parties communes précisée au 3.6.
Cette aide peut être cumulée avec une aide de la Ville pour un propriétaire occupant.

3.2 Aide aux propriétaires occupants dont les revenus correspondent « aux plafonds majorés » et pour lesquels l'Anah n'offre aucun financement

Bénéficiaires de l'aide :

L'aide est destinée aux propriétaires occupants de leur logement à titre de résidence principale au moins 8 mois par an et dont les revenus correspondent « aux plafonds majorés » fixés par l'Anah en vigueur à la date d'acceptation du dossier par la CLAH et pour lesquels l'Anah n'offre aucun financement.

Travaux subventionnables :

Cette aide est destinée au financement de travaux en parties privatives et des quotes-parts travaux parties communes pour les copropriétés ne relevant ni de la copropriété dégradée ni de l'insalubrité.

Tous travaux d'amélioration subventionnables par le délégataire Anah, y compris les honoraires afférents de maîtrise d'œuvre.

Calcul de l'aide :

Cette aide communale est de 30% du montant TTC des travaux. Cette aide sera plafonnée à 3 000 euros par logement.

L'aide communale est cumulable avec toutes les autres aides auxquelles le propriétaire peut prétendre et qui seront recherchées préalablement à la demande d'aide municipale.

Le cumul total de ces aides compris sera plafonné à 90 % du montant de la dépense T.T.C.

3.3 Aide aux propriétaires occupants pour la réalisation de travaux de logements lourds pour la réhabilitation d'un logement indigne ou très dégradé

Bénéficiaires de l'aide :

Cette aide est destinée aux propriétaires occupants de leur logement dont les revenus respectent les plafonds de l'Anah (art. R-321-12 du code de la construction) à titre de résidence principale au moins 8 mois par an pour la réalisation de travaux de réhabilitation d'un logement indigne ou très dégradé.

Travaux subventionnables :

Tous travaux lourds engagés pour la réhabilitation d'un logement indigne ou très dégradé, subventionnables par le délégataire Anah, y compris les honoraires afférents de maîtrise d'œuvre.

Calcul de l'aide :

Cette aide sera de 10% du montant des travaux et viendra en complément des 50% de l'Anah et des 10 % de Montpellier Agglomération.

En cas de réalisation des travaux en plusieurs fois, plusieurs dossiers de demande de subvention pourront être déposés par un propriétaire occupant.

Cette aide peut être cumulée avec l'aide communale aux syndicats des copropriétaires pour les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée ou avec l'aide sur les parties communes.

Cette aide communale est également cumulable avec toutes les autres aides publiques auxquelles le propriétaire peut prétendre et qui seront recherchées préalablement à la demande d'aide municipale.

Le cumul total de ces aides publiques compris sera plafonné à 90 % du montant de la dépense T.T.C.

3.4 Aide aux propriétaires occupants modestes et très modestes pour la réalisation de travaux dans les parties communes des immeubles, qualifiées de copropriétés dégradées ou insalubres

Bénéficiaires de l'aide :

Cette aide est destinée aux propriétaires occupants de leur logement modestes et très modestes dont les revenus respectent les plafonds de l'Anah (art. R-321-12 du code de la construction) à titre de résidence principale au moins 8 mois par an.

Travaux subventionnables et engagements préalables :

Tous travaux d'amélioration portant sur les parties communes des immeubles identifiés comme copropriétés dégradées, subventionnables par le délégataire Anah, y compris les honoraires afférents de maîtrise d'œuvre.

Calcul de l'aide :

Le montant de cette prime sera de 1 500 euros. Elle sera versée directement aux propriétaires occupants. Cette prime sera cumulable avec l'aide aux syndicats de copropriété pour la réalisation de travaux sur les parties communes des immeubles, qualifiées de copropriétés dégradées ou insalubres.

3.5 Prime complémentaire à l'aide de solidarité écologique (ASE) de l'Anah

Bénéficiaires de l'aide :

Cette aide est destinée aux propriétaires occupants de leur logement dont les revenus respectent les plafonds de l'Anah (art. R-321-12 du code de la construction) à titre de résidence principale au moins 8 mois par an.

Travaux subventionnables et engagements préalables :

Tous travaux entrepris subventionnables par l'Anah au titre de l'aide de solidarité écologique dans le cadre du programme 'Habiter mieux'.

Calcul de l'aide :

La prime communale est de 500 €. Cette prime peut-être cumulée avec les autres aides de la Ville et de l'Anah. Si les travaux sont réalisés en plusieurs fois, cette prime ne pourra être versée qu'une fois.

3.6 Aide pour la réalisation de travaux de mise aux normes dans les parties communes des immeubles

Bénéficiaires de l'aide :

Cette aide est destinée aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux sur les parties communes des immeubles ne relevant ni de la copropriété dégradée ni de l'insalubrité.

Travaux subventionnables et engagements préalables :

Tous travaux entrepris visant à une mise aux normes des parties communes :

- la cage d'escalier :
 - la mise aux normes des réseaux, réfection de l'électricité de la cage d'escalier, des compteurs, colonnes montantes alimentation eau, eaux vannes et usées, électricité, gaz, téléphone, câble ;
 - le traitement des murs (décroustement, lavage, réparation de pierres..) ; les enduits, badigeons et peintures ;
 - la réparation de l'escalier (structure) ;
 - la restauration des menuiseries et ferronneries donnant sur la cage ;
 - la peinture des boiseries et ferronneries ;
 - la pose d'un interphone
 - la pose des détecteurs incendie conformément à la législation en vigueur
- Traitement de cour dans les cas de travaux liés à un curetage en cœur d'îlot :
 - Etanchéité des sols
 - la restauration des menuiseries et ferronneries donnant sur la cage ;
 - la peinture des boiseries et ferronneries ;
 - le traitement des murs, (décroustement, lavage, réparation de pierres..) ; les enduits, badigeons et peintures ;
- En cas de réfection de toiture (charpente et couverture), seuls les travaux d'isolation sont éligibles
- La création de locaux communs (local vélo, local à ordures ménagères)
- Les façades : amélioration des performances techniques des menuiseries des parties communes, intégration des réseaux courant faible, EDF.
Les travaux de ravalement de façade ne sont pas subventionnables dans le cadre de cette aide.
- Tous autres travaux jugés recevables par la Ville et son opérateur.

Calcul de l'aide :

L'aide communale est de 30% du montant des travaux subventionnables, plafonnée à 4 000 euros, quel que soit le nombre de dossiers de demandes d'aide déposés par un syndicat de propriétaires.

(Par exemple, dans le cas où une première aide municipale serait accordée pour la rénovation de la cage d'escalier à hauteur de 2500€, une deuxième aide sollicitée pour des travaux portant sur la toiture sera alors de 1500€ maximum.)

Les immeubles dont les parties communes relèvent de l'insalubrité ou de la copropriété dégradée ne pourront pas cumuler cette aide avec les aides de l'Anah réservées à ce titre.

Article 4 : CONSTITUTION DES DEMANDES D'ENGAGEMENT ET DE PAIEMENT DES AIDES

Toute demande fait l'objet d'un dossier instruit par l'équipe chargée par la Ville de la conduite de l'OPAH RU. Seuls les dossiers réputés complets seront instruits pour les demandes d'engagement ou de paiements.

Ce dossier d'engagement comprend :

- Un formulaire de demande d'aide rempli et signé par le propriétaire, précisant le programme de réhabilitation envisagée et les engagements souscrits inhérents à l'aide demandée,
- Une copie du dossier déposé auprès du délégataire ANAH : formulaire de demande, engagement de conventionnement, de location à des PMR, plan de financement prévisionnel, avis préalable ou décision du délégataire ANAH, plans, photos, devis, attestations de propriété et de vacance, avis d'imposition pour les propriétaires occupants, grille d'évaluation de l'insalubrité...
- Le cas échéant une copie des autorisations d'urbanisme obtenue préalablement à la réalisation des travaux,

- Une fiche de calcul de l'aide communale prévisionnelle,
- Un avis motivé de l'équipe opérationnelle sur la recevabilité et l'intérêt du projet,
- Toute autre pièce permettant de justifier la demande (ex : compte rendu de l'assemblée générale de la copropriété ayant voté les travaux, état de division de l'immeuble...).

Une lettre signée de Madame le Maire ou de son adjoint délégué notifie au demandeur la recevabilité de son dossier de demande de subvention.

Au terme des travaux, une demande de paiement de l'aide communale sera transmise à la Mairie par l'intermédiaire de l'équipe chargée de la conduite de l'OPAH RU, qui sera chargée du contrôle de l'exécution des travaux réalisés et de leur conformité au projet subventionné.

Le dossier de demande de paiement remis à la Ville comprendra notamment :

- Une copie des factures acquittées des entreprises (n° de chèque, tampon et signature) pour tous les travaux réalisés,
- Une note précisant éventuellement les éventuelles modifications intervenues entre devis et factures,
- Un plan de financement définitif précisant l'ensemble des aides obtenues,
- Une fiche de calcul définitif de la subvention à payer,
- Une photocopie du contrat de location,
- Pour les logements à loyers maîtrisés, une copie de la convention à loyer intermédiaire ou une copie de la convention à loyer social ou très social, signée entre le propriétaire et l'ANAH,
- Pour les logements à loyers maîtrisés une photocopie de l'avis d'imposition du ménage locataire,
- Pour les propriétaires occupants, une attestation sur l'honneur d'occupation personnelle du logement,
- Un relevé d'identité bancaire (RIB)

Après vérification du dossier par les services municipaux et vote par le Conseil municipal de l'autorisation de paiement de l'aide municipale, le versement de l'aide interviendra sous forme de virement bancaire sur le compte de l'intéressé.

En cas de réduction du programme de travaux, le montant de l'aide à payer sera recalculé à la baisse.

En cas de non réalisation du programme retenu ou de non respect des engagements souscrits, le versement de l'aide pourra être suspendu et un courrier sera adressé au propriétaire rappelant les conditions à satisfaire pour le paiement de l'aide. En cas de refus d'obtempérer dans un délai défini pourra décider de l'annulation de l'aide.

Si les travaux ne sont pas terminés dans un délai de deux ans après notification de la subvention, l'aide municipale sera annulée, sauf si le propriétaire formule une demande motivée écrite de prorogation de délai. Dans ce cas, la prorogation ne pourra excéder un an.

Article 5 : CONTROLE – REMBOURSEMENT DES AIDES

Après versement de l'aide, la Ville de Montpellier se réserve la possibilité de procéder à tout contrôle, lui permettant de s'assurer du respect des engagements souscrits par le propriétaire.

Ces contrôles porteront principalement sur le respect de l'engagement d'occupation du logement à titre de résidence principale pendant une durée de 5 ans.

Dans cette perspective, le propriétaire devra s'engager à fournir à la Ville tous les éléments et justificatifs nécessaires à l'exercice de ce contrôle.

En cas d'inexécution avérée des engagements souscrits, le propriétaire pourra être tenu de rembourser à la Ville le

montant de l'aide versée, diminuée d'un abattement proportionnel à la durée écoulée depuis le paiement de la subvention. Pour les propriétaires occupants, cet abattement de 20% par année écoulée depuis le versement de l'aide

Article 6 : DUREE D'APPLICATION

Le fonds communal d'aide à l'habitat ancien est mis en place pour la durée fixée par la convention d'OPAH RU.

En tout état de cause, les demandes d'aides présentées par les propriétaires devront être déposées auprès de la Mairie avant la date d'expiration de l'opération soit le 30 juin 2017, ou à défaut, avant cette date si l'ensemble de l'enveloppe financière est consommée.

Après expiration de ce délai, les propriétaires qui auront reçu notification d'une aide, disposeront d'un délai de deux ans, éventuellement prorogé d'un an supplémentaire, pour réaliser les travaux et demander le versement de l'aide.

Article 7 : SUIVI DE L'AVANCEMENT ET REORIENTATION DE L'ACTION

Chaque semestre, un bilan de consommation des aides sera remis par l'équipe opérationnelle à la Ville, qui pourra proposer à la Commission d'attribution une réorientation ou une modification des aides, en fonction de critères de priorité qu'elle aura définis.

Article 8 : PREROGATIVES DE LA VILLE DE MONTPELLIER

La Ville de Montpellier se réserve le pouvoir de décider de l'engagement et du paiement des subventions, dans la limite des crédits réservés à cet effet par la Ville.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de modifier à tout moment le présent règlement. Les modifications apportées au présent règlement feront l'objet d'un avenant validé par le Conseil Municipal.

PROJET



**VILLE DE MONTPELLIER
MONTPELLIER GRAND COEUR**

**OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT
DE RENOUVELLEMENT URBAIN
ET DE COPROPRIETES DEGRADEES**

Saint Guilhem / Laissac / Sud Comédie

2012 – 2017

Avenant n°1



ENTRE :

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX, ou son représentant habilité par délibération

D'une part,

ET

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, par délégation de l'**Agence Nationale de l'Habitat** (ANAH) représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre MOURE, dûment habilité par délibération n°10785 du Conseil d'Agglomération du 29 mars 2012,

D'autre part,

ET

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Vice-président, délégué dans le domaine « Politique de la Ville, Logement, Habitat », Monsieur Hervé MARTIN, dûment habilité par délibération n°..... du Conseil d'agglomération du,

D'autre part.

Vu le code de la Construction et de l'Habitation,

Vu le décret n° 2012-447 du 2 avril 2012 relatif au règlement des aides du fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART) ;

Vu le Règlement Général de l'Agence Nationale de l'Habitat

Vu la délibération n°..... du Conseil d'Agglomération du, autorisant son Président ou le Vice-président délégué dans le domaine " Politique de la Ville, Logement, Habitat " à signer le présent avenant,

Vu la convention d'OPAH RU et de copropriétés dégradées Saint Guilhem Laissac Sud Comédie en date du 1^{er} juillet 2012,

Vu la convention de délégation de compétence du 29 juin 2009 et ses avenants, conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Etat,

La convention de gestion des aides à l'amélioration de l'habitat, conclue entre l'Agence Nationale de l'Habitat et la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 30 avril 2012 et ses avenants,

Le Programme d'Actions Local de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'année 2012, approuvé par arrêté de son Président, en date du 16 juillet 2012 ;

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 20 décembre 2012.

PREAMBULE

La Ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'ANAH ont mis en œuvre une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et de copropriétés dégradées dénommée Saint Guilhem Laissac Sud Comédie.

Ce dispositif est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2012, pour une durée de 5 ans.

Suite au bilan réalisé après deux ans d'activités les partenaires décident la mise en œuvre d'un avenant à cette convention qui permettra le recalage des subventions en matière de production de loyer conventionné intermédiaire.

Suite au bilan réalisé après deux ans d'activités, sur l'OPAH RU et de copropriétés dégradées Gambetta / Figuerolles / Nord Ecusson, conduite sur un périmètre similaire et, au vu des résultats obtenus, les partenaires décident la mise en œuvre d'un avenant n°1 qui permettra le recalage de certains objectifs et subventions qui y sont liées.

Dans la perspective d'uniformisation des dispositifs d'OPAH sur l'opération Grand Cœur, l'objet de cet avenant est de mieux prendre en compte les travaux lourds de Lutte contre l'habitat indigne (LHI) et de traitement des logements « très dégradés » conventionnés à loyer intermédiaire après travaux. Les objectifs relatifs à ces types d'interventions sont revus à la hausse ; de manière inhérente les objectifs de réhabilitation des logements « dégradés » sont diminués d'autant.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – MODIFICATIONS APORTEES AUX OBJECTIFS QUANTITATIFS DE L'OPAH DE RENOUVELLEMENT URBAIN ET DE COPROPRIETES DEGRADEES

Le paragraphe 3.2 intitulé « *Les objectifs quantitatifs* » est modifié comme suit :

L'opération vise à atteindre sur 5 ans les objectifs quantitatifs suivants :

- **50 logements locatifs** privés réhabilités ou acquis et améliorés feront l'objet d'un financement dans le cadre du présent avenant, dont :
 - o 15 logements réhabilités au titre de la lutte contre l'habitat indigne (LHI) dont 5 logements en travaux lourds ;
 - o 17 logements «très dégradés »
 - o 18 logements faisant l'objet de procédures RSD, dégradés, de transformation d'usage ou d'autonomie

Ces 50 logements auront un **loyer maîtrisé après travaux** et seront conventionnés comme suit :

- 40 en loyer conventionné intermédiaire
- 10 en loyer conventionné social

- **100 logements locatifs** privés réhabilités ou acquis et améliorés, avec un **loyer libre après travaux et sans financement dans le cadre de la présente OPAH**
- **45 logements** réhabilités ou acquis et améliorés par des **propriétaires occupants modestes répartis de la façon suivante** :
 - o 20 logements occupés par des propriétaires à ressources modestes / plafonds majorés
 - o 25 logements occupés par des propriétaires à ressources modestes et très modestes ;

Et notamment :

- o 3 réhabilités au titre de la lutte contre l'habitat indigne (LHI), dont 1 faisant l'objet de « travaux lourds »
- o 10 logements faisant l'objet de travaux pour l'autonomie de la personne
- o 12 logements faisant l'objet de travaux d'amélioration « autres »
- 5 logements de propriétaires occupants faisant l'objet de travaux d'économie d'énergie ouvrant droit à une Aide de Solidarité Ecologique
- Parties communes :
 - o 15 parties communes d'immeubles assimilés à des copropriétés dégradées seront traitées
 - o 5 parties communes d'immeubles seront traitées en sortie d'insalubrité
 - o 50 parties communes ne relevant ni de la copropriété dégradée ni de l'insalubrité seront traitées

Soit un objectif maintenu d'amélioration de 195 logements et 70 parties communes de copropriétés fragilisées.

ARTICLE 2 – MODIFICATIONS APPORTEES AUX INTERVENTIONS PUBLIQUES DE LA VILLE DE MONTPELLIER

L'article 4.1 intitulé « *Les missions de la Concession d'aménagement* » est modifié comme suit

La Ville de Montpellier a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour dynamiser le commerce dans le cadre de cette opération. Cette convention avait initialement une durée de 10 ans (2003/2013). La convention avait été approuvée par délibération du conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1^{er} août 2003.

La Ville de Montpellier a décidé la prolongation de la concession d'aménagement jusqu'au 30 juin 2017. La convention a été approuvée par délibération du conseil municipal le 26 mars 2012 et notifiée le 8 juin 2012.

ARTICLE 3 – MODIFICATIONS APPORTEES AUX FINANCEMENTS DE L'ACTION D'AMELIORATION DE L'HABITAT

Dans les engagements de la Ville de Montpellier :

Modification de l'article 5.1.2 intitulé « *Aide aux syndicats des copropriétaires pour les parties communes des immeubles relevant de la copropriété dégradée* » comme suit :

Mettre en place dans la limite de ses dotations budgétaires, une prime aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux sur les parties communes des immeubles relevant de la « copropriété dégradée ».

Cette aide de 30% du montant des travaux, sera plafonnée à 4 000€ par copropriété et viendra en complément des aides de l'ANAH.

L'objectif quantitatif est de traiter 15 immeubles, soit 3 en moyenne par an pendant 5 ans, soit un fonds annuel à réserver de 12 000 euros.

Dans les engagements de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Modification de l'article 5.2.2 intitulé « *Aide complémentaire pour les logements locatifs à loyer maîtrisé* » comme suit :

Les aides cumulées attribuées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier ne pourront excéder 40% de la dépense subventionnée par logement et 10 000 € par logement.

Dans ce même paragraphe l'article 5.2.2 intitulé « Aide complémentaire pour les logements locatifs à loyer maîtrisé » est modifié comme suit :

Attribuer en complément des aides de l'ANAH, une prime réduction de loyer, dans la limite de ses disponibilités budgétaires, aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer un loyer conventionné intermédiaire ou social.

- Loyer social : l'aide apportée aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer un loyer conventionné social s'élève à 100€/m², dans la limite de 4 000 euros de subvention par logement. L'objectif quantitatif est de traiter 10 logements soit 2 en moyenne par an pendant 5 ans, soit un fonds annuel à réserver de 8 000 euros.

- Loyer intermédiaire : l'aide apportée aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer un loyer conventionné intermédiaire s'élève :
 - o à 100€/m² dans la limite de 4 000 euros de subvention par logement pour des travaux lourds relevant de la Lutte contre l'Habitat Indigne LHI ou le traitement des logements « très dégradés »,
 - o à 50€/m² dans la limite de 2 000 euros de subvention par logement pour tous les autres types de travaux.

L'objectif quantitatif est de traiter 40 logements soit un fonds annuel à réserver de 20 800 euros sur 5 ans.

Dans les engagements de L'ANAH et par délégation la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Modification de l'article 5.3.3 intitulé « Aide aux propriétaires bailleurs » comme suit :

- Accorder prioritairement ses aides, dans la limite des dotations budgétaires, et réserver pour cela une enveloppe de 587 486 euros, pour l'amélioration de 50 logements locatifs.

L'échéancier prévisionnel de consommation de ces crédits est le suivant :

2012	2013	2014	2015	2016	2017
0€	60 310€	150 622€	150 622€	150 622€	75 310€

La suite du paragraphe demeure inchangée.

Modification de l'article 5.3.5 intitulé « *Clauses particulières* » les alinéas b, g et i comme suit :

b. Logements à loyer conventionné intermédiaire

Pour les logements dont le propriétaire s'engage à appliquer un loyer conventionné intermédiaire :

- le taux de subvention est de 40% pour des travaux lourds relevant de la LHI et du traitement des logements « très dégradé » avec un plafond de travaux de 1 000 €/m², et de 40% pour des « travaux pour la santé et la sécurité de l'habitat » avec un plafond de travaux de 750 €/m²
- le taux de subvention est de 35% pour des travaux pour l'autonomie de la personne avec un plafond de travaux de 750 €/m²
- le taux de subvention est de 30% pour des travaux liés à un logement dégradé, à une procédure RSD ou décence avec un plafond de travaux de 750 €/m² le taux de subvention est de 25% pour des travaux de transformation d'usage avec un plafond de travaux de 750 €/m² ;

g. Aide de solidarité écologique

Pour les propriétaires occupants de ressources modestes, en supplément des aides classiques, une aide de solidarité écologique (ASE) leur sera attribuée dans le cadre du fonds d'aide à la rénovation thermique.

Le versement de l'ASE est conditionné par une amélioration d'au moins 25% de la performance énergétique du logement.

Cette aide est de 2 100 euros par logement dans la mesure où la Ville de Montpellier abonde cette somme de 500 euros par logement, soit une réservation de 10 500 euros.

i. Copropriétés insalubres

Ce paragraphe est ajouté.

Pour les copropriétés dont les parties communes sont insalubres (avec arrêté ou selon la grille ANAH), le taux de subvention de l'ANAH est de 50% sans plafond de travaux limités à ceux nécessaires pour lever la procédure ou mettre fin à la situation d'habitat indigne.

Le nouveau plan de financement prévisionnel (travaux) intégrant les modifications exposées précédemment est joint en annexe 1.

ARTICLE 4 – ENTREE EN VIGUEUR DE L'AVENANT

Les dispositions contenues dans le présent avenant sont applicables pour les dossiers de demande de subvention déposés à compter du 1^{er} janvier 2013.

L'ensemble des autres articles de la convention demeure inchangé.

Fait à Montpellier, le en 3 exemplaires originaux.

La Ville de Montpellier

Représentée par Madame le Maire ou son Adjoint délégué

La Communauté d'Agglomération de Montpellier

Représentée par le Président et par délégation, le Vice-président

Hervé MARTIN

L'Agence Nationale de l'Habitat et par délégation la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Représentée par son Président

Jean-Pierre MOURE

Annexe 1 : Plan de financement prévisionnel (travaux)

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

QUARTIER DES CEVENNES Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution d'une subvention en partie commune pour le bâtiment L

Christian BOUILLE rapporte :

Par délibération en date du 03 mai 2010, la Ville de Montpellier a signé, en partenariat avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une convention d'Opération Programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) – Copropriété dégradée Cévennes 1. Ce dispositif permet la mise en œuvre d'un programme de réhabilitation des parties communes et privatives de la copropriété et acte les engagements des différents financeurs.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destinée à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte pour les parties communes des bâtiments son soutien à la copropriété par une aide de 10 % du montant des travaux subventionnables par l'ANAH. L'enveloppe éligible étant plafonnée par la convention d'OPAH.

La Ville de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours aux travaux de réhabilitation de la copropriété de 80 logements nommée « Larzac » (bâtiment L). Ces travaux, dont le financement fait l'objet de la présente délibération, concernent la réhabilitation complète des parties communes (réfection de l'étanchéité et isolation de la façade et de la toiture, reprise de l'intégralité des menuiseries, mise aux normes électriques, ...) permettant une meilleure maîtrise des consommations énergétiques et la mise en sécurité des bâtiments concourant à leur pérennisation.

Par délibération de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) en date du 12 décembre 2012, sur un montant total de travaux subventionnables de 933 049,86 € HT, l'ANAH a décidé de réserver pour le bâtiment L une subvention d'un montant de 540 000 €. Sur cette base et conformément à son engagement inscrit dans la convention pluriannuelle d'OPAH, la Ville de Montpellier a apporté son concours pour un montant de 93 304 € soit 10 % du montant des travaux subventionnables. Ces travaux concernent la réhabilitation globale du bâtiment L.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'attribuer une subvention de 93 304 € à la copropriété des Cévennes 1 pour son bâtiment L,
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier : ligne OPAH copro Cévennes, chapitre 908 241
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par le syndic, des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention et après achèvement des travaux,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 05/02/2013

[illegible]

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

QUARTIER DES CEVENNES

Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)

Copropriété Cévennes 1

Attribution d'une subvention en parties privatives

Christian BOUILLE rapporte :

Par délibération en date du 03 mai 2010, le Conseil Municipal a approuvé la convention relative à l'Opération Programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée des Cévennes 1. Cette convention permet la mobilisation des crédits de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH) par délégation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres.

La convention d'OPAH a été signée le 27 juillet 2010 par l'ANAH, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault et le syndic de copropriété. Elle vise à la réhabilitation complète de la copropriété des Cévennes 1, à la solvabilisation des propriétaires, au repérage des logements indignes à l'habitation, au maintien des propriétaires occupants.

Par délibération en date du 13 décembre 2010, le Conseil Municipal a retenu la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour la conduite d'opération de l'OPAH. La SERM fournit assistance aux propriétaires ou au syndic pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte aux propriétaires occupants, pour la réhabilitation des parties privatives, une aide de 5 à 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leur ressources.

Après validation du programme de travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, il est proposé de subventionner les travaux suivants :

Bénéficiaires	Madame MILIGUI	Monsieur MANSOURA
Caractéristiques de l'opération	Partie privative	Partie privative
Nature des travaux	Electricité et plomberie	Electricité et plomberie
Adresse	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment K	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment N
Dépense subventionnable	3244,00€	5966,55€
Subvention Ville	324,00€	597,00€

Conformément au règlement attributif de subventions de la Ville de Montpellier, le versement des subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle par l'équipe de conduite de l'opération de la SERM constatant l'exécution des travaux et leur conformité au projet subventionné.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'attribuer une subvention de 324,00€ à Madame MILIGUI, et une subvention de 597,00€ à Monsieur MANSOURA ;
- De dire que la dépense est imputée sur le budget de la Ville ligne OPAH copro Cévennes, chapitre 908241;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par les propriétaires occupants des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention ;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 05/02/2013

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

QUARTIER DES CEVENNES

Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)

Copropriété Cévennes 1

Attribution d'une subvention

en partie commune pour le bâtiment J

Christian BOUILLE rapporte :

Par délibération en date du 03 mai 2010, la Ville de Montpellier a signé, en partenariat avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une convention d'Opération Programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) – Copropriété dégradée Cévennes 1. Ce dispositif permet la mise en œuvre d'un programme de réhabilitation des parties communes et privatives de la copropriété et acte les engagements des différents financeurs.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destinée à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte pour les parties communes des bâtiments son soutien à la copropriété par une aide de 10 % du montant des travaux subventionnables par l'ANAH. L'enveloppe éligible étant plafonnée par la convention d'OPAH.

La Ville de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours aux travaux de réhabilitation de la copropriété de 56 logements nommée « Jalcreste » (bâtiment J). Ces travaux, dont le financement fait l'objet de la présente délibération, concernent la réhabilitation complète des parties communes (réfection de l'étanchéité et isolation de la façade et de la toiture, reprise de l'intégralité des menuiseries, mise aux normes électriques, ...) permettant une meilleure maîtrise des consommations énergétiques et la mise en sécurité des bâtiments concourant à leur pérennisation.

72

Par délibération de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) en date du 12 décembre 2012, sur un montant total de travaux subventionnables de 653 134 € HT, l'ANAH a décidé de réserver pour le bâtiment J une subvention d'un montant de 396 000 €. Sur cette base et conformément à son engagement inscrit dans la convention pluriannuelle d'OPAH, la Ville de Montpellier a apporté son concours pour un montant de 65 313 € soit 10 % du montant des travaux. Ces travaux concernent la réhabilitation globale du bâtiment J.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

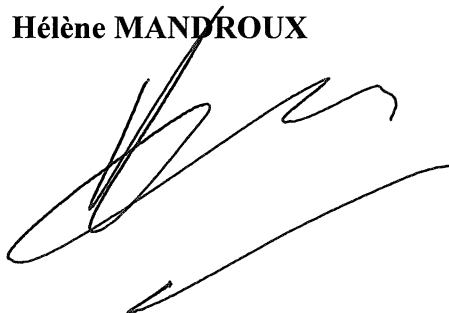
- d'attribuer une subvention de 65 313 € à la copropriété des Cévennes 1 pour son bâtiment J,
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier : ligne OPAH copro Cévennes, chapitre 908 241,
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par le syndic, des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention et après achèvement des travaux,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 05/02/2013



D.A.P./R.U
mai 08

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Action de soutien à la parentalité Convention entre la Ville et le Conseil Général de l'Hérault

Françoise PRUNIER rapporte :

Depuis 2001, la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault ont mis en place un partenariat prévoyant une action socio-éducative pour l'accueil d'enfants de familles en difficulté, au multi-accueil « la Maison des Enfants ». Cette action a été étendue, en 2008, à un deuxième établissement, « L'Ile au trésor », puis en 2010 à la crèche « Edelweiss ».

Ce partenariat avec la Protection Maternelle Infantile a permis d'accueillir, en 2012, 26 enfants répartis sur 4 places dans les établissements.

Compte tenu de l'efficacité reconnue de cette action, il est proposé de la reconduire pour 2013, avec un nombre de places constant réparti sur les 3 établissements municipaux :

- 2 places à la Maison des Enfants ;
- 1 place à l'Ile au trésor ;
- 1 place à Edelweiss.

Les familles accueillies dans ce cadre peuvent bénéficier autant que nécessaire d'une tarification adaptée à leur capacité contributive, voire à titre exceptionnel et pendant une durée limitée, une gratuité.

Le budget prévisionnel global pour l'année 2013 de cette action se répartit comme suit :

- Ville de Montpellier : 36 361 €
- CAF : 21 656 €
- Familles : 918 €
- Conseil Général : 13 000 € qui font l'objet de la convention de partenariat financier jointe en annexe.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

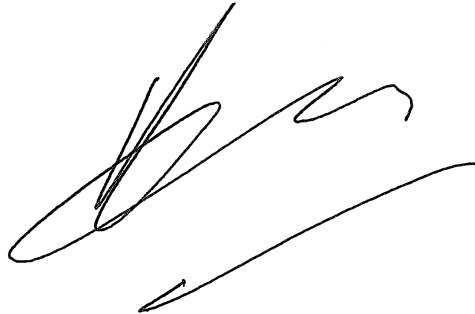
- D'approuver le renouvellement de la convention jointe en annexe,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 05/02/2013

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes. The signature is positioned below the printed name 'Hélène MANDROUX'.

Convention relative à une action de soutien à la parentalité Agence départementale de la solidarité Montpellier Centre-Ville

Entre

Le Département de l'Hérault, domicilié au 1000 rue d'Alco 34087 Montpellier Cedex 4, représenté par Monsieur André Vezinhet, Président du Conseil général, en vertu de la délibération de la Commission Permanente en date du 14 décembre 2012.

Et

La Commune de Montpellier – 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2 représentée par son maire, Madame Hélène Mandroux, autorisée par délibération en date du

D'autre part,

Il est exposé ce qui suit :

Préambule :

Le Pôle des Solidarités applique une politique d'accompagnement à la parentalité en mobilisant les équipes des agences départementales sur des actions de prévention. Ces actions sont conduites en partenariat étroit avec les associations et les institutions implantées localement

Les particularités locales sont prises en compte et favorisent la mise en œuvre d'interventions appropriées en terme de public et de contenu.

En conséquence il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, la Commune de Montpellier et le Département souhaitent renouveler l'action partenariale de prévention, dans le respect de leur politique et leur champ de compétences réciproques.

Cette action a pour objectif d'apporter une aide à des familles confrontées à des difficultés relationnelles, et/ou éducatives, et/ou sociales afin qu'elles puissent assumer leurs fonctions parentales.

Pour ce faire leurs enfants âgés de 6 mois à 4 ans seront accueillis pour une action socio-éducative pluri-partenariale sur l'ensemble de la famille.

La Commune de Montpellier met à disposition de l'agence départementale de la solidarité Ecusson cœur de ville, quatre places par demi-journée réservées en multi-accueil, que les enfants soient présents ou non. Ces quatre places sont réparties entre trois établissements municipaux :

- deux places par demi-journée à la halte garderie « la Maison des enfants » – rue Embouque d'Or,
- une place par demi-journée à la halte garderie « l'île aux trésors » -16 rue Ferdinand Fabre,
- une place par demi-journée à la crèche « Edelweiss » 21 rue général Riu.

ARTICLE 2 : Modalités d'exécution de la convention

Après évaluation de la situation familiale par les travailleurs sociaux de l'agence, le référent social propose, en comité technique, d'orienter la famille vers un des établissements participant à l'action, et accompagne la famille dans cette démarche.

Si la famille accepte, elle signe un engagement pour 3 mois renouvelable qui précise :

- l'objectif de l'accueil (socialisation de l'enfant, diversification de la stimulation de l'enfant qu'elle soit psychomotrice ou relationnelle, réajustement de la relation mère-enfant)
- les modalités de l'accueil et le suivi (fréquence, durée, jours)
- l'acceptation du règlement intérieur de la structure.
- Le tarif mensuel incombant à la famille (la gratuité sera exceptionnellement accordée à la famille)

Les travailleurs médico-sociaux de l'agence pourront faire appel, s'ils le jugent pertinent, à un service d'interprétariat pour faciliter la communication avec les familles concernant les objectifs, modalités d'accueil et acceptation du règlement intérieur.

Les structures d'accueil recevront ou mettront à disposition un téléphone pour l'interprète.

Le suivi médico-social des enfants est assuré par les travailleurs sociaux référents des familles et l'équipe de protection maternelle et infantile de l'agence départementale de la solidarité qui assure le lien avec les directrices des structures d'accueil.

ARTICLE 3 : Suivi de l'action

Le suivi de l'action est assuré par un comité technique composé des acteurs référents de l'action :

- Département de l'Hérault : médecin de Pmi et travailleurs sociaux de l'agence départementale
- Commune de Montpellier : directrice de structure et coordinatrice.

Ce comité assure la coordination inter-équipes de l'action et veille au bon déroulement des processus d'accueil afin de procéder aux éventuels ajustements. Il se réunit une fois par mois, il présente un bilan au comité de pilotage à partir d'outils d'évaluation.

Le comité de pilotage est composé de :

- 4 représentants de la Commune de Montpellier, (responsable du service enfance, coordinatrice des crèches, puéricultrices directrices des établissements concernés)
- 4 représentants du Département (un représentant de la Direction de la protection maternelle infantile et de la santé, adjoint santé, médecin PMI, puéricultrice de l'agence départementale de la solidarité Ecusson cœur de ville)

Il se réunira à la fin de l'action en vue d'évaluer les résultats du dispositif et d'émettre un avis sur la reconduction éventuelle de l'action.

Le bilan de fin d'action sera transmis à la Direction de la Protection maternelle infantile et de la santé avant le 31 décembre de l'année en cours et la demande de reconduction devra intervenir deux mois avant la date d'échéance de l'action .

ARTICLE 4 : Financement de l'action

Le budget prévisionnel global de l'action s'élève à 71 935 € pour l'année 2013.

Le cofinancement est assuré par :

C.A.F.	21 656 €
Commune de Montpellier	36 361 €
Participation de Familles	918 €

L'engagement financier du Département est de 13 000 € pour l'année 2013.

Le Département s'engage à verser la somme 13 000 € pour l'année 2013 à la Commune de Montpellier sur présentation du titre de recette émis au cours du 2^e semestre et avant le 15 novembre de l'exercice comptable sur le compte suivant :

Trésorerie Municipale de Montpellier

Etablissement : Banque de France

Code établissement : 30001

Code guichet : 00572

N° de compte : E3400000000 Clé 10

Le comptable assignataire est : Monsieur Le Payeur Départemental de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Durée de l'action :

La présente convention est conclue pour un an à compter du 1er janvier 2013.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 6 : Litiges

Les parties s'engagent à transiger à l'amiable.

A défaut, la juridiction compétente pour connaître des litiges est le tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 7 : Responsabilité

La Commune est tenue de souscrire une assurance couvrant les dommages causés du fait des personnes accueillies et les dommages causés aux personnes placées sous sa responsabilité au cours des prestations dont il a la charge.

Elle s'engage à recueillir l'accord des parents des enfants qui participeront aux ateliers.

A Montpellier, le

Le Maire de la Ville de Montpellier

Le Président du Conseil Général de l'Hérault,

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Prestations intellectuelles pour l'accompagnement de la démarche Cit'ergie - Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Frédéric TSITSONIS rapporte :

La Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de procéder à la signature d'un marché de prestations intellectuelles pour l'accompagnement de la démarche Cit'ergie dans laquelle elles ont décidé de s'engager.

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, la Communauté d'Agglomération et la Ville de Montpellier ont décidé de constituer un Groupement de Commandes conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés Publics.

En conséquence, il convient d'établir une convention constitutive de groupement de commandes publiques. Cette convention autorisera le lancement d'une procédure adaptée de mise en concurrence conformément aux dispositions de l'article 28 du code des marchés publics pour l'ensemble des membres du groupement.

La consultation qui sera lancée concernera un marché unique comportant deux lots techniques :

- Lot 1 : AMO – Accompagnement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans la démarche Cit'ergie – Montant estimé : 40 000 € HT
- Lot 2 : AMO – Accompagnement de la Ville de Montpellier dans la démarche Cit'ergie – Montant estimé : 40 000 € HT

Le marché correspondant sera signé et notifié par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au nom des deux membres du groupement.

Chaque membre du groupement sera en charge de son exécution pour ses besoins propres.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser l'établissement d'un groupement de commande entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Ville de Montpellier;

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention constitutive du groupement ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 05/02/2013

**Convention de groupement de commandes publiques entre la
Communauté d'Agglomération de Montpellier
et la Commune de Montpellier
Ayant pour coordonnateur la Communauté d'Agglomération de
Montpellier**

**AMO – Accompagnement de la Communauté d'Agglomération et de la Ville
de Montpellier dans la démarche Cit'ergie**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-président, Président Délégué de la commission Développement Durable, Energies Nouvelles et Gestion des temps, agissant en vertu de la délibération n°XXXX du Conseil de la Communauté d'Agglomération en date du 17 janvier 2013 et de l'arrêté de délégation de signature n°A2012-16 du 10 avril 2012 ;

D'une part,

et

La Commune de Montpellier représentée par son Maire, Hélène MANDROUX, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 04 février 2013 ;

D'autre part

Il est convenu ce qui suit.

Préambule

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, de se regrouper dans le cadre de groupement de commandes publiques. Dans cette perspective, permanente, de recherche de sources d'économie le code des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait, en l'espèce, de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, collectivités membres du groupement, se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation du marché « AMO – Accompagnement de la Communauté d'Agglomération et de la Ville de Montpellier dans la démarche Cit'ergie ».

Article 1 – Objet de la convention constitutive du groupement

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes publiques, sur le fondement du décret n° 2006-975 du 1er août 2006 modifié portant code des marchés publics, et notamment son article 8, en vue de la passation du marché relatif à la prestation « AMO – Accompagnement de la Communauté d'Agglomération et de la Ville de Montpellier dans la démarche Cit'ergie » au terme d'une procédure de consultation commune lancée pour le compte des membres du groupement.

La présente convention organise la définition des modalités de fonctionnement du groupement de commandes ainsi constitué.

Article 2 – Coordonnateur du groupement

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes, au sens de l'article 8 II alinéa 3 du code des marchés publics.

En vertu de cet article, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en tant que membre coordonnateur est chargée de préparer (élaboration de l'avis d'appel public à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement et autres pièces du cahier des charges) et passer le marché (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, réception et examen des candidatures et des offres, rédaction des rapports d'analyse, etc.) sur la base et conformément aux besoins strictement définis par chacun des membres.

Le coordonnateur se charge de la signature du marché et de sa notification.

Chaque membre du groupement restera maître de la bonne exécution du marché correspondant à ses propres besoins indépendamment des autres membres conformément à l'article 8 VII du code des marchés publics.

Article 3 - Adhésion et retrait du groupement

Chaque membre adhère au groupement de commande par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante.

Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commande.

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement avant l'envoi de l'avis de publicité dont la date prévisionnelle sera communiquée aux membres du groupement.

Les membres peuvent se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante du membre concerné. La délibération est notifiée au coordonnateur.

Le retrait d'un membre rend caduque la présente convention.

En cas de retrait, il appartiendra au membre du groupement correspondant de prendre intégralement en charge, à l'égard du titulaire, les conséquences, notamment financières, de ce retrait.

Article 4 – Durée de la convention constitutive du groupement

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la notification du marché.

Article 5 - Dispositions financières

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais de publicité et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incomberont au coordonnateur désigné, soit en l'espèce à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 6- Modifications de la présente convention

Les éventuelles modifications de la convention constitutive du groupement de commande prennent la forme d'un avenant et doivent être approuvées dans les mêmes termes par les membres du groupement.

Fait à Montpellier, le
Pour la Communauté
d'Agglomération de Montpellier,
Le Vice Président Délégué

Jean-Luc MEISSONNIER

Fait à Montpellier, le
Pour la Commune de Montpellier,

Le Maire

Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGE-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les conventions

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Dans le cadre du développement de la diversité du tissu associatif local, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition de créneaux horaires en mutualisation dans des locaux à une association lui permettant ainsi d'accroître ses activités au plus près des habitants.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de ces structures, un loyer minoré sera proposé à cette association. Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée, définit le montant de l'aide annuelle en nature dont bénéficiera l'association :

La Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) en date du 23 Octobre 2012 a décidé d'attribuer, à compter du 1^{er} Janvier 2013, et pour une durée de deux ans, des locaux à l'association suivante :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
BONSAI CLUB	2, rue des Tourterelles	36€92 (84 heures/an)	35 €	1€92
	TOTAUX	36€92	35 €	1€92

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la redevance minorée proposée à l'association listée ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ainsi que sur celui de l'association concernée ;
- d'approuver le modèle de convention d'occupation du domaine public et privé de la Ville passé avec l'association listée ci-dessus ;
- d'autoriser Madame le maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 05/02/2013



CONVENTION D'OCCUPATION ANNUELLE DU DOMAINE PUBLIC
DE LA VILLE DE MONTPELLIER PAR UNE ASSOCIATION DE LA
VILLE OU PAR UN GROUPEMENT
A TITRE ONEREUX

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Ville de Montpellier représentée par Madame Sophie BONIFACE-PASCAL, dûment habilitée par arrêté de Madame le Maire n°2011/2186/T/R, en date du 5 septembre 2011.

Et

L'association ou le groupement :
Représentée par Monsieur/Madame :
Adresse :
Téléphone du domicile :
Professionnel :
Portable :
Courriel :

Dont les statuts ont été déposés en Préfecture en date du sous le N°
D'autre part,

IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de l'autorisation

La Ville de Montpellier accepte de mettre à la disposition de l'association ci-dessus nommée, l'équipement, le lieu, la salle situé à appartenant au domaine public communal.
Les jours et horaires consentis sont les suivants :

Article 2 : Nature juridique de l'autorisation

L'occupation consentie est régie par les articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques à l'exclusion de toute autre législation.

Article 3 : Conditions générales d'occupation

Le responsable de l'association pourra désigner un correspondant qui sera l'interlocuteur privilégié de la Direction de l'Action Territoriale, ou DAT, service chargé de la gestion de ce dossier.

L'association s'engagera à respecter les plages horaires d'utilisation qui lui sont attribuées. En cas de non utilisation réitérée du local aux heures précitées, la Ville se réserve le droit de disposer de ces créneaux horaires.

Un état des lieux contradictoire sera établi avant la remise des clefs, et l'association devra rendre le local ou l'équipement en l'état initial. (Document annexé à la présente convention).

L'association veillera à une bonne utilisation de l'équipement de la part de ses adhérents ou licenciés et en contrôlera les accès.

Elle utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, elle ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux

mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

L'association s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

L'association ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Si l'association souhaite utiliser l'équipement ou le local pour une manifestation spécifique ou pendant des horaires particuliers, une demande d'autorisation sera formulée par écrit auprès de la DAT au moins 30 jours à l'avance.

L'utilisation des locaux internes aux Maisons pour tous pendant les vacances scolaires fera l'objet d'une demande dans les mêmes délais que ci-dessus.

Il est précisé qu'en aucun cas l'association ou le groupement ne pourront changer les serrures des locaux sans l'accord express et préalable de la Ville.

Enfin, l'association s'engage à remplir une fiche « bilan de fin de manifestation », qui lui sera remise par la Ville ou son représentant.

La Ville se réserve le droit de rendre les locaux indisponibles en cas de manifestation exceptionnelle, pour des travaux de sécurité ou d'entretien ou en cas de fermeture nécessaire. La Ville s'engage à avertir dans ces cas là l'association au préalable et dans un délai raisonnable.

Article 4 : Destination des lieux

L'association s'engage à utiliser les lieux uniquement pour des activités conformes à son objet social ou à sa demande initiale.

Elle devra se conformer rigoureusement pour l'exercice de ses activités aux lois, règlements, prescriptions administratives et plus particulièrement en matière de sécurité ainsi qu'aux contraintes spécifiques des activités pratiquées.

Article 5 : Redevance

La présente convention est conclue à titre onéreux selon les modalités définies conformément à la délibération du Conseil Municipal du lundi 25 juillet 2011.

Les tarifs applicables dans le cas présent seront donc :

Toutefois, une caution de 150 € sera délivrée sous forme d'un chèque libellé à l'ordre du Trésor Public, pour l'utilisation des locaux au sein des Maisons pour tous et de la Maison de la Démocratie.

Article 6 : Droits d'auteurs

L'utilisation par le preneur de supports enregistrés ou la diffusion de spectacles vivants utilisant des œuvres protégées dans le domaine musical ou littéraire et inscrites au répertoire de la SACEM, Société des Auteurs Compositeurs et Editeurs de Musique : 266 Place Ernest Garnier, 34070 Montpellier, tél : 04 99 74 21 70, ou inscrites au répertoire de la SACD, Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques, 9 rue Ballu, 75009 Paris, tél : 01 40 23 44 55, doivent être obligatoirement déclarés auprès des organismes précités.

Les droits d'auteurs en découlant éventuellement doivent donc avoir été impérativement acquittés.

Article 7 : Cotisations sociales

Si l'association emploie du personnel, elle devra s'affilier aux divers régimes obligatoires d'assurance maladie, vieillesse, accidents, prévoyance, ou GUSO, (Guichet Unique pour Spectacles occasionnels), pour les artistes, les musiciens et compléter le cadre ci-dessous.

Le non respect de cet article entrainera la résiliation pure et simple de cette convention.

Je soussigné(e), M....., Président(e) de l'association.....
certifie sur l'honneur que l'association.....
- Satisfait aux obligations légales et réglementaires liées à l'emploi de salarié(s) dans le cadre de ses activités.
- Paiera les contributions personnelles, mobilières, taxes professionnelles et autres cotisations de toute nature, le concernant personnellement et relatives à ses activités.

Joindre votre n° de Siret :
Joindre une attestation sociale à jour, en date du :

OU

- N'emploie pas de salarié(s) et m'engage à solliciter des personnes uniquement à titre bénévole ou des intervenants salariés d'un autre organisme.

Article 8 : Consignes d'utilisation

La Ville s'engage à contrôler régulièrement le mode d'utilisation des locaux notamment au regard des consignes d'utilisation spécifiques à ces derniers.
Ce règlement sera consultable sur place par voie d'affichage.

Article 9 : Activités sportives

Les associations sportives devront joindre à la présente convention la photocopie des diplômes de leur personnel encadrant : brevet d'Etat de la discipline ou brevets fédéraux. Les diplômes et l'affiliation fédérale lorsqu'elle existe, doivent être affichés.
L'association devra fournir également, le n° d'habilitation de la Fédération, le n° d'agrément DDJS de l'Hérault ainsi que le diplôme de l'intervenant.

Article 10 : Responsabilité et encadrement

Les utilisateurs des locaux sont placés sous la responsabilité des membres de l'association. L'encadrement devra avoir la qualification exigée par la réglementation en vigueur pour l'enseignement de la discipline concernée.
Par ailleurs, des membres de l'encadrement devront être présents en nombre suffisant du début à la fin des plages horaires attribuées par la Ville.

Article 11: Buvette

L'installation d'une buvette est réglementée par les articles L.333-1 et suivants et R.3332-4 et suivants du Code de la Santé Publique, l'arrêté du 22 août 1991, le décret 92-880 du 26 août 1992 modifié par le décret 93-846 du 8 juin 1993.
L'association devra se conformer strictement à la réglementation en vigueur. Toute installation lors d'une manifestation devra faire l'objet d'une demande préalable auprès du Service des Affaires Commerciales de la Ville de Montpellier.

Article 12 : Communication et publicité

Toutes les banderoles, supports publicitaires, affiches, affiches programmes ou autres flyers sur le lieu de la manifestation devront être validés par la Ville.
La présence du logo de la Ville de Montpellier sur tous les supports ou documents en rapport avec cette convention est obligatoire.

L'organisateur communiquera la liste de ses sponsors et partenaires et précisera, s'il y a lieu l'heure de remise des prix.

L'affichage sauvage est interdit sur le domaine public, des sanctions et pénalités sont prévues et une procédure pourra être engagée en cas d'infraction constatée.

Article 13 : Assurances et renonciation à recours

L'occupant doit obligatoirement souscrire une police d'assurances multirisques et en responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tout dommage pouvant être causés du fait de son occupation, y compris ceux causés aux tiers.

L'occupant devra également assurer ses biens propres.

L'attestation d'assurance devra être fournie au plus tard le jour de la signature de la convention.

L'occupant ainsi que son assureur renoncent à tout recours contre la Ville s'agissant des conséquences pécuniaires pouvant découler de tout incident.

Nom de la compagnie d'assurance :

Adresse :

Police n° Souscrite le :

Article 14 : Sous location-Cession

En aucun cas l'association ne pourra sous louer, prêter ou même céder les installations mise à disposition par la Ville.

Article 15 : Avenant

Toute modification substantielle intervenant dans l'application de cette convention devra faire l'objet d'un avenant préalable.

Article 16 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an non renouvelable.

Article 17 : Résiliation

En cas de non respect par l'association des dispositions de la présente convention, la convention sera résiliée sans aucune indemnisation, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans réponse dans un délai de deux semaines, notamment dans les cas suivants :

- non respect de la vocation des installations
- non respect de l'objet de la demande initiale
- non respect des règlements d'utilisation par les utilisateurs
- non respect des plannings d'utilisation déterminés par l'autorité municipale
- en cas de force majeure ou pour des motifs tenant à l'intérêt général ou à l'ordre public

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés à la DAT dès la résiliation. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligent à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

En outre, et dans ces cas de non respect, la Ville se réserve le droit de ne pas donner suite à toute demande ultérieure de la même association.

La convention sera enfin résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association.

Article 18 : Procédure d'urgence

En cas d'événement grave, et lorsque le personnel municipal n'est pas présent, contacter les pompiers : n° de tél : 18, qui assureront le relais avec l'ingénieur d'astreinte de la Ville.

Article 19 : Compétence juridictionnelle

Dans le cas où un litige interviendrait, lors de l'interprétation ou l'exécution d'une des clauses de la présente convention, les parties, à défaut d'accord à l'amiable, dans le délai de 15 jours après le délai de mise en demeure, pourront saisir le Tribunal Administratif de Montpellier, instance compétente en la matière.

Fait à Montpellier, le

Signature du Président

Précédée de la mention : Lu et approuvé

.....

Pour Madame le Maire

**Madame Sophie BONIFACE-PASCAL,
Adjointe au Maire, déléguée aux Maisons pour tous
et à la vie associative**

.....

4 PJ : Etat des lieux
Attestation d'assurance
Chèque de caution

Diplômes des animateurs, (pour associations sportives)